



**Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles**

**Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du jeudi 12 mars 2020**

N° 9 – D. 12.03.2020

L'an deux mil vingt, le douze mars à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur LAKHNECH Yassine, président.

Point à l'ordre du jour :

**3.2. Compte financier 2019 ComUE
COMUE Université Grenoble Alpes - Budget principal (hors SACD)**

Membres présents : MERMILLOD Martial, BARBIER Emmanuel, BERZIN Corinne, SCHWARTZ Jean-Luc, LAMBLIN Jacob, LETUE Frédérique, SCOTTO D'ARDINO Laurent, LE ROY Anne, BESSIERES Bernard, ADAM Véronique, RACHIDI Walid, PAVIOL Sophie, GUINET Eric, RIFFARD Coline, FORESTIER Gérard, CHALON Nathalie, BORRAS Isabelle, HERENGER-POUCHELLE Mélina, OUDART Martin, MOREAU Clélia, COURTOIS Nathanaël, DAVAI Camille, PELLOUX-GERVAIS Amaury, KELLOUAI Wanda, CORVAISIER Bénédicte, PUGEAT Véronique, SAMSON Yves, GROS Patrick, FEIGE Jean-Jacques, SIMIAND Marie-Christine, DAUGUET Pascale.

Membres représentés : BERRUT Catherine (donne procuration à MERMILLOD Martial), SCOLAN Virginie (donne procuration à RACHIDI Walid), PERSICO Simon (procuration à PAVIOL Sophie), MERLE Elsa (procuration à HERENGER-POUCHELLE Mélina), BORRAS Isabelle (procuration à ADAM Véronique), NEUDER Yannick (procuration à LAKHNECH Yassine), PARET Jérôme (procuration à SAMSON Yves), VERNAY Pascale (procuration à BARBIER Emmanuel), MANDROUX Thomas (procuration à GUINET Eric).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret N°2014-1675 du 29 décembre 2014 portant approbation des statuts de la Communauté d'universités et établissements Universités Grenoble Alpes,

Article 1 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **59,5 ETP** et **59 ETPT** hors plafond
- **23 532 013€** d'autorisations d'engagements dont :
 - 2 684 233€ en personnel ;
 - 20 500 119€ en fonctionnement ;
 - 347 661 € en investissement.
- **37 070 200€** de crédits de paiements dont :
 - 2 684 233 € en personnel ;
 - 34 056 335€ en fonctionnement ;
 - 329 631€ en investissement.
- **33 962 107€** de recettes
- **-3 108 092€** de solde budgétaire.

Article 2 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **- 264 247€** de résultat patrimonial
- **592 834€** de capacité d'autofinancement
- **4 221 560€** de fonds de roulement Global (soit une variation de **895 969€** par rapport au compte financier 2018).

Article 3 :

Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **- 264 247€** aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2019 de la ComUE – budget principal (hors SACD).

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	9
Nombre de votants	40
Voix favorables	40
Voix défavorable	0
Ne prend pas part au vote	0
Abstention	0

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à l'unanimité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2019 de la ComUE – budget principal (hors SACD).

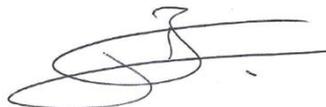
Publié le : 23/03/2020

Transmis au Rectorat le : 23/03/2020

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 12 mars 2020

Pour le Président et par délégation

Le Directeur général des services,
Joris BENELLE





**Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles**

**Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du jeudi 12 mars 2020**

N° 10 – D. 12.03.2020

L'an deux mil vingt, le douze mars à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur LAKHNECH Yassine, président.

Point à l'ordre du jour :

**3.2. Compte financier 2019 ComUE
COMUE Université Grenoble Alpes - Budget agrégé**

Membres présents : MERMILLOD Martial, BARBIER Emmanuel, BERZIN Corinne, SCHWARTZ Jean-Luc, LAMBLIN Jacob, LETUE Frédérique, SCOTTO D'ARDINO Laurent, LE ROY Anne, BESSIERES Bernard, ADAM Véronique, RACHIDI Walid, PAVIOL Sophie, GUINET Eric, RIFFARD Coline, FORESTIER Gérard, CHALON Nathalie, BORRAS Isabelle, HERENGER-POUCHELLE Mélina, OUDART Martin, MOREAU Clélia, COURTOIS Nathanaël, DAVAI Camille, PELLOUX-GERVAIS Amaury, KELLOUAI Wanda, CORVAISIER Bénédicte, PUGEAT Véronique, SAMSON Yves, GROS Patrick, FEIGE Jean-Jacques, SIMIAND Marie-Christine, DAUGUET Pascale.

Membres représentés : BERRUT Catherine (donne procuration à MERMILLOD Martial), SCOLAN Virginie (donne procuration à RACHIDI Walid), PERSICO Simon (procuration à PAVIOL Sophie), MERLE Elsa (procuration à HERENGER-POUCHELLE Mélina), BORRAS Isabelle (procuration à ADAM Véronique), NEUDER Yannick (procuration à LAKHNECH Yassine), PARET Jérôme (procuration à SAMSON Yves), VERNAY Pascale (procuration à BARBIER Emmanuel), MANDROUX Thomas (procuration à GUINET Eric).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret N°2014-1675 du 29 décembre 2014 portant approbation des statuts de la Communauté d'universités et établissements Universités Grenoble Alpes,

Article 1 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **63,22 ETP** et **63,46 ETPT** hors plafond
- **38 484 377€** d'autorisations d'engagements dont :
 - 2 932 115€ en personnel ;
 - 28 847 672€ en fonctionnement ;
 - 6 701 590€ en investissement.
- **51 658 707€** de crédits de paiements dont :
 - 2 932 115 € en personnel ;
 - 41 977 768€ en fonctionnement ;
 - 6 748 825€ en investissement.
 -
- **46 756 404€** de recettes
- **-4 902 303€** de solde budgétaire.

Article 2 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- **- 264 247€** de résultat patrimonial
- **681 510€** de capacité d'autofinancement
- **14 363 972€** de fonds de roulement Global (soit une variation de **1 592 480€** par rapport au compte financier 2018).

Article 3 :

Le Conseil d'administration décide d'affecter le résultat à hauteur de **- 264 247€** aux reports à nouveau.

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2019 de la ComUE – budget agrégé.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	9
Nombre de votants	40
Voix favorables	40
Voix défavorable	0
Ne prend pas part au vote	0
Abstention	0

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à l'unanimité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2019 de la ComUE – budget agrégé.

Publié le : 23/03/2020

Transmis au Rectorat le : 23/03/2020

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 12 mars 2020

Pour le Président et par délégation

Le Directeur général des services,
Joris BENELLE



La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.



**Direction générale des services
Direction des affaires juridiques et institutionnelles**

**Extrait des délibérations
du Conseil d'Administration de l'Université Grenoble Alpes
Séance du jeudi 12 mars 2020**

N° 11 – D. 12.03.2020

L'an deux mil vingt, le douze mars à neuf heures, le conseil d'administration de l'Université Grenoble Alpes était rassemblé en séance plénière sous la présidence de Monsieur LAKHNECH Yassine, président.

Point à l'ordre du jour :

**3.2. Compte financier 2019 ComUE
COMUE Université Grenoble Alpes - Budget annexe**

Membres présents : MERMILLOD Martial, BARBIER Emmanuel, BERZIN Corinne, SCHWARTZ Jean-Luc, LAMBLIN Jacob, LETUE Frédérique, SCOTTO D'ARDINO Laurent, LE ROY Anne, BESSIERES Bernard, ADAM Véronique, RACHIDI Walid, PAVIOL Sophie, GUINET Eric, RIFFARD Coline, FORESTIER Gérard, CHALON Nathalie, BORRAS Isabelle, HERENGER-POUCHELLE Mélina, OUDART Martin, MOREAU Clélia, COURTOIS Nathanaël, DAVAI Camille, PELLOUX-GERVAIS Amaury, KELLOUAI Wanda, CORVAISIER Bénédicte, PUGEAT Véronique, SAMSON Yves, GROS Patrick, FEIGE Jean-Jacques, SIMIAND Marie-Christine, DAUGUET Pascale.

Membres représentés : BERRUT Catherine (donne procuration à MERMILLOD Martial), SCOLAN Virginie (donne procuration à RACHIDI Walid), PERSICO Simon (procuration à PAVIOL Sophie), MERLE Elsa (procuration à HERENGER-POUCHELLE Mélina), BORRAS Isabelle (procuration à ADAM Véronique), NEUDER Yannick (procuration à LAKHNECH Yassine), PARET Jérôme (procuration à SAMSON Yves), VERNAY Pascale (procuration à BARBIER Emmanuel), MANDROUX Thomas (procuration à GUINET Eric).

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Vu le code de l'éducation et notamment ses articles L. 711-1 et suivants,
Vu les articles 202 et 210 à 214 du décret n°2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique,
Vu le décret N°2014-1675 du 29 décembre 2014 portant approbation des statuts de la Communauté d'universités et établissements Universités Grenoble Alpes,

Article 1 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution budgétaire suivants :

- **3,75 ETP** et **4,5 ETPT** hors plafond
- **14 949 364€** d'autorisations d'engagements dont :
 - 247 881 € en personnel ;
 - 8 347 553€ en fonctionnement ;
 - 6 353 929 € en investissement.
- **14 588 508€** de crédits de paiements dont :
 - 247 881 € en personnel
 - 7 921 433€ en fonctionnement ;
 - 6 419 193€ en investissement.
- **12 794 297** € de recettes ;
- **-1 794 210** € de solde budgétaire.

Article 2 :

Le Conseil d'administration arrête les éléments d'exécution comptable suivants :

- résultat patrimonial à l'équilibre
- **88 676€** de capacité d'autofinancement
- **10 142 412€** de fonds de roulement (soit une variation de **696 511€** par rapport au compte financier 2018).

Les tableaux des emplois, des autorisations budgétaires, de l'équilibre financier, de la situation patrimoniale, des opérations pluriannuelles, le compte de résultat, le bilan et l'annexe sont joints à la présente délibération.

Il est proposé au conseil d'administration d'approuver le compte financier 2019 de la ComUE – budget annexe.

Le résultat du vote est le suivant :

Membres en exercice	42
Membres présents	31
Membres représentés	9
Nombre de votants	40
Voix favorables	40
Voix défavorable	0
Ne prend pas part au vote	0
Abstention	0

Après en avoir délibéré le conseil d'administration approuve, à l'unanimité de ses membres présents et représentés, le compte financier 2019 de la ComUE – budget annexe.

La présente délibération peut faire l'objet d'un recours devant le Tribunal Administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication.

Publié le : 23/03/2020

Transmis au Rectorat le : 23/03/2020

Fait à Saint-Martin-d'Hères, le 12 mars 2020

Pour le Président et par délégation

Le Directeur général des services,
Joris BENELLE



TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP		59,5	59,5
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT		59,0	59,0

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	0	0	0	59,5	59,0	2 295 088	59,47	58,96	2 295 088
1 - TITULAIRES	0	0	0	0	0	-	0	0	-
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées	0	0	0	0	0	-			
2 - NON TITULAIRES	0	0	0	59,5	59,0	2 295 088	59,5	59,0	2 295 088
* Non titulaires de droit public	0	0	0	59,5	58,96	2 295 088	59,5	59,0	2 295 088
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	59,5	59,0	2 295 088	59,5	59,0	2 295 088
. Contractuels sous statut :	0	0	0	59,5	59,0	2 295 088	59,5	59,0	2 295 088
. OCDE	0	0	0	7,9	7,6	405 584	7,9	7,6	405 584
. OCDD	0	0	0	51,6	51,3	1 889 504	51,6	51,3	1 889 504
. Contractuels hors statut :	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. OCDE	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. OCDD	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. Titulaires État détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	-			
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. OCDE	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. OCDD	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	-			
3 - CONTRATS AIDES				0	0	-	0	0	-
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)							25,7	27,8	1 777 397
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT							0	0	-
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	-
* Titulaires de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	-
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	-
* Contractuels de l'État mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'État (emplois et crédits inscrits au budget de l'État)							0	0	-
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES							25,7	27,8	1 777 397
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0	-
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur							25,7	27,8	1 777 397

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RECETTES				
	COMPTE FINANCIER 2018		BUDGET INITIAL 2019		BUDGET MODIFIÉ N°2 2019		COMPTE FINANCIER 2019		COMPTE FINANCIER 2018	BUDGET INITIAL 2019	BUDGET MODIFIÉ N°2 2019	COMPTE FINANCIER 2019	
	Autorisations d'Engagement CF 2018	Crédits de Paiement CF 2018	Autorisations d'Engagement BI 2019	Crédits de Paiement BI 2019	Autorisations d'Engagement BM2 2019	Crédits de Paiement BM2 2019	Autorisations d'Engagement CF 2019	Crédits de Paiement CF 2019	Recettes Encaissées CF 2018	Recettes Encaissées BI 2019	Recettes Encaissées BM2 2019	Recettes Encaissées CF 2019	
Personnel	2 332 033	2 332 033	3 119 400	3 119 400	2 762 681	2 762 681	2 684 233,31	2 684 233,31	8 799 420	9 550 099	9 584 807	11 030 545,25	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>									2 531 794	2 499 757	2 647 173	2 674 503,00	Subvention pour charges de service public
									429 274	693 712	688 712	873 203,22	Autres financements de l'Etat
										491 130	857 829	847 448,90	Fiscalité affectée
Fonctionnement	42 235 481	21 621 695	20 637 496	29 443 973	21 779 450	35 045 089	20 500 118,58	34 056 334,91	475 737	305 600	401 454	439 398,64	Autres financements publics
<i>Dont personnel mis à disposition</i>	<i>1 727 729</i>	<i>1 624 602</i>	<i>1 611 900</i>	<i>1 611 900</i>	<i>1 787 325</i>	<i>3 152 937</i>	<i>1 777 397,29</i>	<i>3 190 861,33</i>	5 362 615	5 559 900	4 989 639	6 195 991,49	Recettes propres
Intervention													
Investissement	757 045	871 900	1 207 000	1 207 000	564 109	564 109	347 661,37	329 631,32	11 582 321	23 823 571	25 601 325	22 931 561,87	Recettes fléchées*
									11 107 462	22 792 407	24 567 853	21 837 823,00	Financements de l'Etat fléchés
									474 859	1 031 164	1 033 472	1 051 077,22	Autres financements publics fléchés
									-			42 661,65	Recettes propres fléchées
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	45 324 559	24 825 628	24 963 896	33 770 373	25 106 240	38 371 879	23 532 013,26	37 070 199,54	20 381 741	33 373 670	35 186 132	33 962 107,12	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)	-	-	-	-	-	-	-	0,00	4 443 888	396 703	3 185 747	3 108 092,42	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation Initiale et continue de niveau licence	41 969,53	41 969,53	92 195,48	118 791,04			1 249,26	1 249,26	135 414,26	162 009,83
D102-Formation Initiale et continue de niveau master	41 969,53	41 969,53	92 195,48	118 791,04			1 249,26	1 249,26	135 414,26	162 009,83
D103-Formation Initiale et continue de niveau doctorat	146 635,54	146 635,54	1 678 355,03	2 331 067,62			14 742,28	14 742,28	1 839 732,85	2 492 445,44
D 105-Bibliothèque et documentation	-	-	-	-			-	-	-	-
D 106-recherche universitaire	-	-	-	-			-	-	-	-
D 113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-			-	-	-	-
D 114- Immobilier	48 374,45	48 374,45	2 254 130,61	2 365 757,84			198 795,05	182 206,89	2 501 300,11	2 596 339,18
D 115 - Pilotage et support	1 813 212,10	1 813 212,10	14 422 361,80	26 124 262,01			104 114,17	106 812,28	16 339 688,07	28 044 286,39
D 201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-			-	-	-	-
D202 - Aides indirectes	398 515,43	398 515,43	642 004,68	690 168,44			25 051,26	20 911,26	1 065 571,37	1 109 595,13
D 203 -Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	193 556,73	193 556,73	1 318 875,51	2 307 496,92			2 460,10	2 460,10	1 514 892,34	2 503 513,75
D 3 - Autres programmes	-	-	-	-			-	-	-	-
TOTAL	2 684 233,31	2 684 233,31	20 500 118,58	34 056 334,91	-	-	347 661,37	329 631,32	23 532 013,26	37 070 199,54
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B										-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD 010 - Subvention pour charge de service public	2 674 503,00								2 674 503,00
FD 020 - Droits d'inscription					1 541 290,98				1 541 290,98
FD 030 - Formation continue, diplômes propres et VAE									-
FD 040 - taxe d'apprentissage									-
FD 050 - Contrats et prestations de recherche hors ANR									-
FD 060 - Valorisation									-
FD 070 - ANR Investissements d'avenir									-
FD 080 - ANR hors Investissements d'avenir									-
FD 090 - Subvention exploitation et financements actifs - Région				30 000,00			755 413,22		785 413,22
FD 100 - Subvention exploitation et financements actifs - UE									-
FD 110 - Subvention exploitation et financements actifs - Autres		873 203,22		409 398,64		21 837 823,00	295 664,00		23 416 088,86
FD 120 - Fondations - Fonds propres, réserves, dons et legs									-
FD 130 - Autres recettes			847 448,90		4 654 700,51			42 661,65	5 544 811,06
TOTAL	2 674 503,00	873 203,22	847 448,90	439 398,64	6 195 991,49	21 837 823,00	1 051 077,22	42 661,65	33 962 107,12
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C									3 108 092

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

Presentation des recettes par origine de l'Etablissement

ORIGINE	MONTANT
Recettes Globales	11 030 545,25
SUBVENTIONS DE L'ETAT	3 547 706,22
Subvention pour charges de service public	2 674 503,00
Autres financements de l'ETAT	873 203,22
Autres financements de l'ETAT via ANR	
AUTRES SUBVENTIONS ET DOTATIONS	439 398,64
Région Rhône-Alpes	124 120,73
Conseil départemental	80 000,00
Communauté de Communes	210 000,00
Autres	25 277,91
Fiscalité Affectée (CVEC)	847 448,90
RESSOURCES PROPRES	6 195 991,49
Droits d'inscription	1 541 290,98
Dont contributions des membres fondateurs et associés	-
dont Conventions avec les établissements & partenaires	3 119 179,21
dont prestations de service	1 497 438,83
dont autres	38 082,47
Recettes Fléchées	22 931 561,87
SUBVENTIONS DE L'ETAT	21 837 823,00
Subvention pour charges de service public	-
Autres financements de l'ETAT	
Autres Financements de L'ETAT (ANR)	21 837 823,00
AUTRES SUBVENTIONS ET DOTATIONS	1 051 077,22
Région Rhône-Alpes	755 413,22
Région Rhône-Alpes autres que CEDES	-
Conseil départemental	-
Communauté de Communes	-
Autres	295 664,00
RESSOURCES PROPRES	42 661,65
Dt prestations (Etudes et travaux , ventes de produits et services)	-
Divers (Toutes les autres ressources donnant lieu à encaissement telles que placements financiers, cessions d'éléments d'actifs, produits exceptionnels)	42 661,65
Total des recettes donnant lieu à encaissement	33 962 107,12
TOTAL GENERAL	33 962 107,12

Adopté par le Conseil d'Administration
le 12 mars 2020, le Président et Président du Conseil d'Administration
Y. LAKHNECH

TABLEAU 4
Equilibre financier

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS (utilisation des financements)					FINANCEMENTS (couverture des besoins)				
	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	Compte financier 2019	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	Compte financier 2019	
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	4 443 888	396 703	3 185 747	3 108 092		-			Solde budgétaire (excédent) (D1)*
Remboursements d'emprunts (b1)									Nouveaux emprunts (b2)
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** (décaissements de l'exercice)	3 513 668	10 790 593	12 113 465	12 113 465	18 670 577	9 888 804	15 498 365	4 514 040	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** (encaissements de l'exercice)
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) (non budgétaires)	1 514 178		334 186	308 766	12 515 036		- 22 158 089	- 7 862 467	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2) (non budgétaires)
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	9 471 733	11 187 296	15 633 399	15 530 323	et 31 185 613	9 888 804	- 6 659 724	- 3 348 427	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
Variation de trésorerie (ABONDEMENT) (I)=(2) - (1)	21 713 880	-	-	-	ou -	1 298 492	22 293 123	18 878 750	Variation de trésorerie (PRELEVEMENT) (II)=(1) - (2)
dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***	- 4 137 489				ou	164 201	1 014 482	2 806 183	dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***
dont Abondement de la trésorerie disponible (d) (non fléchée)	25 851 369				ou	1 134 291	21 278 641	16 072 567	dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (d) (non fléchée)
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	31 185 613	11 187 296	15 633 399	15 530 323	et 31 185 613	11 187 296	15 633 399	15 530 323	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

Décomposition de la variation de trésorerie
= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

TABLEAU 5
Opérations pour comptes de tiers

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Compte Financier 2018		Budget Modifié n°2 2019		Compte Financier 2019	
			Décaissements	Encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	Décaissements (c1)	Encaissements (c2)
Opération 1 Autres encaissements et décaissements pour compte de tiers	C 4...	LABEX	3 513 668	17 617 720	10 660 607		10 660 607	0
		IDEFI	0	1 052 858	1 452 858		1 452 858	0
		EUR				3 384 900		4 514 040
		INDEX dotation encaissée				13 692 566		13 692 566
		INDEX dotation mobilisée				-23 213 707		-20 442 834
Opération 2 Autres encaissements et décaissements en compte d'attente	C418	INDEX - dotation non mobilisée		5 624 028				
	C408	Autres	1 514 178	6 891 008	334 186	-523 183	308 766	-1 112 199
TOTAL			5 027 846	31 185 614	12 447 651	-6 659 424	12 422 231	-3 348 427

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019	PRODUITS	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Personnel	2 293 306	3 065 750	2 724 370	2 704 101,91	Subventions de l'Etat	18 743 926	25 909 641	26 819 958	25 768 510,68
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée		491 130	857 829	856 318,90
Fonctionnement autre que les charges de personnel	24 527 035	30 775 692	32 285 238	31 322 401,90	Autres subventions	1 758 332	1 418 500	1 280 393	903 227,00
Intervention (le cas échéant)					Autres produits	6 462 462	6 022 171	6 051 428	6 234 200,23
TOTAL DES CHARGES (1)	26 820 341	33 841 442	35 009 608	34 026 503,81	TOTAL DES PRODUITS (2)	26 964 720	33 841 442	35 009 608	33 762 256,81
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	144 379	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	264 247,00
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	26 964 720	33 841 442	35 009 608	34 026 503,81	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	26 964 720	33 841 442	35 009 608	34 026 503,81

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	144 379	-	-	264 247,00
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	1 439 581	1 303 069	1 380 000	1 451 507,91
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			179 163	179 163,00
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			-	-
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			-	-
- (C 781) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	544 640	462 272	452 472	415 264,22
= CAF ou IAF*	1 039 321	840 797	748 365	592 833,69

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019	RESSOURCES	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Insuffisance d'autofinancement					Capacité d'autofinancement	1 039 321	840 797	748 365	592 833,69
Investissements	871 836	1 207 000	565 144	328 596,25	Financement de l'actif par l'Etat		96 000	40 161	18 469,95
					Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	56 432	53 000	52 984	60 553,76
					Autres ressources				
Remboursement des dettes financières					Augmentation des dettes financières				
TOTAL DES EMPLOIS (5)	871 836	1 207 000	565 144	328 596,25	TOTAL DES RESSOURCES (6)	1 095 753	989 797	841 510	671 857,40
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	223 917	-	276 366	343 261,15	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	0	217 203	0	0

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	CF 2019	Correction par le RAN	CF 2019 après correction par le RAN
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	223 917	- 217 203	276 366	343 261,15	552 708,00	895 969,15
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	- 21 489 962	1 081 289	22 569 490	19 222 010,87	552 708,00	19 774 718,87
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	21 713 880	- 1 298 492	- 22 293 124	- 18 878 749,72	-	- 18 878 749,72
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	3 325 591	2 708 146	3 601 956	3 668 851,82	552 708,00	4 221 559,82
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 32 455 587	- 27 715 144	- 9 886 098	- 13 561 359,18	552 708,00	- 13 008 651,18
Niveau de la TRESORERIE	35 781 178	30 423 290	13 488 054	17 230 211,00		17 230 211,00

TABLEAU 7

Plan de trésorerie

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	36 108 960,72	37 263 224,56	34 337 953,69	33 863 398,85	32 995 587,22	25 080 593,60	18 802 250,76	15 917 961,12	22 710 777,32	22 223 162,17	20 685 067,61	18 606 443,93	
ENCAISSEMENTS	1 406 789,04	99 042,93	471 476,17	985 789,01	1 231 604,98	1 585 555,23	1 372 865,95	7 110 251,11	390 174,00	3 121 022,63	1 350 370,60	11 488 738,77	30 613 680,42
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	346 192,30	1 169 193,08	97 111,25	927 358,07	987 923,22	309 206,80	49 574,15	453 960,64	1 269 232,36	1 333 892,40	1 249 047,85	2 837 853,13	11 030 545,25
Subvention pour charges de service public	-	642 013,00	-	607 330,00	-	-	-	-	850 259,00	237 791,00	310 000,00	27 110,00	2 674 503,00
Autres financements de l'État	-	217 585,00	-	-	-	-	-	142 200,00	313 276,00	120 000,00	35 000,00	45 142,22	873 203,22
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	595 747,20	251 701,70	847 448,90
Autres financements publics	-	93 000,00	-	22 000,00	4 000,00	8 000,00	-	-	15 000,00	102 000,00	72 990,02	122 408,62	439 398,64
Ressources propres	346 192,30	216 595,08	97 111,25	298 028,07	983 923,22	301 206,80	49 574,15	311 760,64	90 697,36	874 101,40	235 310,63	2 391 490,59	6 195 991,49
<i>Recettes budgétaires fléchées</i>	-	198 600,00	1 566 226,00	3 000,00	80 000,00	-	295 664,00	-	32 000,00	8 519 643,58	138 307,91	12 098 120,38	22 931 561,87
Financements de l'État fléchés	-	198 600,00	1 388 226,00	-	-	-	-	-	-	8 380 000,00	-	11 870 997,00	21 837 823,00
Autres financements publics fléchés	-	-	178 000,00	3 000,00	80 000,00	-	295 664,00	-	32 000,00	139 643,58	138 307,91	184 461,73	1 051 077,22
Mécénats fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Autres recettes fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42 661,65	42 661,65
<i>Opérations non budgétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
<i>Opérations gérées en comptes de tiers :</i>	1 060 596,74	- 1 268 750,15	- 1 191 861,08	55 430,94	163 681,76	1 276 348,43	1 027 627,80	6 656 290,47	- 911 058,36	- 6 732 513,35	- 36 985,16	- 3 447 234,74	-3 348 426,70
- TVA encaissée	164,75	174,44	164,75	-	-	-	-	-	-	-	-	174,44	0,00
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	-	-	-	-	-	-	-	1 692 450,00	-	-	-	-	2 821 590,02
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	1 060 431,99	- 1 268 924,59	- 1 191 696,33	55 430,94	163 681,76	1 276 348,43	1 027 627,80	4 963 840,47	- 911 058,36	- 6 732 513,35	- 36 985,16	- 6 268 650,32	-7 862 466,72
A. TOTAL	1 406 789,04	99 042,93	471 476,17	985 789,01	1 231 604,98	1 585 555,23	1 372 865,95	7 110 251,11	390 174,00	3 121 022,63	1 350 370,60	11 488 738,77	30 613 680,42
DECAISSEMENTS	252 187,50	3 024 761,09	904 203,89	589 805,91	9 115 831,36	749 871,78	4 248 137,71	316 474,38	873 668,02	858 676,91	3 644 558,51	12 492 022,48	49 492 430,14
<i>Dépenses liées à des recettes globalisées</i>	163 208,06	886 800,74	655 650,21	392 270,43	380 181,01	543 489,06	2 144 007,15	185 636,65	522 880,42	399 820,27	2 300 947,03	2 757 564,03	11 332 465,06
Personnel	123 903,26	128 874,97	166 842,31	85 775,64	87 644,74	110 712,31	139 976,27	164 383,71	117 567,23	15 453,33	264 711,01	122 294,89	1 497 233,01
Fonctionnement	38 536,80	741 047,91	461 596,94	278 068,28	278 308,84	416 366,61	1 920 504,21	18 547,76	376 983,46	401 906,98	2 035 259,22	2 599 297,67	9 566 424,68
Investissement	768,00	16 877,86	27 210,96	28 426,51	14 227,43	16 410,14	83 526,67	2 705,18	28 329,73	13 366,62	976,80	35 971,47	268 797,37
<i>Dépenses liées à des recettes fléchées</i>	88 979,44	2 137 960,35	248 553,68	197 535,48	8 735 650,35	206 382,72	2 104 130,56	130 837,73	350 787,60	458 856,64	1 343 611,48	9 734 458,45	25 737 744,48
Personnel	88 000,62	110 073,79	108 228,19	97 490,07	117 878,94	88 198,14	90 038,61	122 718,60	92 806,39	-	171 803,63	99 763,32	1 187 000,30
Fonctionnement	978,82	2 008 652,64	140 325,49	96 950,23	8 617 771,41	117 165,41	2 006 891,95	8 119,13	257 981,21	432 942,68	1 171 807,85	9 630 323,41	24 489 910,23
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	-	19 233,92	-	3 095,18	-	1 019,17	7 200,00	-	-	25 913,96	-	4 371,72	60 833,95
<i>Opérations non budgétaires</i>	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	0,00
<i>Opérations gérées en comptes de tiers :</i>	337,70	- 447,29	41 827,12	1 263 794,73	30 767,24	7 114 026,29	9 017,88	960,53	4 121,13	3 800 440,28	- 215 564,23	372 949,22	12 422 230,60
- TVA décaissée	-	3,63	-	-	5,00	1,78	28,94	-	3,01	42,74	-	-	-0,38
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	-	-	-	1 052 858,00	-	7 105 433,00	-	-	-	3 555 174,00	-	400 000,00	12 113 465,00
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	337,70	- 450,92	41 827,12	210 936,73	30 762,24	8 591,51	8 988,94	960,53	4 118,12	245 309,02	- 215 564,23	27 050,78	308 765,98
B. TOTAL	252 525,20	3 024 313,80	946 031,01	1 853 600,64	9 146 598,60	7 863 898,07	4 257 155,59	317 434,91	877 789,15	4 659 117,19	3 428 994,28	12 864 971,70	49 492 430,14
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	1 154 263,84	- 2 925 270,87	- 474 554,84	- 867 811,63	- 7 914 993,62	- 6 278 342,84	- 2 884 289,64	6 792 816,20	- 487 615,15	- 1 538 094,56	- 2 078 623,68	- 1 376 232,93	-18 878 749,72
SOLDE CUMULE (1) + (2)	37 263 224,56	34 337 953,69	33 863 398,85	32 995 587,22	25 080 593,60	18 802 250,76	15 917 961,12	22 710 777,32	22 223 162,17	20 685 067,61	18 606 443,93	17 230 211,00	

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	6 313 279	2 175 789	2 175 789	630 393	917 493
Recettes fléchées (b)	11 582 321	25 601 325	22 931 562	23 384 072	19 485 201
Financements de l'Etat fléchés	11 107 462	24 567 853	21 837 823,00	22 648 572	19 337 368
Autres financements publics fléchés	474 859	1 033 472	1 093 739,22	735 500	147 833
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	15 719 810	26 629 823	25 737 745	23 671 172	20 087 315
Personnel	856 715	1 229 084	1 187 001	1 338 500	762 600
AE-CP	-	-	-	-	-
Fonctionnement	34 967 536	14 082 693	13 263 499	13 374 195	9 722 917
AE	14 747 979	25 286 914	24 489 910	22 160 872	19 301 715
CP	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-
AE	-	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Investissement	98 907	114 125	81 253	154 000	14 212
AE	115 117	114 125	60 834	154 000	23 000
CP	-	-	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	4 137 489	- 1 928 488	- 2 896 183	- 287 100	- 602 114

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Auto-financement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	2 175 789	1 147 291	630 393	917 493	1 519 697

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	-	4 563 320	4 563 320	6 561 817	6 561 817
Recettes fléchées (b)	10 038 785	23 213 707	20 442 834	21 539 052	18 227 848
Financements de l'Etat fléchés	10 038 785	23 213 707	20 442 834	21 539 052	18 227 848
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	14 602 105	23 213 706	22 441 331	21 539 052	18 764 064
Personnel	-	-	-	-	-
AE-CP	511 112	688 984	673 566	880 000	524 100
Fonctionnement	33 130 963	12 993 468	11 707 574	11 756 575	8 641 166
AE	14 047 699	22 479 597	21 748 260	20 563 052	18 219 864
CP	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-
AE	-	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Investissement	26 984	45 125	15 766	86 000	11 212
AE	43 294	45 125	19 626	86 000	23 000
CP	-	-	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	4 563 320	1	1 998 487	-	- 536 216

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Auto-financement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	4 563 320	4 563 319	6 561 817	6 561 817	7 098 033

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	-	-	1 015 772	63 901	63 901
Recettes fléchées (b)	1 088 677	1 109 520	1 193 025	1 109 520	1 109 520
Financements de l'Etat fléchés	1 088 677	1 109 520	1 150 363	1 109 520	1 109 520
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	52 905	2 150 797	2 144 896	1 109 520	1 109 520
Personnel	24 380	121 100	120 157	88 500	88 500
AE-CP	-	-	-	-	-
Fonctionnement	1 039 875	1 030 885	1 009 542	1 021 020	1 021 020
AE	24 103	2 029 697	2 024 739	1 021 020	1 021 020
CP	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-
AE	-	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Investissement	4 422	-	-	-	-
AE	4 422	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	1 015 772	- 1 041 277	988 129	-	-

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Auto-financement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	1 015 772	- 1 041 277	63 901	63 901	63 901

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	281 724	281 724	191 112	245 642	66 842
Recettes fléchées (b)	-	295 664	295 664	-	147 833
Financements de l'Etat fléchés	-	295 664	295 664	-	147 833
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	180 612	193 000	151 134	185 000	213 731
Personnel	-	-	-	-	-
AE-CP	136 223	151 000	133 825	150 000	150 000
Fonctionnement	13 979	30 000	17 280	30 000	60 731
AE	13 979	30 000	16 280	30 000	60 731
CP	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-
AE	-	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Investissement	30 410	2 000	1 019	3 000	3 000
AE	30 410	2 000	1 019	3 000	3 000
CP	-	-	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	101 112	92 724	140 028	- 39 358	- 146 889

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Auto-financement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	101 112	394 388	245 642	60 642	5 256

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	479 350	479 350	281 227	282 311	140 211
Recettes fléchées (b)	404 859	733 808	755 413	735 500	-
Financements de l'Etat fléchés	404 859	733 808	755 413	735 500	-
Autres financements publics fléchés	-	-	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	603 182	937 600	774 328	837 600	-
Personnel	-	-	-	-	-
AE-CP	31 536	146 000	128 881	218 000	-
Fonctionnement	636 083	676 100	676 100	676 100	-
AE	539 101	724 600	605 138	666 600	-
CP	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-
AE	-	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Investissement	32 145	67 000	44 450	53 000	-
AE	32 145	67 000	40 310	53 000	-
CP	-	-	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	188 333	- 203 792	- 118 915	- 102 100	-

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Auto-financement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	281 227	275 758	262 311	180 211	140 211

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	280 283	69 277	69 277	87 849	87 849
Recettes fléchées (b)	70 000	248 626	244 627	-	-
Financements de l'Etat fléchés	70 000	244 626	244 627	-	-
Autres financements publics fléchés	-	4 000	-	-	-
Recettes propres fléchées	-	-	-	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	281 006	144 760	226 055	-	-
Personnel	-	-	-	-	-
AE-CP	153 084	122 000	130 572	-	-
Fonctionnement	147 536	22 840	54 672	-	-
AE	123 097	22 790	92 483	-	-
CP	-	-	-	-	-
Intervention	-	-	-	-	-
AE	-	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Investissement	4 846	-	-	-	-
AE	4 846	-	-	-	-
CP	-	-	-	-	-
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	- 100 726	103 866	- 181 378	-	-

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Auto-financement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	69 277	173 143	87 849	87 849	87 849

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles (propre aux EPSCP)

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Intitulé	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement					Crédits de paiement				Restes		
			AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(1)	(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Op. 1	1			2					2					
Op. 2														
Op. 3														
total contrats de recherche		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Op. 1	1			2					2					
Op. 2														
Op. 3														
total contrats de formation continue														
Op. 1	1			2					2					
Op. 2														
Op. 3														
Total contrats d'enseignement				-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total dépenses de fonctionnement pilotage		-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Total		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :

Ss total personnel														
Ss total fonctionnement et intervention														
Ss total investissement		-	140 000		140 000		140 000	140 000		140 000		140 000	-	140 000

B - Recettes

Opérations	Intitulé	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs			
				Montant	Encaissements antérieurs à N au titre des années antérieures	Encaissements pour l'année N	Taux de réalisation fin d'année N
		(1)	(14)	(15)=(1)-(14)	(16)	(17)	(18)=(15)-(16)-(17)
Op. 1				-			-
Op. 2							
Op. 3							
total contrats de recherche		-	-	-	-	-	-
Op. 1							
Op. 2							
Op. 3							
total contrats de formation continue							
Op. 1							
Op. 2							
Op. 3							
Total contrats d'enseignement				-	-	-	-
Total programmes pluriannuels d'investissement		-	-	-	-	-	-
Total dépenses de fonctionnement pilotage		-	-	-	-	-	-
Total		-	-	-	-	-	-

Opération	Nature	Coût total de l'opération
		(1)
Dépenses d'investissement (PPI)		
	Opération 3	
	Opération 4	
	Opération 5	
	Opération 6	
	Opération 7	
	Opération 8	
	Opération 9	
	Opération 10	
	TOTAL PPI	0

Prévission N (BI + BR)										Restes	
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommés en fin d'année n (CP)
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1)-(3)-(6)	(3)+(6)-(8)-(11)
	0	0		-		0	0	0	-	0	0
		0		-	0	0	0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
		0		-			0		-	0	0
0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0

Prévission N+1 et suivantes					
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
0	0	0	0	0	0

B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 1	0	0	0	0	
	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 2	0	0	0	0	
Opération 3	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 3	0	0	0	0	
Opération 4	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 4	0	0	0	0	
Opération 5	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 5	0	0	0	0	
Opération 6	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 6	0	0	0	0	
Opération 7	Financement de l'Etat				0
	Financements des CT				0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 7	0	0	0	0	

Montant des financements	Financements extérieurs			Restes à encaisser
	Encaissements des années antérieures	Encaissements de N		
		Encaissements prévus	Encaissements réalisés	
(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21a)
0				0
0				0
0				0
0	0	0	0	0
0				0
0				0
0				0
0	0	0	0	0
0				0
0				0
0				0
0	0	0	0	0
0				0
0				0
0				0
0	0	0	0	0

Prévissions en N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
(23)	(24)	(25)
0	0	0
0	0	0

Tableau 10
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

COMUE UGA Compte Financier Budget Principal 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Prévission pluriannuelle	Réalisé									Prévission N+1 et suivantes							
		Coût total de l'opération	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouverts les années antérieures à N	CP consommés les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	
		(1)	(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
	Personnel																		
	Fonctionnement et intervention																		
	Investissement			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Total Dépenses d'investissement.1	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Contrat de recherche	Personnel			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
	Fonctionnement et intervention			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
	Investissement			0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €							
	Total contrat de recherche.2	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Contrat de formation continue	Personnel																		
	Fonctionnement et intervention																		
	Investissement																		
	Total contrat de formation continue.3	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Contrat d'enseignement	Personnel																		
	Fonctionnement et intervention																		
	Investissement																		
	Total contrat de formation continue.4	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Fonctionnement Pilotage	Personnel																		
	Fonctionnement et intervention																		
	Investissement																		
	Total dépenses fonctionnement Pilotage	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ss total personnel	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ss total fonctionnement et intervention	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ss total investissement	0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL		0	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Prévission pluriannuelle	Réalisé		Prévissions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement prévus en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
		(18)	(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Total PPL1	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Contrat de recherche	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	Total contrat de recherche.2	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
Contrat de formation continue	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	Total contrat de formation continue.3						
Contrat d'enseignement	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	Total contrat de formation continue.4						
Fonctionnement Pilotage	Financement de l'Etat*						
	Autres financements publics**						
	Autres financements***						
	Total fonctionnement Pilotage	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ss total financement de l'Etat	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ss total autres financements publics	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
	Ss total autres financements	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €
TOTAL		0 €	0 €	0 €	0 €	0 €	0 €

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés

** Autres financements publics (globalisés ou fléchés)

*** Recettes propres et recettes propres fléchés

TABLEAU 11
Synthèse budgétaire et comptable

COMUE UGA Budget Principal Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		CF 2018	BI 2019	BM2 2019	CF 2019	
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	440 520	17 113 081	20 939 451	20 939 451	
	2 Niveau initial du fonds de roulement	3 101 673	2 925 349	3 325 590	3 325 590	
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 10 965 625	- 28 796 433	- 32 455 588	- 32 455 588	
	4 Niveau initial de la trésorerie	14 067 298	31 721 782	35 781 178	36 108 961	
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	6 905 954	1 714 135	2 768 466	2 768 465	
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	7 161 344	30 007 647	33 012 712	33 340 496		
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	45 324 559	24 963 896	25 106 240	23 532 013	
	6 Résultat patrimonial	144 379	-	-	264 247	
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	1 039 321	840 797	748 365	592 834	
	8 Variation du fonds de roulement	223 917	- 217 203	276 366	895 969	
	9 Opérations bilanciellées non budgétaires	SENS			-	
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -				
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+				
	Cautionnements et dépôts	-				
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS			-	
	Variation des stocks	+ / -				
	Production immobilisée	+				
	Charges sur créances irrécouvrables	-				
	Produits divers de gestion courante	+				
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	- 21 489 962	-	4 892 140	- 4 881 861
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			715 014	- 715 254
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-	- 21 489 962			
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -			4 177 127	- 4 166 607
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -			-	
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		- 4 443 888	- 396 703	- 3 185 747	- 3 108 092
	12.a Recettes budgétaires		20 381 741	33 373 670	35 186 132	33 962 107
12.b Crédits de paiement ouverts		24 825 628	33 770 373	38 371 879	37 070 200	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		26 157 768	- 901 789	- 19 107 076	- 15 770 658	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		21 713 880	- 1 298 492	- 22 293 123	- 18 878 750	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée		- 4 137 489	- 164 201	- 1 014 482	- 2 806 183	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée		25 851 369	- 1 134 291	- 21 278 641	- 16 072 567	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		- 21 489 962	1 081 289	22 569 490	19 774 719	
16 Restes à payer		20 498 931	- 8 806 477	- 13 265 639	- 13 538 186	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	20 939 451	8 306 604	7 673 812	7 401 265	
	18 Niveau final du fonds de roulement	3 325 590	2 708 146	3 601 956	4 221 559	
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 32 455 588	- 27 715 144	- 9 886 098	- 13 008 652	
	20 Niveau final de la trésorerie	35 781 178	30 423 290	13 488 054	17 230 211	
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	2 768 465	1 549 934	1 753 984	37 718	
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	33 012 713	28 873 356	11 734 070	17 267 929		

Comptabilité budgétaire
Comptabilité générale

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP		3,75	3,75
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT		4,5	4,5

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISÉS PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	0	0	0	3,75	4,5	247 881	3,75	4,5	247 881
1 - TITULAIRES	0	0	0	0	0	-	0	0	-
* Titulaires Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAS, déconcentrés dans l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. Titulaires Etat détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées	0	0	0	0	0	-			
2 - NON TITULAIRES	0	0	0	3,75	4,5	247 881	3,75	4,5	247 881
* Non titulaires de droit public	0	0	0	3,75	4,5	247 881	3,75	4,5	247 881
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	3,75	4,5	247 881	3,75	4,5	247 881
. Contractuels sous statut :	0	0	0	3,75	4,5	247 881	3,75	4,5	247 881
. ACDI	0	0	0	2,75	2,63	151 560	2,75	2,63	151 560
. ACDD	0	0	0	1	1,87	96 321	1	1,87	96 321
. Contractuels hors statut :	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. ACDI	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. ACDD	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. Titulaires Etat détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	-			
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. ACDI	0	0	0	0	0	-	0	0	-
. ACDD	0	0	0	0	0	-	0	0	-
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	0	0	-			
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	0	0	-			
3 - CONTRATS AIDES				0	0	-	0	0	-
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)							0	0	-
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT							0	0	-
* Titulaires de l'Etat mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	-
* Titulaires de l'Etat mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	-
* Contractuels de l'Etat mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	-
* Contractuels de l'Etat mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							0	0	-
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES							0	0	-
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0	-
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur							0	0	-

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES									RECETTES				
Montants	COMPTE FINANCIER 2018		BUDGET INITIAL 2019		BUDGET MODIFIÉ N°2 2019		COMPTE FINANCIER 2019		COMPTE FINANCIER 2018	BUDGET INITIAL 2019	BUDGET MODIFIÉ N°2 2019	COMPTE FINANCIER 2019	
	Autorisations d'Engagement CF 2018	Crédits de Paiement CF 2018	Autorisations d'Engagement BI 2019	Crédits de Paiement BI 2019	Autorisations d'Engagement BM2 2019	Crédits de Paiement BM2 2019	Autorisations d'Engagement CF 2019	Crédits de Paiement CF 2019	Recettes Encaissées CF 2018	Recettes Encaissées BI 2019	Recettes Encaissées BM2 2019	Recettes Encaissées CF 2019	
Personnel	222 596	222 596	285 000	285 000	250 000	250 000	247 881,40	247 881,40	19 194 783	25 712 213	15 799 722	12 794 297,02	Recettes globalisées
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>													Subvention pour charges de service public
									16 932 037	21 544 823	12 932 732	10 699 450,51	Autres financements de l'État
													Fiscalité affectée
Fonctionnement	10 181 650	7 452 184	9 997 880	11 421 938	9 006 848	8 969 848	8 347 553,38	7 921 432,73	1 441 723	2 740 000	1 600 000	660 000,00	Autres financements publics
<i>Dont personnel mis à disposition</i>									821 023	1 427 390	1 266 990	1 434 846,51	Recettes propres
Intervention													
Investissement	8 427 881	8 115 277	13 756 554	13 975 354	6 527 754	6 669 874	6 353 929,07	6 419 193,38					
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	18 832 127	15 790 057	24 039 434	25 682 292	15 784 602	15 889 722	14 949 363,85	14 588 507,51	19 464 783	25 712 213	15 889 722	12 794 297,02	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		3 674 726		29 921		-		0,00	0	-	-	1 794 210,49	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

(*) Montant issu du tableau "Opérations liées aux recettes fléchées"

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 114 - Immobilier	247 881,40	247 881,40	8 347 553,38	7 921 432,73			6 353 929,07	6 419 193,38	14 949 363,85	14 588 507,51
TOTAL	247 881,40	247 881,40	8 347 553,38	7 921 432,73	0,00	0,00	6 353 929,07	6 419 193,38	14 949 363,85	14 588 507,51

SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B

-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES								
	Recettes globalisées					Recettes fléchées			Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées	
FD 070 - ANR Investissements d'avenir						0	0		-
FD 110 - Subvention exploitation et financements actifs - Autres		10 699 451		660 000			0	0	11 359 450,51
FD 130 - Autres recettes					1 434 847				1 434 846,51
TOTAL	-	10 699 451	-	660 000	1 434 847	-	-	-	12 794 297,02

SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C

1 794 210,49

Recettes Globalisées	12 794 297
Autres financements de l'Etat	10 699 451
<i>Dont Dotation Campus</i>	10 699 451
Autres financements publics	660 000
<i>Dont Métro CSIU</i>	-
<i>Dont Métro DAD</i>	660 000
<i>Dont Région DAD</i>	-
Recettes propres	1 434 846,51
<i>Dont Refacturation R3 Green - GINP/CROUS</i>	418 895
<i>Dont Refacturation R3 Pilsu - UGA</i>	610 901
<i>Dont Refacturation R3 SHS - UGA</i>	359 890
<i>Dont Refacturation Fiche Travaux Modificatifs Green - GINP/CROUS</i>	19 869
<i>Dont Refacturation Fiche Travaux Modificatifs Pilsu - UGA</i>	10 818
<i>Dont Refacturation Fiche Travaux Modificatifs SHS - UGA</i>	8 500
<i>Dont Refacturations 2017 Alpilles - UGA</i>	974
<i>Dont Convention Terrain - CEA</i>	5 000
Recettes Fléchées	-
Autres financements publics fléchés	-
<i>Dont ANR 306 - Pôle de Services</i>	-
Total Recettes	12 794 297

Adopté par le Conseil d'Administration
le 12 Mars 2020, le Président et Président du Conseil d'Administration
Y. LAKHNECH

TABLEAU 4
Equilibre financier

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS (utilisation des financements)					FINANCEMENTS (couverture des besoins)						
	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	Compte financier 2019	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	Compte financier 2019			
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	-	-	-	1 794 210	3 674 726	29 921	-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*	Opérations budgétaires	
Remboursements d'emprunts (b1)									Nouveaux emprunts (b2)		
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** (encaissements de l'exercice)	1 903 468	2 492 322	1 910 000	2 377 468	2 172 973	-	2 936 772	1 910 174	313 276	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** (encaissements de l'exercice)	Opérations non budgétaires
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) (non budgétaires)	4			34 598 146	-	841 153	3 196 788	41 510 759	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2) (non budgétaires)		
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)-(c1)+(e1)	1 903 471	2 492 322	1 910 000	38 769 824	5 006 545	-	2 906 851	5 106 962	41 824 036	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)	La variation de trésorerie : - se détermine par différence entre (1) et (2), - se décompose en (a) et (d), - s'explique par D, (b), (c), (e).
Variation de trésorerie (ABONDEMENT) (I)=(2) - (1)	3 103 074	-	3 196 962	3 054 211	-	5 399 173	-	-	Variation de trésorerie (PRELEVEMENT) (II)=(1) - (2)		
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>		-	-	-		-	-	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>	= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a) Décomposition de la variation de trésorerie	
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>	<i>4 154 709</i>	-	3 196 962	3 054 211		5 399 173	-	-	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>		
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	5 006 545	2 492 322	5 106 962	41 824 036	5 006 545	2 492 322	5 106 962	41 824 036	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)		

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour comptes de tiers

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Compte Financier 2018		Budget Modifié n°2 2019		Compte Financier 2019	
			Décaissements	Encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	Décaissements (c1)	Encaissements (c2)
Opération 1	4456	Tva déductible sur biens et services - périmètre des 3 PPP	1 903 468		1 910 000		2 377 468	
Opération 2	4457	Tva collectée par l'établissement		164 205		275 915		313 276
	44567	remboursement Crédit de TVA sur l'année déclarations de TVA à recevoir		2 008 768		1 634 260		1 506 010
Opération 3	418	Intérêts de la Dotation Campus reçus en comptes de tiers (- intérêts mobilisés en recettes budgétaires)		-802 517		3 196 788		39 934 764
	47181	Remboursement assurance sur sinistre de juin 2016 (PPP PILSI)						69 985
	4041	Avoir sur facturation erronée	4	-38 636				
	408						34 598 146	
TOTAL			1 903 471	1 331 819	1 910 000	5 106 962	36 975 614	41 824 036

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Adopté par le Conseil d'Administration
le 12 Mars 2020, le Président et Président du Conseil d'Administration
Y. LAKHNECH

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019	PRODUITS	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Personnel	218 571	280 100	246 605	243 548	Subventions de l'Etat	7 878 704	10 309 469	7 889 779	6 737 205
<i>dont charges de pensions civiles*</i>					Fiscalité affectée			-	-
Fonctionnement autre que les charges de personnel	11 056 930	13 926 034	11 107 751	9 608 408	Autres subventions	270 000		90 000	-
Intervention (le cas échéant)			-		Autres produits	3 126 796	3 896 665	3 374 577	3 114 751
TOTAL DES CHARGES (1)	11 275 500	14 206 134	11 354 356	9 851 956	TOTAL DES PRODUITS (2)	11 275 500	14 206 134	11 354 356	9 851 956
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	0	0	0	0,00	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	0	0	0	-
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	11 275 500	14 206 134	11 354 356	9 851 956	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	11 275 500	14 206 134	11 354 356	9 851 956

* Il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	0	0	0	0
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 052 944	2 499 196	2 134 508	2 130 419
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions			-	
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés			-	
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs			-	
- (C 781) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	1 976 046	2 469 275	2 107 587	2 041 743
= CAF ou IAF*	1 076 899	29 921	26 921	88 676

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019	RESSOURCES	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Insuffisance d'autofinancement		-	-		Capacité d'autofinancement	1 076 899	29 921	26 921	88 676
Investissements					Financement de l'actif par l'État	8 630 474	11 235 354	5 069 874	5 905 249
	4 624 469	10 135 994	2 830 514	2 164 401	Financement de l'actif par des tiers autres que l'État	1 441 723	2 740 000	1 600 000	1 036 265
Dépôts et cautionnement (dotation de l'Etat)	400 000 000		-		Autres ressources			-	60 233
Remboursement des dettes financières	3 515 591	3 839 360	3 839 360	4 229 512	Augmentation des dettes financières			-	
TOTAL DES EMPLOIS (5)	408 140 060	13 975 354	6 669 874	6 393 913	TOTAL DES RESSOURCES (6)	11 149 095	14 005 275	6 696 795	7 090 424
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	0	29 921	26 921	696 511	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	396 990 965	0	0	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	CF 2019
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	-396 990 965	29 921	26 921	696 511
Variation du BESOIN en FONDS DE ROULEMENT	-400 094 038	5 429 094	-3 170 041	2 357 701
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	3 103 074	-5 399 173	3 196 962	3 054 211
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	9 445 901,26	8 843 616	9 472 822	10 142 412
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	-14 128 152	-3 841 042	-17 298 193	16 158 070
Niveau de la TRESORERIE	23 574 053	12 684 658	26 771 015	26 300 481

* Montant issu du tableau "Equilibre financier"

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	23 246 270,21	27 949 971,71	27 952 822,86	24 626 659,32	28 718 135,03	28 398 897,30	25 232 513,89	28 778 384,94	28 756 876,42	25 304 068,89	30 818 215,11	30 283 282,96	
ENCAISSEMENTS													0,00
Recettes budgétaires globalisées	660 000,00	495 010,20	0,00	7 732,82	150 636,36	178 155,25	1 932 137,00	0,00	21 487,65	148 873,81	156 635,18	9 043 628,75	12 794 297,02
Subvention pour charges de service public													0,00
Autres financements de l'État							1 932 137,00					8 767 313,51	10 699 450,51
Fiscalité affectée													0,00
Autres financements publics	660 000,00												660 000,00
Ressources propres		495 010,20		7 732,82	150 636,36	178 155,25			21 487,65	148 873,81	156 635,18	276 315,24	1 434 846,51
Recettes budgétaires fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Financements de l'État fléchés													0,00
Autres financements publics fléchés													0,00
Mécénats fléchés													0,00
Autres recettes fléchées													0,00
Opérations non budgétaires													0,00
Emprunts : encaissements en capital													0,00
Opérations gérées en comptes de tiers :	4 065 523,00	99 002,03	0,00	4 048 673,57	30 127,27	35 631,05	2 089 195,00	0,00	26 639,78	5 601 308,00	35 273,46	25 792 662,37	41 824 035,53
- TVA encaissée		99 002,03		1 546,57	30 127,27	35 631,05			26 639,78	1 535 785,00	35 273,46	55 281,06	1 819 286,22
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements													0,00
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	4 065 523,00			4 047 127,00			2 089 195,00			4 065 523,00		25 737 381,31	40 004 749,31
A. TOTAL	4 725 523,00	594 012,23	0,00	4 056 406,39	180 763,63	213 786,30	4 021 332,00	0,00	48 127,43	5 750 181,81	191 908,64	34 836 291,12	54 618 332,55
DECAISSEMENTS													0,00
Dépenses liées à des recettes globalisées	21 821,50	589 788,91	2 790 603,70	-35 069,32	498 350,52	2 844 385,33	474 119,42	21 508,14	2 958 264,30	216 443,01	726 394,61	3 481 897,39	14 588 507,51
Personnel	21 821,50	21 486,49	21 447,21	21 378,49	21 491,51	21 619,23	21 508,01	21 508,14	21 508,11	16 001,63	16 102,49	22 008,59	247 881,40
Fonctionnement		2 601,44	1 703 739,62	-119 800,18	53,00	1 623 582,95	48 546,78		1 724 899,57	64 257,37	672 681,92	2 200 870,26	7 921 432,73
Investissement		565 700,98	1 065 416,87	63 352,37	476 806,01	1 199 183,15	404 064,63		1 211 856,62	136 184,01	37 610,20	1 259 018,54	6 419 193,38
Dépenses liées à des recettes fléchées	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00
Personnel													0,00
Fonctionnement													0,00
Intervention													0,00
Investissement													0,00
Opérations non budgétaires													0,00
Emprunts : remboursements en capital													0,00
Opérations gérées en comptes de tiers :	0,00	1 372,17	535 559,84	0,00	1 650,84	535 784,38	1 341,53	0,38	542 670,66	19 592,58	446,18	35 337 195,43	36 975 613,99
- TVA décaissée		1 372,17	535 559,84		1 650,84	535 784,38	1 341,53	0,38	542 670,66	19 592,58	446,18	739 049,05	2 377 467,61
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements													0,00
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers												345 981 46,38	34 598 146,38
B. TOTAL	21 821,50	591 161,08	3 326 163,54	-35 069,32	500 001,36	3 380 169,71	475 460,95	21 508,52	3 500 934,96	236 035,59	726 840,79	38 819 092,82	51 564 121,50
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	4 703 701,50	2 851,15	-3 326 163,54	4 091 475,71	-319 237,73	-3 166 383,41	3 545 871,05	-21 508,52	-3 452 807,53	5 514 146,22	-534 932,15	-3 982 801,70	3 054 211,05
SOLDE CUMULE (1) + (2)	27 949 971,71	27 952 822,86	24 626 659,32	28 718 135,03	28 398 897,30	25 232 513,89	28 778 384,94	28 756 876,42	25 304 068,89	30 818 215,11	30 283 282,96	26 300 481,26	

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	0		-		
Recettes fléchées (b)	90 000	90 000	-	90 000	-
Financements de l'État fléchés					
Autres financements publics fléchés	90 000	90 000	-	90 000	
Recettes propres fléchées					
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	90 000	90 000	-	90 000	-
Personnel					
AE=CP					
Fonctionnement					
AE	90 000	90 000	-	90 000	
CP	90 000	90 000	-	90 000	
Intervention					
AE					
CP					
Investissement					
AE					
CP					
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	-	-	-	-	-

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	-	-	-	-	-

Adopté par le Conseil d'Administration
le 12 Mars 2020, le Président et Président du Conseil d'Administration
Y. LAKHNECH

TABLEAU 9
Opérations pluriannuelles (propre aux EPSCP)

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Dépenses

Opérations	Montant de l'opération	Autorisations d'engagement						Crédits de paiement						Restes	
		AE ouvertes au titre des années antérieures	AE consommées au titre des années antérieures	AE reportées en année n	AE nouvelles ouvertes en année n	Total des AE ouvertes pour l'année n	Total des AE exécutées pour l'année n	CP ouverts au titre des années antérieures	CP consommés au titre des années antérieures	CP reportés en année n	CP nouveaux ouverts en année n	Total des CP ouverts pour l'année n	Total des CP exécutés pour l'année n	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)
		(2)	(3)	(4)=(2)-(3)	(5)	(6)=(4)+(5)	(6)=(4)+(5)	(7)	(8)	(9)=(7-8)	(10)	(11)=(9)+(10)	(11)=(9)+(10)	(12)=(1)-(3)-(6)	(13)=(3)+(6)-(8)-(11)
Op. 1 : PPP GreenER	155 136 553	34 390 010	34 390 010		4 315 062	4 315 062	4 781 234	34 390 010	34 390 010		4 403 763	4 403 763	4 687 573	115 965 309	- 372 511
Op. 2 : PPP Pilsis	123 060 123	26 956 959	26 956 959		4 217 586	4 217 586	4 692 017	26 956 959	26 956 959		4 218 966	4 218 966	4 710 303	91 411 147	- 492 717
Op. 3 : PPP SHS	93 518 212	10 819 454	10 819 454		3 535 195	3 535 195	2 651 274	10 819 454	10 819 454		2 413 811	2 413 811	2 234 654	80 047 484	1 300 541
Op. 4 : DAD	16 000 000	7 807 144	7 807 144		1 458 312	1 458 312	2 536 673	7 807 144	7 807 144		1 423 088	1 423 088	2 350 968	5 656 183	- 892 656
Op. 5 : Pôle de Service / Ampère	26 561 113	966 861	966 861	-	796 054	796 054	632 793	966 861	966 861	-	796 054	796 054	632 793	24 961 459	163 261
Total programmes pluriannuels d'investissement	414 276 001	80 940 428	80 940 428	-	14 322 209	14 322 209	15 293 991	80 940 428	80 940 428	-	13 255 682	13 255 682	14 616 291	318 041 582	- 294 082
Total	414 276 001	80 940 428	80 940 428	-	14 322 209	14 322 209	15 293 991	80 940 428	80 940 428	-	13 255 682	13 255 682	14 616 291	318 041 582	- 294 082
pour information, répartition des opérations pluriannuelles par enveloppes :															
Ss total personnel															
Ss total fonctionnement et intervention	202 397 528	26 222 472	26 222 472		7 968 280	7 968 280	6 868 180	26 222 472	26 222 472		6 839 056	6 839 056	6 501 014	169 306 875	1 467 266
Ss total investissement	211 525 433	54 717 956	54 717 956		6 353 929	6 353 929	8 425 811	54 717 956	54 717 956		6 416 626	6 416 626	8 115 277	148 381 667	- 1 761 348

B - Recettes

Opérations	Montant de l'opération	Prélèvement sur la trésorerie	Financements extérieurs				
			Montant	Encaissements au titre des années antérieures	Encaissements prévus pour l'année n	Encaissements réalisés pour l'année n	Reste à réaliser en fin d'année n
			(15)-(1)-(14)	(16)	(17)	(17)	(18)-(15)-(16)-(17)
Op. 1 : PPP GreenER	155 136 553		155 136 553	34 390 010	4 954 951	6 087 426	114 659 117
Op. 2 : PPP Pilsis	123 060 123		123 060 123	26 956 959	5 233 570	4 422 188	91 680 976
Op. 3 : PPP SHS	93 518 212		93 518 212	10 819 454	2 294 545	1 039 923	81 658 835
Op. 4 : DAD	16 000 000		16 000 000	7 807 144	2 515 424	3 677 688	4 515 168
Op. 5 : Pôle de Service / Ampère	26 561 113		26 561 113	966 861	2 909 334	848 172	24 746 080
Total programmes pluriannuels d'investissement	414 276 001	-	414 276 001	80 940 428	17 907 824	16 075 397	317 260 176
Total	414 276 001	-	414 276 001	80 940 428	17 907 824	16 075 397	317 260 176

COMMENTAIRES SUR LES TABLEAUX DE SUIVI DES OPÉRATIONS PLURIANNUELLES

- Les opérations sont identifiées par un nom et un millésime ; elles peuvent ne pas être toutes individualisées et faire l'objet de regroupements, un niveau de détail suffisant au regard des caractéristiques de l'établissements devant néanmoins être maintenu ;
- Le degré d'exigence quant à la précision de l'évaluation, au budget initial, des reports prévisibles devra être fonction des contraintes qui pèsent sur les établissements pour établir ce chiffrage, notamment pour les contrats de recherche ; les EPST conviennent que, dans leur cas, la présentation d'une évaluation dès le budget initial pourrait être la contrepartie nécessaire de l'abandon, qu'ils demandent, du principe du vote préalable du CA pour pouvoir procéder aux reports en début d'exercice ;
- En recettes, une ligne devrait être maintenue, même après la fin d'une opération tant que la totalité des financements extérieurs n'a pas été recouvrée ;
- Pour les contrats de recherche, ne devrait être indiquée au titre de l'autofinancement que, le cas échéant, la participation de l'établissement qui doit donner lieu à justification en application du contrat.

TABLEAU 9bis
Opérations immobilières

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

A - Prévission d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement

Opération	Nature	Coût total de l'opération
		(1)
Dépenses d'investissement (PPI)	Op. 1 : PPP Greener	155 136 553
	Op. 2 : PPP Pilsis	123 060 123
	Op. 3 : PPP SHS	93 518 212
	Op. 4 : DAD	16 000 000
	Op. 5 : Pôle de Service / Ampère	26 561 113
TOTAL PPI		414 276 001

Prévission N (BI + BR)											Restes	
AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammés ou reportés en N	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	Restes à engager en fin d'année n (AE)	Restes à payer sur AE consommées en fin d'année n (CP)	
(2)	(3)	(4) <= (2) - (3)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9) <= (7) - (8)	(10)	(11) = (9) + (10)	(1) - (3) - (6)	(3) - (6) - (11)	
34 390 010	34 390 010	0	4 315 062	4 315 062	34 390 010	34 390 010	0	4 403 763	4 403 763	116 431 481	-88 701	
26 956 959	26 956 959	0	4 217 586	4 217 586	26 956 959	26 956 959	0	4 218 966	4 218 966	91 885 578	-1 379	
10 819 454	10 819 454	0	3 535 195	3 535 195	10 819 454	10 819 454	0	2 413 811	2 413 811	79 163 563	1 121 384	
7 807 144	7 807 144	0	1 458 312	1 458 312	7 807 144	7 807 144	0	1 423 088	1 423 088	6 734 544	35 223	
966 861	966 861	0	796 054	796 054	966 861	966 861	0	796 054	796 054	24 798 198	0	
80 940 428	80 940 428	0	14 322 209	14 322 208,87	80 940 428	80 940 428	0	13 255 682	13 255 682	319 013 364	1 066 526	

Prévission N+1 et suivantes					
AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2
(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)
3 963 000	3 963 000	4 011 720	4 011 720	108 456 761	108 368 060
3 696 000	3 696 000	3 735 820	3 735 820	84 453 758	84 452 378
3 070 661	3 070 661	3 060 508	3 060 508	73 032 394	74 153 778
2 340 000	2 412 000	2 872 000	2 872 000	1 522 544	1 485 768
4 520 432	4 520 432	6 388 115	6 388 115	13 889 651	13 889 651
17 590 093	17 662 093	20 068 163	20 068 163	281 355 108	282 349 635

B - Prévissions de recettes

Opération	Nature	Montant de l'opération envisagé	Montant notifié < N	Montant notifié N	Reste à notifier
		(18)	(19a)	(19b)	(19c)
Op. 1 : PPP Greener	Financement de l'Etat	132 692 873	132 692 873		0
	Financements des CT	1 350 000	1 350 000		0
	Autres financements	21 093 680	21 093 680		0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 1		155 136 553	155 136 553	0	0
Op. 2 : PPP Pilsis	Financement de l'Etat	116 287 707	116 287 707		0
	Financements des CT	5 400 000	5 400 000		0
	Autres financements	1 372 416	1 372 416		0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 2		123 060 123	123 060 123	0	0
Op. 3 : PPP SHS	Financement de l'Etat	92 900 468	92 900 468		0
	Financements des CT				0
	Autres financements	617 744	617 744		0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 3		93 518 212	93 518 212	0	0
Op. 4 : DAD	Financement de l'Etat	11 696 000	11 696 000		0
	Financements des CT	4 304 000	4 304 000		0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 4		16 000 000	16 000 000	0	0
Op. 5 : Pôle de Service / Ampère	Financement de l'Etat	20 061 113	20 061 113		0
	Financements des CT	6 500 000	6 500 000		0
	Autres financements				0
	Autofinancement par l'établissement				
Total Opération 5		26 561 113	26 561 113	0	0
Total PPI	Ss total financement de l'Etat	373 638 161	373 638 161		0
	Ss total financements CT	17 554 000	17 554 000		0
	Ss total autres financements	23 083 840	23 083 840		0
	Ss total autofinancement par l'établissement	0	0		0
TOTAL		414 276 001	414 276 001	0	0

Montant des financements extérieurs	Financements extérieurs			Restes à encaisser
	Encaissements des années antérieures à N	Encaissements prévus	Encaissements réalisés	
(18)	(20)	(21a)	(21b)	22=(18)-(20)-(21b)
132 692 873	31 151 166	3 886 763	3 954 651	97 587 056
1 350 000				0
21 093 680	1 888 844	460 190	449 112	18 755 724
155 136 553	34 390 010	4 346 953	4 403 763	116 342 780
116 287 707	20 603 434	3 742 300	3 800 075	91 884 198
5 400 000				0
1 372 416	953 525	611 800	418 891	0
123 060 123	26 956 959	4 354 100	4 218 966	91 884 198
92 900 468	10 669 703	3 663 135	1 945 818	80 284 947
0				0
617 744	149 751	195 000	467 993	0
93 518 212	10 819 454	3 858 135	2 413 811	80 284 947
11 696 000	5 261 421	442 194	763 088	5 671 491
4 304 000	2 545 723	1 110 000	660 000	1 098 277
0				0
16 000 000	7 807 144	1 552 194	1 423 088	6 769 768
20 061 113	746 861	280 220	796 054	18 518 198
6 500 000	220 000	490 000	0	6 280 000
0				0
26 561 113	966 861	770 220	796 054	24 798 198
373 638 161	68 432 585	12 014 612	11 259 686	293 945 890
17 554 000	9 515 723	1 600 000	660 000	7 378 277
23 083 840	2 992 120	1 266 990	1 335 996	18 755 724
414 276 001	80 940 428	14 881 602	13 255 682	320 079 891

Prévissions en N+1 et suivantes		
Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
(23)	(24)	(25)
3 326 090	3 347 766	90 913 200
636 910	663 954	17 454 860
3 963 000	4 011 720	108 368 060
3 696 000	3 735 820	84 452 378
0	0	0
3 696 000	3 735 820	84 452 378
3 070 661	3 060 508	74 153 778
0	0	0
3 070 661	3 060 508	74 153 778
1 752 000	2 433 723	1 485 768
660 000	438 277	0
2 412 000	2 872 000	1 485 768
3 520 432	2 598 115	12 399 651
1 000 000	3 790 000	1 490 000
4 520 432	6 388 115	13 889 651
15 365 183	15 175 932	263 404 775
1 660 000	4 228 277	1 490 000
636 910	663 954	17 454 860
17 662 093	20 068 163	282 349 635

TABLEAU 10
Tableau détaillé des opérations pluriannuelles et programmation

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Suivi par opération (ou par regroupement d'opérations) des autorisations d'engagement, des crédits de paiement et des recettes

A - autorisations d'engagement et crédits de paiement

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	Réalisé									Prévision N+1 et suivantes							
		Coût total de l'opération (1)	AE ouvertes les années antérieures à N	AE consommées les années antérieures à N	AE reprogrammées ou reportées en N*	AE nouvelles ouvertes en N	TOTAL des AE ouvertes en N	CP ouvertes les années antérieures à N	CP consommées les années antérieures à N	CP reprogrammées ou reportées en N*	CP nouveaux ouverts en N	TOTAL des CP ouverts en N	AE prévues en N+1	CP prévus en N+1	AE prévues en N+2	CP prévus en N+2	AE prévues > N+2	CP prévus > N+2	
			(2)	(3)	(4)	(5)	(6) = (4) + (5)	(7)	(8)	(9)	(10)	(11) = (9) + (10)	(12)	(13)	(14)	(15)	(16)	(17)	
Op. 1 : PPP GreenER	Personnel																		
	Fonctionnement	85 517 609	11 307 566	11 307 566		2 889 956	2 889 956	11 307 566	11 307 566		2 885 018	2 885 018	2 468 700	2 468 700	2 592 135	2 592 135	66 259 252	66 264 190	
	Intervention	0																	
	Investissement	69 618 944	23 082 444	23 082 444		1 425 105	1 425 105	23 082 444	23 082 444		1 518 744	1 518 744	1 494 300	1 494 300	1 419 585	1 419 585	42 197 510	42 103 871	
Total Op.1	155 136 553	34 390 010	34 390 010	0	4 315 062	4 315 062	34 390 010	34 390 010	0	4 403 763	4 403 763	3 963 000	3 963 000	4 011 720	4 011 720	108 456 761	108 368 060		
Op. 2 : PPP Pilsis	Personnel																		
	Fonctionnement	71 478 649	13 906 944	13 906 944		2 477 261	2 477 261	13 906 944	13 906 944		2 477 261	2 477 261	2 246 200	2 246 200	2 358 510	2 358 510	50 489 734	50 489 734	
	Intervention	0																	
	Investissement	51 581 474	13 050 015	13 050 015		1 740 325	1 740 325	13 050 015	13 050 015		1 741 704	1 741 704	1 449 800	1 449 800	1 377 310	1 377 310	33 964 024	33 962 644	
Total Op.2	123 060 123	26 956 959	26 956 959	0	4 217 586	4 217 586	26 956 959	26 956 959	0	4 218 966	4 218 966	3 696 000	3 696 000	3 735 820	3 735 820	84 453 758	84 452 378		
Op. 3 : PPP SHS	Personnel																		
	Fonctionnement	44 668 616	752 728	752 728		2 413 708	2 413 708	752 728	752 728		1 289 422	1 289 422	1 433 800	1 433 800	1 505 490	1 505 490	38 562 890	39 687 175	
	Intervention	0																	
	Investissement	48 849 597	10 066 726	10 066 726		1 121 487	1 121 487	10 066 726	10 066 726		1 124 389	1 124 389	1 636 861	1 636 861	1 555 018	1 555 018	34 469 505	34 466 603	
Total Op.3	93 518 212	10 819 454	10 819 454	0	3 535 195	3 535 195	10 819 454	10 819 454	0	2 413 811	2 413 811	3 070 661	3 070 661	3 060 508	3 060 508	73 032 394	74 153 778		
Op. 4 : DAD	Personnel																		
	Fonctionnement	0																	
	Intervention	0																	
	Investissement	16 000 000	7 807 144	7 807 144		1 458 312	1 458 312	7 807 144	7 807 144		1 423 088	1 423 088	2 340 000	2 412 000	2 872 000	2 872 000	1 522 544	1 485 768	
Total Op.4	16 000 000	7 807 144	7 807 144	0	1 458 312	1 458 312	7 807 144	7 807 144	0	1 423 088	1 423 088	2 340 000	2 412 000	2 872 000	2 872 000	1 522 544	1 485 768		
Op. 5 : Pôle de Service / Ampère	Personnel	353 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88 260	88 260	88 260	88 260	88 260	176 520	176 520	
	Fonctionnement	732 654	255 234	255 234		187 354	187 354	255 234	255 234		187 354	187 354	88 875	88 875	49 855	49 855	151 336	151 336	
	Intervention	0																	
	Investissement	25 475 419	711 627	711 627		608 700	608 700	711 627	711 627		608 700	608 700	4 343 297	4 343 297	6 250 000	6 250 000	13 561 795	13 561 795	
Total Op.5	26 561 113	966 861	966 861	0	796 054	796 054	966 861	966 861	0	796 054	796 054	4 520 432	4 520 432	6 388 115	6 388 115	13 889 651	13 889 651		
Ss total personnel	353 040	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	88 260	88 260	88 260	88 260	176 520	176 520		
Ss total fonctionnement	202 397 528	26 222 472	26 222 472	0	7 968 280	7 968 280	26 222 472	26 222 472	0	6 839 056	6 839 056	6 237 575	6 237 575	6 505 990	6 505 990	155 463 211	156 592 434		
Ss total intervention	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0		
Ss total investissement	211 525 433	54 717 956	54 717 956	0	6 353 929	6 353 929	54 717 956	54 717 956	0	6 416 626	6 416 626	11 264 258	11 336 258	13 473 913	13 473 913	125 715 377	125 580 680		
TOTAL	414 276 001	80 940 428	80 940 428	0	14 322 209	14 322 209	80 940 428	80 940 428	0	13 255 682	13 255 682	17 590 093	17 662 093	20 068 163	20 068 163	281 355 108	282 349 635		

* A l'occasion du budget initial N, cette colonne enregistre les reprogrammations en AE ou en CP de N-1 sur N. Lors du premier budget rectificatif N, le cas échéant présenté avec le compte financier N-1, cette colonne enregistre les éventuels reports en AE et en CP.

B - recettes

Opération	Nature	Prévision pluriannuelle	Réalisé		Prévisions en N+1 et suivantes		
		Financement de l'opération (18)	Encaissements des années antérieures à N	Encaissement réalisés en N	Encaissements prévus en N+1	Encaissements prévus en N+2	Encaissements prévus > N+2
			(19)	(20)	(21)	(22)	(23)
Op. 1 : PPP GreenER	Financement de l'Etat*	132 692 873		31 151 166	3 326 090	3 347 766	90 913 200
	Autres financements publics**	1 350 000	1 350 000				
	Autres financements***	21 093 680	1 888 844	449 112	636 910	663 954	17 454 860
	Total Op.1	155 136 553	34 390 010	4 403 763	3 963 000	4 011 720	108 368 060
Op. 2 : PPP Pilsis	Financement de l'Etat*	116 287 707	20 603 434	3 800 075	3 696 000	3 735 820	84 452 378
	Autres financements publics**	5 400 000	5 400 000				
	Autres financements***	1 372 416	953 525	418 891	3 070 661	3 060 508	74 153 778
	Total Op.2	123 060 123	26 956 959	4 218 966	3 696 000	3 735 820	84 452 378
Op. 3 : PPP SHS	Financement de l'Etat*	92 900 468	10 669 703	1 945 818			
	Autres financements publics**	0					
	Autres financements***	617 744	149 751	467 993			
	Total Op.3	93 518 212	10 819 454	2 413 811	3 070 661	3 060 508	74 153 778
Op. 4 : DAD	Financement de l'Etat*	11 696 000	5 261 421	763 088	1 752 000	2 433 723	1 485 768
	Autres financements publics**	4 304 000	2 545 723	660 000	660 000	438 277	
	Autres financements***	0					
	Total Op.4	16 000 000	7 807 144	1 423 088	2 412 000	2 872 000	1 485 768
Op. 5 : Pôle de Service	Financement de l'Etat*	20 061 113	746 861	796 054	3 520 432	2 598 115	12 399 651
	Autres financements publics**	6 500 000	220 000	0	1 000 000	3 790 000	1 490 000
	Autres financements***	0					
	Total Op.5	26 561 113	966 861	796 054	4 520 432	6 388 115	13 889 651
Ss total financement de l'Etat	373 638 161	68 432 585	11 259 686	15 365 183	15 175 932	263 404 775	
Ss total autres financements publics	17 554 000	9 515 723	660 000	1 660 000	4 228 277	1 490 000	
Ss total autres financements	23 083 840	2 992 120	1 335 996	636 910	663 954	17 454 860	
TOTAL	414 276 001	80 940 428	13 255 682	17 662 093	20 068 163	282 349 635	

* Subvention pour charges de service public, autres financements de l'Etat, fiscalité affectée, financement de l'Etat fléchés
 ** Autres financements publics (dotalisés ou fléchés)
 *** Recettes propres et autres recettes fléchées

TABLEAU 11
Synthèse budgétaire et comptable

COMUE UGA Budget Annexe Compte Financier 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		CF 2018	BI 2019	BM2 2019	CF 2019
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	- 1 838 509,00	696 241,00	1 203 561,00	1 203 561,08
	2 Niveau initial du fonds de roulement	406 436 865,78	8 813 698,00	9 445 901,00	9 445 901,26
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	385 965 885,78	- 9 270 133,00	- 14 128 152,04	- 13 800 368,95
	4 Niveau initial de la trésorerie	20 470 980,00	18 083 831,00	23 574 053,04	23 246 270,21
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	341 657,00	-	611 657,00	611 657,00
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	20 129 323,00	18 083 831,00	22 962 397,00	22 634 613,21	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	18 832 127,26	24 039 434,00	15 784 602,00	14 949 363,85
	6 Résultat patrimonial	-	-	-	-
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	1 076 898,64	29 921,00	26 921,00	88 676,49
	8 Variation du fonds de roulement	- 396 990 964,52	29 921,00	26 921,00	696 510,50
	9 Opérations bilanciellles non budgétaires	SENS	-	-	-
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -			
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+			
	Cautionnements et dépôts	-			
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS	-	-	-
	Variation des stocks	+ / -			
	Production immobilisée	+			
	Charges sur créances irrécouvrables	-			
	Produits divers de gestion courante	+			
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	-	-	- 26 921,00
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		-	- 26 921,00
Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		-	-	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -		-	-	
Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -		-	-	
12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		3 674 725,54	29 921,00	-	- 1 794 210,49
12.a Recettes budgétaires		19 464 782,72	25 712 213,00	15 889 722,00	12 794 297,02
12.b Crédits de paiement ouverts		15 790 057,18	25 682 292,00	15 889 722,00	14 588 507,51
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires			- 5 429 094,00	3 196 962,41	4 848 421,54
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		3 103 073,51	- 5 399 173,00	3 196 962,41	3 054 211,05
14.a dont variation de la trésorerie fléchée		270 000,00		-	-
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée		2 833 073,51	- 5 399 173,00	3 196 962,41	3 054 211,05
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		-	5 429 094,00	- 3 170 041,41	696 510,50
16 Restes à payer		3 042 070,08	- 1 642 858,00	- 105 120,00	360 856,34
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	1 203 561,08	- 946 617,00	1 098 441,00	1 564 417,42
	18 Niveau final du fonds de roulement	9 445 901,26	8 843 619,00	9 472 822,00	10 142 411,76
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 14 128 151,78	- 3 841 039,00	- 17 298 193,45	- 16 158 069,50
	20 Niveau final de la trésorerie	23 574 053,04	12 684 658,00	26 771 015,45	26 300 481,26
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	611 657,00	-	611 657,00	611 657,00
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	22 962 396,04	12 684 658,00	26 159 358,45	25 688 824,26	

TABLEAU 1
Autorisations d'emplois

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des autorisations d'emplois

	Sous plafond LFI (a)	Hors plafond LFI (b)	Plafond organisme (= a + b)
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETP		63,22	63,22
Autorisation d'emplois rémunérés par l'organisme en ETPT		63,46	63,46

NB: Pour les opérateurs de l'Etat, l'autorisation d'emplois sous plafond LFI doit correspondre au plafond notifié par le responsable du programme chef de file de l'Etat en conformité avec le plafond d'emploi législatif du programme.

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau détaillé des emplois

	PLAFOND ORGANISME						TOTAL DES EMPLOIS EN FONCTION DANS L'ORGANISME		
	EMPLOIS SOUS PLAFOND AUTORISES PAR LA LFI			EMPLOIS HORS PLAFOND DE LA LFI			ETP	ETPT	masse salariale
	ETP	ETPT	masse salariale	ETP	ETPT	masse salariale			
EMPLOIS REMUNERES PAR L'ORGANISME (1 + 2 + 3)	0	0	0	63,22	63,46	2 542 969	63,22	63,46	2 542 969
1 - TITULAIRES	0	0	0	-	-	-	-	-	-
* Titulaires État (emplois et crédits inscrits au budget de l'organisme et actes de gestion, dont CAP, déconcentrés dans l'organisme)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
* Titulaires organisme (corps propre)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Titulaires État détachés sur emploi dans un corps organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Titulaires de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD sortantes non remboursées	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme- MAD sortantes remboursées	0	0	0	-	-	-	-	-	-
2 - NON TITULAIRES	0	0	0	63,22	63,46	2 542 969	63,22	63,46	2 542 969
* Non titulaires de droit public	0	0	0	63,22	63,46	2 542 969	63,22	63,46	2 542 969
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	63,22	63,46	2 542 969	63,22	63,46	2 542 969
. Contractuels sous statut :	0	0	0	63,22	63,46	2 542 969	63,22	63,46	2 542 969
o CDI	0	0	0	10,60	10,27	557 144	10,60	10,27	557 144
o CDD	0	0	0	52,62	53,19	1 985 825	52,62	53,19	1 985 825
. Contractuels hors statut :	0	0	0	-	-	-	-	-	-
o CDI	0	0	0	-	-	-	-	-	-
o CDD	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Titulaires État détachés sur contrat auprès de l'organisme (emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme)	0	0	0	-	-	-	-	-	-
- en fonction dans une autre personne morale :	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	-	-	-	-	-	-
* Non titulaires de droit privé	0	0	0	-	-	-	-	-	-
- en fonction dans l'organisme :	0	0	0	-	-	-	-	-	-
o CDI	0	0	0	-	-	-	-	-	-
o CDD	0	0	0	-	-	-	-	-	-
- en fonction dans une autre personne morale	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD non remboursées	0	0	0	-	-	-	-	-	-
. Emplois et crédits inscrits sur le budget de l'organisme - MAD remboursées	0	0	0	-	-	-	-	-	-
3 - CONTRATS AIDES				-	-	-	-	-	-
EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES PERSONNES MORALES (4 + 5)							25,70	27,80	1 777 397
4 - EMPLOIS REMUNERES PAR L'ETAT							-	-	-
* Titulaires de l'Etat mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							-	-	-
* Titulaires de l'Etat mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							-	-	-
* Contractuels de l'Etat mis à disposition de l'organisme et non remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							-	-	-
* Contractuels de l'Etat mis à disposition de l'organisme et remboursés à l'Etat (emplois et crédits inscrits au budget de l'Etat)							-	-	-
5 - EMPLOIS REMUNERES PAR D'AUTRES COLLECTIVITES OU ORGANISMES							25,70	27,80	1 777 397
* Agents mis à disposition de l'organisme et non remboursés à la collectivité ou organisme employeur							-	-	-
* Agents mis à disposition de l'organisme et remboursés à la collectivité ou organisme employeur							25,70	27,80	1 777 397

TABLEAU 2
Autorisations budgétaires

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

DEPENSES								
	COMPTE FINANCIER 2018		BUDGET INITIAL 2019		BUDGET MODIFIÉ N°2 2019		COMPTE FINANCIER 2019	
	Autorisations d'Engagement CF 2018	Crédits de Paiement CF 2018	Autorisations d'Engagement BI 2019	Crédits de Paiement BI 2019	Autorisations d'Engagement BM2 2019	Crédits de Paiement BM2 2019	Autorisations d'Engagement CF 2019	Crédits de Paiement CF 2019
Personnel	2 554 630	2 554 630	3 404 400	3 404 400	3 012 681	3 012 681	2 932 114,71	2 932 114,71
<i>dont contributions employeur au CAS Pension</i>								
Fonctionnement	52 417 131	29 073 879	30 635 376	40 865 911	30 786 298	44 014 937	28 847 671,96	41 977 767,64
<i>Dont personnel mis à disposition</i>	<i>1 727 729</i>	<i>1 624 602</i>	<i>1 611 900</i>	<i>1 611 900</i>	<i>1 787 325</i>	<i>3 152 937</i>	<i>1 777 397,29</i>	<i>3 190 861,33</i>
Intervention								
Investissement	9 184 925	8 987 176	14 963 554	15 182 354	7 091 863	7 233 983	6 701 590,44	6 748 824,70
TOTAL DES DEPENSES AE (A) CP (B)	64 156 686	40 615 685	49 003 330	59 452 665	40 890 842	54 261 601	38 481 377,11	51 658 707,05
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)		-		-		-		0,00

RECETTES				
COMPTE FINANCIER 2018	BUDGET INITIAL 2019	BUDGET MODIFIÉ N°2 2019	COMPTE FINANCIER 2019	
Recettes Encaissées CF 2018	Recettes Encaissées BI 2019	Recettes Encaissées BM2 2019	Recettes Encaissées CF 2019	
27 994 202	35 262 312	25 384 529	23 824 842,27	Recettes globalisées
2 531 794	2 499 757	2 647 173	2 674 503,00	Subvention pour charges de service public
17 361 310	22 238 535	13 621 444	11 572 653,73	Autres financements de l'Etat
-	491 130	857 829	847 448,90	Fiscalité affectée
1 917 460	3 045 600	2 001 454	1 099 398,64	Autres financements publics
6 183 638	6 987 290	6 256 629	7 630 838,00	Recettes propres
11 852 321	23 823 571	25 691 325	22 931 561,87	Recettes fléchées*
11 107 462	22 792 407	24 567 853	21 837 823,00	Financements de l'Etat fléchés
744 859	1 031 164	1 123 472	1 051 077,22	Autres financements publics fléchés
-	-	-	42 661,65	Recettes propres fléchées
39 846 523	59 085 883	51 075 854	46 756 404,14	TOTAL DES RECETTES (C)
769 162	366 782	3 185 747	4 902 302,91	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

TABLEAU 3
Dépenses par destination - Recettes par origine

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Tableau des dépenses par destination (obligatoire)

Les axes de destination, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	DEPENSES									
	Personnel		Fonctionnement		Intervention (le cas échéant)		Investissement		Total	
	AE = CP		AE	CP	AE	CP	AE	CP	AE (A)	CP (B)
D 101 - Formation initiale et continue de niveau licence	41 969,53	41 969,53	92 195,48	118 791,04			1 249,26	1 249,26	135 414,26	162 009,83
D102-Formation initiale et continue de niveau master	41 969,53	41 969,53	92 195,48	118 791,04			1 249,26	1 249,26	135 414,26	162 009,83
D103-Formation initiale et continue de niveau doctorat	146 635,54	146 635,54	1 678 355,03	2 331 067,62			14 742,28	14 742,28	1 839 732,85	2 492 445,44
D 105-Bibliothèque et documentation	-	-	-	-			-	-	-	-
D 106-recherche universitaire	-	-	-	-			-	-	-	-
D 113 - Diffusion des savoirs et musées	-	-	-	-			-	-	-	-
D 114 - Immobilier	296 255,85	296 255,85	10 601 683,99	10 287 190,57			6 552 724,12	6 601 400,27	17 450 663,96	17 184 846,69
D 115 - Pilotage et support	1 813 212,10	1 813 212,10	14 422 361,80	26 124 262,01			104 114,17	106 812,28	16 339 688,07	28 044 286,39
D 201 - Aides directes aux étudiants	-	-	-	-			-	-	-	-
D202 - Aides indirectes	398 515,43	398 515,43	642 004,68	690 168,44			25 051,26	20 911,26	1 065 571,37	1 109 595,13
D 203 -Santé des étudiants et activités associatives, culturelles et sportives	193 556,73	193 556,73	1 318 875,51	2 307 496,92			2 460,10	2 460,10	1 514 892,34	2 503 513,75
D 3 - Autres programmes	-	-	-	-			-	-	-	-
TOTAL	2 932 114,71	2 932 114,71	28 847 671,96	41 977 767,64	-	-	6 701 590,44	6 748 824,70	38 481 377,11	51 658 707,05
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) D1 = C - B										-

Tableau des recettes par origine (facultatif)

Les axes d'origine, décidés en commun accord avec les tutelles, sont propres à l'organisme.

Budget	RECETTES									
	Recettes globalisées					Recettes fléchées				Total (C)
	Subvention pour charges de service public	Autres financements de l'Etat	Fiscalité affectée	Autres financements publics	Recettes propres	Financement de l'Etat fléchés	Autres financements publics fléchés	Recettes propres fléchées		
FD 010 - Subvention pour charge de service public	2 674 503,00	-	-	-	-	-	-	-	-	2 674 503,00
FD 020 - Droits d'inscription	-	-	-	-	1 541 290,98	-	-	-	-	1 541 290,98
FD 030 - Formation continue, diplômes propres et VAE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 040 - taxe d'apprentissage	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 050 - Contrats et prestations de recherche hors ANR	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 060 - Valorisation	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 070 - ANR Investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 080 - ANR hors Investissements d'avenir	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 090 - Subvention exploitation et financements actifs - Région	-	-	-	30 000,00	-	-	755 413,22	-	-	785 413,22
FD 100 - Subvention exploitation et financements actifs - UE	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 110 - Subvention exploitation et financements actifs - Autres	-	11 572 653,73	-	1 069 398,64	-	21 837 823,00	295 664,00	-	-	34 775 539,37
FD 120 - Fondations - Fonds propres, réserves, dons et legs	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
FD 130 - Autres recettes	-	-	847 448,90	-	6 089 547,02	-	-	42 661,65	-	6 979 657,57
TOTAL	2 674 503,00	11 572 653,73	847 448,90	1 099 398,64	7 630 838,00	21 837 823,00	1 051 077,22	42 661,65	-	46 756 404,14
SOLDE BUDGETAIRE (déficit) D2 = B - C										4 902 302,91

TABLEAU 4
Equilibre financier

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

BESOINS (utilisation des financements)				
	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	Compte financier 2019
Solde budgétaire (déficit) (D2)*	769 162	366 782	3 185 747	4 902 303
Remboursements d'emprunts (b1)				
Opérations au nom et pour le compte de tiers (c1)** (décaissements de l'exercice)		13 282 915	14 023 465	14 490 933
Autres décaissements sur comptes de tiers (e1) (non budgétaires)		-	334 186	34 906 912
Sous-total des opérations ayant un impact négatif sur la trésorerie de l'organisme (1)=D2+(b1)+(c1)+(e1)	769 162	13 649 697	17 543 399	54 300 148
Variation de trésorerie (ABONDEMENT) (I)=(2) - (1)	24 816 953	-	-	-
<i>dont Abondement de la trésorerie fléchée (a)***</i>	<i>- 4 137 489</i>			
<i>dont Abondement de la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>	<i>30 006 078</i>			
TOTAL DES BESOINS (1) + (I)	25 586 115	13 649 697	17 543 399	54 300 148

FINANCEMENTS (couverture des besoins)				
CF 2018	BI 2019	BM2 2019	Compte financier 2019	
		-	-	Solde budgétaire (excédent) (D1)*
				Nouveaux emprunts (b2)
15 426 414	6 952 032	17 408 539	4 827 316	Opérations au nom et pour le compte de tiers (c2)** (encaissements de l'exercice)
10 159 701	-	- 18 961 301	33 648 293	Autres encaissements sur comptes de tiers (e2) (non budgétaires)
25 586 115	6 952 032	- 1 552 762	38 475 609	Sous-total des opérations ayant un impact positif sur la trésorerie de l'organisme (2)=D1+(b2)+(c2)+(e2)
-	6 697 665	19 096 161	15 824 539	Variation de trésorerie (PRELEVEMENT) (II)=(1) - (2)
		164 201	2 806 183	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie fléchée (a)***</i>
	6 533 464	18 081 679	13 018 356	<i>dont Prélèvement sur la trésorerie disponible (d) (non fléchée)</i>
25 586 115	13 649 697	17 543 399	54 300 148	TOTAL DES FINANCEMENTS (2) + (II)

Opérations budgétaires

Opérations non budgétaires

Opérations ayant un impact sur la trésorerie

La variation de trésorerie :
- se détermine par différence entre (1) et (2),
- se décompose en (a) et (d),
- s'explique par D, (b), (c), (e).

Décomposition de la variation de trésorerie
= différence entre variation de trésorerie (I ou II) et (a)

(*) Montant issu du tableau "Autorisations budgétaires"

(**) Montants issus du tableau "Opérations pour compte de tiers"

(***) Montant issu du tableau "Opérations sur recettes fléchées"

TABLEAU 5
Opérations pour comptes de tiers

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

			Compte Financier 2018		Budget Modifié n°2 2019		Compte Financier 2019		
Opérations ou regroupement d'opérations de même nature	Comptes	Libellé	Décaissements	Encaissements	Prévisions de décaissements	Prévisions d'encaissements	Décaissements (c1)	Encaissements (c2)	
Opération 1 Autres encaissements et décaissements gérés pour compte de tiers	C 4...	LABEX	3 513 668	17 617 720	10 660 607	-	10 660 607	-	
		IDEFI	-	1 052 858	1 452 858	-	1 452 858	-	
		EUR	-	-	-	3 384 900	-	4 514 040	
		IDEX dotation encaissée	-	-	-	13 692 566	-	13 692 566	
		IDEX dotation mobilisée	-	-	-	23 213 707	-	20 442 834	
Opération 2 TVA décaissée	4 456	Tva déductible sur biens et services - périmètre des 3 PPP	1 903 468	-	1 910 000	-	2 377 468	-	
Opération 3 TVA encaissée	4 457	Tva collectée par l'établissement	-	164 205	-	275 915	-	313 276	
Opération 4 Remboursement crédit de TVA	44 567	Remboursement de crédit de TVA	-	-	-	1 634 260	-	1 506 010	
Opération 5 Autres encaissements gérés en comptes de tiers	44 567	Déclarations de TVA à recevoir	-	2 008 768	-	-	-	-	
		418	Intérêts de la Dotation Campus reçus en comptes de tiers (- intérêts mobilisés en recettes budgétaires)	-	802 517	-	3 196 788	-	39 934 764
			47 181	Remboursement assurance sur sinistre de juin 2016 (PPP PILSI)	-	-	-	-	-
		4 041	Avoir sur facturation erronée	4	38 636	-	-	-	-
		IDEX - dotation non mobilisée	-	5 624 028	-	-	-	-
	Autres	1 514 178	6 891 008	334 186	523 183	308 766	1 112 199		
						34 598 146			
TOTAL			6 931 317	32 517 433	14 357 651	1 552 462	49 397 845	38 475 609	

(c1) et (c2) étant repris au tableau "Equilibre financier"

N.B. : Dans l'hypothèse d'un écart entre les crédits et les débits d'un même compte, l'opération concernée devra faire l'objet d'une explication spécifique.

Adopté par le Conseil d'Administration
le 12 mars 2020, Le Président et Président du conseil d'administration
Y. LAKHNECH

TABLEAU 6
Situation patrimoniale

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR VOTE DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

Compte de résultat prévisionnel

CHARGES	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019	PRODUITS	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Personnel	2 511 877	3 345 850	2 970 975	2 947 650	Subventions de l'Etat	26 622 630	36 219 110	34 709 737	32 505 716
<i>dont charges de pensions civiles*</i>	-	-	-	-	Fiscalité affectée	-	491 130	857 829	856 319
Fonctionnement autre que les charges de personnel	35 583 965	44 701 726	43 392 989	40 930 810	Autres subventions	2 028 332	1 418 500	1 370 393	903 227
Intervention (le cas échéant)	-	-	-	-	Autres produits	9 589 258	9 918 836	9 426 005	9 348 951
TOTAL DES CHARGES (1)	38 095 842	48 047 576	46 363 964	43 878 460	TOTAL DES PRODUITS (2)	38 240 220	48 047 576	46 363 964	43 614 213
Résultat prévisionnel : bénéfice (3) = (2) - (1)	144 379	-	-	-	Résultat prévisionnel : perte (4) = (1) - (2)	-	-	-	264 247
TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	38 240 220	48 047 576	46 363 964	43 878 460	TOTAL EQUILIBRE du compte de résultat prévisionnel (1) + (3) = (2) + (4)	38 240 220	48 047 576	46 363 964	43 878 460

* il s'agit des sous catégories de comptes présentant les contributions employeur au CAS Pensions

Calcul de la capacité d'autofinancement (CAF)

	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Résultat prévisionnel de l'exercice (bénéfice (3) ou perte (-4))	144 379	-	-	264 247
+ (C 68) dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	4 492 526	3 802 265	3 514 508	3 581 927
- (C 78) reprises sur amortissements, dépréciations et provisions	-	-	179 163	179 163
+ (C 675) valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	-	-	-	-
- (C 775) produits de cession d'éléments d'actifs	-	-	-	-
- (C 781) quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	2 520 685	2 931 547	2 560 059	2 457 007
= CAF ou IAF*	2 116 219	870 718	775 286	681 510

* capacité d'autofinancement ou insuffisance d'autofinancement

Etat prévisionnel de l'évolution de la situation patrimoniale en droits constatés

EMPLOIS	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019	RESSOURCES	Compte Financier 2018	Budget Initial 2019	Budget Modifié n°2 2019	Compte Financier 2019
Insuffisance d'autofinancement	-	-	-	-	Capacité d'autofinancement	2 116 219	870 718	775 286	681 510
	-	-	-	-	Financement de l'actif par l'Etat	8 630 474	11 331 354	5 110 035	5 923 719
Investissements	5 496 304	11 342 994	3 395 658	2 492 997	Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 498 155	2 793 000	1 652 984	1 096 819
Dépôts et cautionnement (dotation de l'Etat)	400 000 000	-	-	-	Autres ressources	-	-	-	60 233
Remboursement des dettes financières	3 515 591	3 839 360	3 839 360	4 229 512	Augmentation des dettes financières	-	-	-	-
TOTAL DES EMPLOIS (5)	409 011 896	15 182 354	7 235 018	6 722 509	TOTAL DES RESSOURCES (6)	12 244 848	14 995 072	7 538 305	7 762 281
Apport au fonds de roulement (7) = (6)-(5)	-	-	303 287	1 039 772	Prélèvement sur fonds de roulement (8) = (5)-(6)	396 767 047	187 282	-	-

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2018	BI 2019	BM2 2019	CF 2019	Correction par le RAN	CF 2019 après correction par le RAN
Variation du FONDS DE ROULEMENT : APPORT (7) ou PRELEVEMENT (8)	- 396 767 047	- 187 282	303 287	1 039 772	552 708	1 592 480
Variation du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 421 584 000	6 510 383	19 399 448	16 864 310	552 708	17 417 018
Variation de la TRESORERIE : ABONDEMENT (I) ou PRELEVEMENT (II)*	24 816 953	- 6 697 665	- 19 096 161	- 15 824 539	-	- 15 824 539
Niveau du FONDS DE ROULEMENT	12 771 492	11 551 762	13 074 778	13 811 264	552 708	14 363 972
Niveau du BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT	- 46 583 739	- 31 556 186	- 27 184 292	- 29 719 429	552 708	- 29 166 721
Niveau de la TRESORERIE	59 355 231	43 107 948	40 259 070	43 530 692		43 530 692

TABLEAU 7
Plan de trésorerie

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre	TOTAL Variation de trésorerie annuelle
(1) SOLDE INITIAL (début de mois)	59 355 230,93	65 213 196,27	62 290 776,55	58 490 058,17	61 713 722,25	53 479 490,90	44 034 764,65	44 696 346,06	51 467 653,74	47 527 231,06	51 503 282,72	48 889 726,89	
ENCAISSEMENTS	1 006 192,30	1 862 803,28	1 663 337,25	938 090,89	1 218 559,58	487 362,05	2 277 375,15	453 960,64	1 322 720,01	10 002 409,79	1 543 990,94	23 979 602,26	85 232 012,97
<i>Recettes budgétaires globalisées</i>	1 006 192,30	1 664 203,28	97 111,25	935 090,89	1 138 559,58	487 362,05	1 981 711,15	453 960,64	1 290 720,01	1 482 766,21	1 405 683,03	11 881 481,88	23 824 842,27
Subvention pour charges de service public	-	642 013,00	-	607 330,00	-	-	-	-	850 259,00	237 791,00	310 000,00	27 110,00	2 674 503,00
Autres financements de l'État	-	217 585,00	-	-	-	-	1 932 137,00	142 200,00	313 276,00	120 000,00	35 000,00	8 812 455,73	11 572 653,73
Fiscalité affectée	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	595 747,20	251 701,70	847 448,90
Autres financements publics	660 000,00	93 000,00	-	22 000,00	4 000,00	8 000,00	-	-	15 000,00	102 000,00	72 990,02	1 099 398,64	
Ressources propres	346 192,30	711 605,28	97 111,25	305 760,89	1 134 559,58	479 362,05	49 574,15	311 760,64	112 185,01	1 022 975,21	391 945,81	2 667 805,83	7 630 838,00
Recettes budgétaires fléchées	-	198 600,00	1 566 226,00	3 000,00	80 000,00	-	295 664,00	-	32 000,00	8 519 643,58	138 307,91	12 098 120,38	22 931 561,87
Financements de l'État fléchés	-	198 600,00	1 388 226,00	-	-	-	-	-	-	8 380 000,00	-	11 870 997,00	21 837 823,00
Autres financements publics fléchés	-	-	178 000,00	3 000,00	80 000,00	-	295 664,00	-	32 000,00	139 643,58	138 307,91	184 461,73	1 051 077,22
Mécénats fléchés	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Autres recettes fléchées	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	42 661,65	42 661,65
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : encaissements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	5 126 119,74	- 1 169 748,12	- 1 191 861,08	4 104 104,51	193 809,03	1 311 979,48	3 116 822,80	6 656 290,47	- 884 418,58	- 1 131 205,35	- 1 711,70	22 345 427,63	38 475 608,83
- TVA encaissée	164,75	99 176,47	164,75	1 546,57	30 127,27	35 631,05	-	-	26 639,78	1 535 785,00	35 273,46	55 106,62	1 819 286,22
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : encaissements	-	-	-	-	-	-	-	1 692 450,00	-	-	-	2 821 590,02	4 514 040,02
- Autres encaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	5 125 954,99	- 1 268 924,59	- 1 191 696,33	4 102 557,94	163 681,76	1 276 348,43	3 116 822,80	4 963 840,47	- 911 058,36	- 2 666 990,35	- 36 985,16	19 468 730,99	32 142 282,59
A. TOTAL	6 132 312,04	693 055,16	471 476,17	5 042 195,40	1 412 368,61	1 799 341,53	5 394 197,95	7 110 251,11	438 301,43	8 871 204,44	1 542 279,24	46 325 029,89	85 232 012,97
DECAISSEMENTS	274 009,00	3 614 550,00	3 694 807,59	554 736,59	9 614 181,88	3 594 257,11	4 722 257,13	337 982,52	3 831 932,32	1 075 119,92	4 370 953,12	15 973 919,87	101 056 551,64
<i>Dépenses liées à des recettes globalisées</i>	185 029,56	1 476 589,65	3 446 253,91	357 201,11	878 531,53	3 387 874,39	2 618 126,57	207 144,79	3 481 144,72	616 263,28	3 027 341,64	6 239 461,42	25 920 962,57
Personnel	145 724,76	150 361,46	188 289,52	107 154,13	109 136,25	132 331,54	161 484,28	185 891,85	139 075,34	548,30	280 813,50	144 303,48	1 745 114,41
Fonctionnement	38 536,80	743 649,35	2 165 336,56	158 268,10	278 361,84	2 039 949,56	1 969 050,99	18 547,76	2 101 883,03	466 164,35	2 707 941,14	4 800 167,93	17 487 857,41
Investissement	768,00	582 578,84	1 092 627,83	91 778,88	491 033,44	1 215 593,29	487 591,30	2 705,18	1 240 186,35	149 550,63	38 587,00	1 294 990,01	6 687 990,75
Dépenses liées à des recettes fléchées	88 979,44	2 137 960,35	248 553,68	197 535,48	8 735 650,35	206 382,72	2 104 130,56	130 837,73	350 787,60	458 856,64	1 343 611,48	9 734 458,45	25 737 744,48
Personnel	88 000,62	110 073,79	108 228,19	97 490,07	117 878,94	88 198,14	90 038,61	122 718,60	92 806,39	-	171 803,63	99 763,32	1 187 000,30
Fonctionnement	978,82	2 008 652,64	140 325,49	96 950,23	8 617 771,41	117 165,41	2 006 891,95	8 119,13	257 981,21	432 942,68	1 171 807,85	9 630 323,41	24 489 910,23
Intervention	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Investissement	-	19 233,92	-	3 095,18	-	1 019,17	7 200,00	-	-	25 913,96	-	4 371,72	60 833,95
Opérations non budgétaires	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Emprunts : remboursements en capital	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-	-
Opérations gérées en comptes de tiers :	337,70	924,88	577 386,96	1 263 794,73	32 418,08	7 649 810,67	10 359,41	960,91	546 791,79	3 820 032,86	- 215 118,05	35 710 144,65	49 397 844,59
- TVA décaissée	-	1 375,80	535 559,84	-	1 655,84	535 786,16	1 370,47	0,38	542 673,67	19 549,84	446,18	739 049,05	2 377 467,23
- Dispositifs d'intervention pour compte de tiers : décaissements	-	-	-	1 052 858,00	-	7 105 433,00	-	-	-	3 555 174,00	-	400 000,00	12 113 465,00
- Autres décaissements d'opérations gérées en comptes de tiers	337,70	450,92	41 827,12	210 936,73	30 762,24	8 591,51	8 988,94	960,53	4 118,12	245 309,02	- 215 564,23	34 571 095,60	34 906 912,36
B. TOTAL	274 346,70	3 615 474,88	4 272 194,55	1 818 531,32	9 646 599,96	11 244 067,78	4 732 616,54	338 943,43	4 378 724,11	4 895 152,78	4 155 835,07	51 684 064,52	101 056 551,64
(2) SOLDE DU MOIS = A - B	5 857 965,34	- 2 922 419,72	- 3 800 718,38	3 223 664,08	- 8 234 231,35	- 9 444 726,25	661 581,41	6 771 307,68	- 3 940 422,68	3 976 051,66	- 2 613 555,83	- 5 359 034,63	- 15 824 538,67
SOLDE CUMULE (1) + (2)	65 213 196,27	62 290 776,55	58 490 058,17	61 713 722,25	53 479 490,90	44 034 764,65	44 696 346,06	51 467 653,74	47 527 231,06	51 503 282,72	48 889 726,89	43 530 692,26	

* Variation de trésorerie correspondant à celle du tableau d'équilibre financier

TABLEAU 8
Opérations liées aux recettes fléchées

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	N+1	N+2 et suivantes
Position de financement des opérations fléchées en début d'exercice (a)	6 313 279	2 175 789	2 175 789	- 630 393	- 917 493
Recettes fléchées (b)	11 672 321	25 691 325	22 931 562	23 474 072	19 485 201
Financements de l'État fléchés	11 107 462	24 567 853	21 837 823	22 648 572	19 337 368
Autres financements publics fléchés	564 859	1 123 472	1 051 077	825 500	147 833
Recettes propres fléchées	-	-	42 662	-	-
Dépenses sur recettes fléchées CP (c)	15 809 810	26 719 823	25 737 745	23 761 172	20 087 315
Personnel					
AE=CP	856 715	1 229 084	1 187 001	1 336 500	762 600
Fonctionnement					
AE	35 057 536	14 142 693	13 263 499	13 464 195	9 722 917
CP	14 837 979	25 376 614	24 489 910	22 270 672	19 301 715
Intervention					
AE					
CP					
Investissement					
AE	98 807	114 125	61 253	154 000	14 212
CP	115 117	114 125	60 834	154 000	23 000
Solde budgétaire de l'exercice résultant des opérations fléchées (b) - (c)	- 4 137 489	- 1 028 498	- 2 806 183	- 287 100	- 602 114

Au cas où l'organisme utilise ce tableau pour un suivi individuel par opération, cette seconde partie permet de vérifier l'équilibre final de chaque opération.

Autofinancement des opérations fléchées (d)					
Opérations de trésorerie (décaissements) financées par recettes fléchées (e)					
Position de financement des opérations fléchées en fin d'exercice (a) + (b) - (c) + (d) - (e)	2 175 789	1 147 291	- 630 393	- 917 493	- 1 519 607

Adopté par le Conseil d'Administration
le 12 mars 2020, Le Président et Président du conseil d'administration
Y. LAKHNECH

TABLEAU 11
Synthèse budgétaire et comptable

COMUE UGA Compte Financier Agrégé 2019

POUR INFORMATION DE L'ORGANE DÉLIBÉRANT

		BI2019	BM2 2019	CF 2019
Stocks initiaux	1 Niveau initial de restes à payer	17 809 322	22 143 012	22 143 012
	2 Niveau initial du fonds de roulement	11 739 047	12 771 492	12 771 492
	3 Niveau initial du besoin en fonds de roulement	- 38 066 566	- 46 583 739	- 46 255 957
	4 Niveau initial de la trésorerie	49 805 613	59 355 231	59 355 231
	4.a dont niveau initial de la trésorerie fléchée	1 714 135	3 380 123	3 380 122
4.b dont niveau initial de la trésorerie non fléchée	48 091 478	55 975 109	55 975 109	
Flux de l'année	5 Autorisations d'engagement	49 003 330	40 890 842	38 481 377
	6 Résultat patrimonial	-	-	264 247
	7 Capacité d'autofinancement (CAF)	870 718	775 286	681 510
	8 Variation du fonds de roulement	- 187 282	303 287	1 592 480
	9 Opérations bilanciales non budgétaires	SENS		-
	Nouvel emprunt / remboursement de prêt	+ / -	-	-
	Remboursement d'emprunt / prêt accordé	+	-	-
	Cautionnements et dépôts	-	-	-
	10 Opérations comptables non retraitées par la CAF, non budgétaires	SENS		-
	Variation des stocks	+ / -	-	-
	Production immobilisée	+	-	-
	Charges sur créances irrécouvrables	-	-	-
	Produits divers de gestion courante	+	-	-
	11 Décalages de flux de trésorerie liés aux opérations budgétaires	SENS	- 21 489 962	4 865 219
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-	688 093
	Ecart entre les produits / ressources et les encaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	-	- 21 489 962	-
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations sur exercices antérieurs	+ / -	-	4 177 127
	Ecart entre les charges / immobilisations et les décaissements relatifs à des opérations de l'exercice en cours	+ / -	-	-
	12 Solde budgétaire = 8 - 9 - 10 - 11		- 30 126 179	- 3 185 747
	12.a Recettes budgétaires		20 411 662	51 075 854
12.b Crédits de paiement ouverts		50 537 841	54 261 601	
13 Flux de trésorerie liés aux opérations de trésorerie non budgétaires		26 157 768	- 15 910 113	
14 Variation de la trésorerie = 12 - 13		- 3 968 411	- 19 095 861	
14.a dont variation de la trésorerie fléchée		- 9 536 662	- 1 014 482	
14.b dont variation de la trésorerie non fléchée		25 851 369	- 18 081 678	
15 Variation du besoin en fonds de roulement = 9 + 10 + 11 + 13		3 781 129	19 399 148	
16 Restes à payer		- 10 449 335	- 13 370 759	
Stocks finaux	17 Niveau final de restes à payer	7 359 987	8 772 253	8 965 682
	18 Niveau final du fonds de roulement	11 551 765	13 074 779	14 363 971
	19 Niveau final du besoin en fonds de roulement	- 20 388 374	- 30 455 913	- 29 166 721
	20 Niveau final de la trésorerie	31 940 139	43 530 692	43 530 692
	20.a dont niveau final de la trésorerie fléchée	15 453 124	2 365 641	573 939
20.b dont niveau final de la trésorerie non fléchée	33 012 712	41 165 051	42 956 753	

Comptabilité budgétaire

Comptabilité générale

Rapport de l'Ordonnateur
Compte Financier

Exercice 2019

Conseil d'Administration du 12 mars 2020

Sommaire

<u>1.</u>	RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES	2
1.1.	Objectifs du budget 2019	2
1.2.	Contexte et événements marquants	2
1.3.	Construction budgétaire	2
<u>2.</u>	Budget Principal	4
2.1.	Situation en droits constatés	4
2.2.	Situation budgétaire (Mode GBCP)	8
2.2.1.	Analyse des emplois (tableau 1)	8
2.2.2.	Recettes Encaissées, Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement	9
2.2.3.	Analyse de l'équilibre financier (tableau 4), de la situation patrimoniale (tableau 6) et du tableau de trésorerie (tableau 7)	16
2.2.4.	Les recettes fléchées (Tableau 8)	18
<u>3.</u>	Budget Annexe	19
3.1.	Situation en droits constatés	19
3.2.	Situation budgétaire détaillée en GBCP	22
3.2.1.	Analyse des emplois (tableau 1)	22
3.2.2.	Recettes Encaissées, Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement	23
	Les Recettes	23
	Les Dépenses	24
3.2.3.	Équilibre financier (tableau 4 / tableau 5)	26
3.2.4.	Opérations pluriannuelles	27

ANNEXES

- Tableau 1 : Droits constatés – tableau 1 recettes 2018/2019
- Tableau 2-3-4 : Synthèse évolution budgétaire 2017/2018/2019 en agrégé et par budget
- Rapport activité CVEC

1. RAPPEL DU CONTEXTE ET DES ORIENTATIONS BUDGETAIRES

1.1. Objectifs du budget 2019

Le budget 2019 a été construit dans la continuité du budget 2018, à moyens constants avec un maintien des cotisations des membres à l'identique depuis 2015 (625 K€) et prise en compte de la vision pluriannuelle des engagements et des projets de la ComUE (IDEX, COMESUP, PLAN CAMPUS, etc.)

Le budget 2019, ainsi que les deux budgets rectificatifs, ont été présentés à l'équilibre. L'analyse et la mise en perspective des engagements pluriannuels et de la trésorerie ont permis de vérifier que l'établissement était en capacité d'honorer les engagements souscrits et ainsi de se porter garant de la soutenabilité budgétaire.

1.2. Contexte et événements marquants

Le budget 2019 a été voté dans un contexte économique et politique marqué entre autres par :

- La 3^{ème} et avant dernière année de la période probatoire de l'IDEX,
- La 1^{ère} année pleine en mode exploitation pour le 3^{ème} et dernier Partenariat Public/privé,
- La trajectoire institutionnelle de l'Université Intégrée.

L'exécution du budget 2019 n'a subi aucun aléa majeur. Elle a fait l'objet de deux budgets rectificatifs ; le premier voté le 20 octobre 2019 qui a enregistré les reports de crédits 2018 et des programmes nouveaux et le second communément appelé budget de « déprogrammation » en décembre 2019.

Elle a principalement été marquée par :

- Des ajustements pour l'exécution du budget de l'IDEX,
- Dans le cadre de l'opération campus, des ajustements du budget de loyers des PPP et le report de travaux sur la Maison des Services aux Etudiants,
- La mise en place de la CVEC,
- Une finalisation des flux inter-établissements liée à l'Université Intégrée et expliquant une forte augmentation des Crédits de Paiement.

1.3. Construction budgétaire

Pour simplifier la lecture du compte financier et des tableaux réglementaires et pour permettre aux administrateurs d'apprécier de manière globale et complète la situation budgétaire de la ComUE UGA, l'analyse de l'exécution budgétaire 2019 de l'établissement s'effectue en droits constatés d'une part et en mode GBCP d'autre part.

Pour rappel, les activités de la ComUE UGA sont inscrites dans un budget principal et un budget à comptabilité distincte selon l'arborescence comptable suivante :

La répartition du budget principal se caractérise par une répartition en **3 grandes enveloppes** : 60 % du budget est intégralement fléché en recettes et dépenses pour les projets portés par la ComUE – dont l'IDEX principalement, mais aussi les projets Dirrupt Campus, Flexi-TLV, Interface – 30 % du budget correspond aux activités Inter-Universitaires (Centre de santé, Service Accueil handicap, Vie Etudiante, EVE, Aménagement du Campus,

le collège Doctoral, les pôles de recherche et le numérique ; et 10 % du budget relève des fonctions support et soutien.

Budget principal	Libellé
CRB 800	ADMINISTRATION GENERALE
800 A	Pilotage
800 B	Administration
800 C	Immobilier
CRB 801	VIE DU CAMPUS
801 A	Santé
801 B	Accueil Handicap
801 C	Vie étudiante
801 D	EVE
CRB 802	DEVELOPPEMENT DU SITE
802 A	Aménagement du Campus
802 B	Numérique / Pilotage et Infrastructures
802 C	Interfaces
CRB 803	PROMOTION DU SITE
803 A	Relations Internationales
803 B	Communication
CRB 804	RECHERCHE ET FORMATION
804 A	Pôles de recherche
804 B	Pépité OZER
804 C	Collège Doctoral
804 E	Numérique / Recherche & Formation IDEFI Reflex Pro
804 F	Numérique / Recherche & Formation Disrupt
804 G	Co-Financements IDEX
804 H	FLEXI TLV
804 I	GREAT - Co-Financements IDEX

Budget principal	Libellé
CRB 806	IDEX
806 A	Recherche et Valorisation
806 B	Formation
806 C	Vie Etudiante
806 D	Rayonnement social et culturel
806 E	Structure, Gouvernance et Communication
806 F	Relations Internationales
806 G	Frais de Gestion

Le budget annexe est quant à lui entièrement consacré à l'Opération Campus selon le découpage des activités listées dans le tableau ci-après.

CRB Budget Annexe	Libellé
450 A	Fonctionnement transversal
450 B	Aménagement du campus
450 C	Maison des Services aux Etudiants (MSE)
450 D	PPP GreEn-ER
450 E	PPP PILSI
450 F	PPP SHS
450 G	Transition Énergétique

2. Budget Principal

2.1. Situation en droits constatés

Le tableau ci-joint présente le résultat ainsi que l'état de l'évolution patrimoniale 2019 par rapport au compte financier 2018 et par rapport au budget rectificatif N° 2 -2019.

COMPTE DE RESULTAT - BUDGET PRINCIPAL 2019							
CHARGES	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BM2 2019	CF 2019
Personnel	2 293 306	2 724 370	2 704 102	Subventions de l'Etat	18 743 926	26 819 958	25 768 511
Fonctionnement	23 087 453	30 905 238	29 870 894	Fiscalité Affectée		857 829	856 319
dont personnel mis à disposition	1 788 620	1 787 325	1 777 397	Autres Subventions	1 758 332	1 280 393	903 227
				Autres produits	5 917 822	5 598 956	5 818 936
TOTAL DES CHARGES HORS AMORTISSEMENTS	25 380 759	33 629 608	32 574 996	TOTAL DES PRODUITS HORS AMORTISSEMENTS	26 420 080	34 557 136	33 346 993
Dotations aux Amortissements	1 439 581	1 380 000	1 438 488	Quote-part subv Inv/Pdt neutralisation	544 640	452 472	415 264
Dotations aux provisions (CET)			13 020	Reprise /provision		179 163	179 163
TOTAL DES CHARGES	26 820 340	35 009 608	34 026 504	TOTAL DES PRODUITS	26 964 720	35 009 608	33 762 257
Résultat prévisionnel : Bénéfice	144 380			Résultat prévisionnel : Perte	-	-	264 247

ETAT PREVISIONNEL DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE EN DROITS CONSTATES							
EMPLOIS	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BM2 2019	CF 2019
Insuffisance d'Autofinancement				Capacité d'Autofinancement	1 039 321	748 365	592 834
Investissements	871 836	565 144	328 596	Financement de l'actif par l'Etat		93 144	18 470
Remboursements des dettes financières				Financement de l'actif autres que l'Etat	56 432	-	60 554
TOTAL DES EMPLOIS	871 836	565 144	328 596	TOTAL DES RESSOURCES	1 095 753	841 509	671 857
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT	223 917	276 365	343 261	PRELEVEMENT SUR FONDS DE ROULEMENT	-	-	-
Taux d'exécution global	96%		97%		97%		96%
Dont section de fonctionnement	96%		97%		97%		96%
Dont section d'Investissement	93%		58%		100%		85%

Du point de vue des droits constatés, le **budget principal 2019 a été exécuté à 97% en dépenses comme en recettes**. Ce taux est constant par rapport à l'exécution 2018 et atteste d'une prévision et d'une exécution maîtrisée.

Les Recettes

L'exécution **en recettes** du budget principal (cf. tableau 1 annexé), d'un montant de **33,8 M€**, se décline comme suit :

- Taux d'exécution des **recettes globales** : 96% (97 % en 2018)
- Taux d'exécution des **recettes de fonctionnement** : 96% (97% en 2018)
- Taux d'exécution des **recettes d'investissement** : 85% (100 % en 2018)

✓ **Le Taux d'exécution des recettes de fonctionnement : 96% est constant par rapport à 2018**

Les recettes de fonctionnement 2019, à hauteur de **33 762 257 €**, se décomposent ainsi :

- Des subventions de l'état : 25 768 511€
- Des recettes provenant de la CVEC (Fiscalité Affectée) : 856 319€

- Des autres subventions : 903 227€
- Des autres produits : 5 818 936€
- La quote-part des subventions d'investissement : 415 264€
- Une reprise sur provisions de 179 163€.

✓ **Le Taux d'exécution des recettes d'investissement : 85% (100% en 2018)**

D'un montant de **79 024€**, les recettes d'investissement, se décomposent comme suit :

- Du financement de l'Etat dans le cadre de l'index : 18 470 €
- Du financement de la région Auvergne Rhône-Alpes : 60 554€ €

Les Dépenses

L'exécution **en dépenses** du budget principal d'un montant global de **34 355 100€**, se décline de la manière suivante :

- Taux d'exécution des **dépenses globales** : 97% (96 % en 2018).
- Taux d'exécution des **dépenses de fonctionnement** : 97 % (96 % en 2018)
- Taux d'exécution des **dépenses d'investissement** : 58 % (93 % en 2018)

L'exécution du budget principal connaît une **stabilité globale essentiellement centrée sur les dépenses de fonctionnement** avec une augmentation de **20%** des dépenses par rapport à 2018,

Au sein des dépenses de Fonctionnement, on distingue l'enveloppe Personnel et l'enveloppe fonctionnement ainsi que les dépenses d'amortissement et des provisions pour CET. Pour 2019, le montant des dépenses de fonctionnement s'élève à **34 026 504€**,

Le montant des dépenses d'investissement s'élève à 328 596€

- **Taux d'exécution des dépenses de Personnel : 100 %**

- Enveloppe budgétée : 2 724 370 €
- Enveloppe consommée : 2 704 102 €

- **Taux d'exécution des charges de fonctionnement : 96%**

- Enveloppe budgétée : 32 285 238 € / hors amortissements : 30 905 238€
- Enveloppe consommée : 31 322 402 € / hors amortissements : 29 870 894 €

Il est à noter qu'il n'avait pas été prévu de dotations aux provisions pour le CET. Elles ont été constatées à hauteur de 13 020€.

- **Taux d'exécution des dépenses d'investissement : 58 %** (93 % en 2018)

- Enveloppe budgétée : 565 144€
- Enveloppe consommée : 328 596€

Ce taux moyen d'exécution provient essentiellement des travaux de la direction du développement durable, qui ont été exécutés à 51%.

Les investissements pour EVE ont également mobilisé 50% du budget prévu soit 13 711.26€ sur une enveloppe prévue de 27 284€.

Les agrégats comptables

Un résultat comptable du budget principal déficitaire de 264 247 €

Ce résultat négatif s'explique par plusieurs facteurs.

- Le Budget rectificatif n° 2 a présenté un résultat à l'équilibre en diminuant à part égale les recettes et les dépenses ;
- Soit en recettes – 800 K€ dont la contribution de membres de 625 K€
- Soit en dépenses – 870 K€ corrigées de l'augmentation de amortissements de + 70K€

Le résultat 2019 aurait dû présenter un résultat déficitaire de 109 K€ dû à :

- L'augmentation des amortissements pour 60 K€,
- L'impact de provisions pour CET pour 13 K€ non prévu au Budget rectificatif N° 2,
- La diminution des produits des amortissements pour 35 K€.

Or on constate :

- Une diminution du montant des recettes – 1 210 K€ imputable à l'IDEX pour 920 K€ et un Produit constaté d'avance de 255K€ au titre de la Subvention pour charge de service public de 255 K€ concernant le projet DATA CENTER.
- Une diminution du montant des dépenses - 1 054 K€, imputable essentiellement à l'IDEX pour 900 K€ et à la Direction de l'Aménagement Durable pour 100 K€.

Ainsi, ce différentiel de 155 K€ entre la diminution des dépenses et des recettes vient augmenter la perte de 109 K€ expliquée précédemment pour la ramener à 264 K€.

Une capacité d'autofinancement (CAF) de 592 834€ qui est générée par le résultat de l'exercice, auquel on ajoute les dotations aux amortissements (1,4M €) et aux provisions

pour CET (13 K€) et auquel on retranche les reprises de subventions (415 K€) et les reprises sur provisions (179K€).

La CAF, ainsi que des recettes d'investissement à hauteur de 79 024 € permettent de financer les dépenses d'investissement à hauteur de 328 596 € et engendrent ainsi :

Un apport au fonds de roulement de 343 262 €. Ce dernier est augmenté d'une correction par le report à nouveau à hauteur de 552 708 € due au changement de comptabilisation des droits d'inscription 2018-2019

Soit un apport total au fonds de roulement de 895 969 €

Ce qui porte le niveau **du fonds de roulement brut global à 4 221 560€, soit 41 jours de fonctionnement.** (3 325 591 € en 2018)

Des créances de plus de 2 ans qui s'élève à 15 000 €,

- 10 000€ concernant une convention de financement droit au séjour due par le CEA.
- 5 000€ concernant la contribution au GIS Envirhonalp 2018 due par IFSTAR

Des provisions à hauteur de 13 020€

Soit un fonds de roulement disponible déduction faite des provisions de 4 208 540€

Point d'attention *Un fonds de roulement disponible déduction faite des créances de plus de 2 ans de 4 193 540€.*

2.2. Situation budgétaire (Mode GBCP)

Le compte financier 2019 présenté en mode GBCP met en évidence les autorisations d'engagements (AE), les crédits de paiement (CP) et les recettes encaissées (RE) déclinés sous forme de tableaux règlementaires.

Ces tableaux sont joints au présent rapport en annexe ; certains sont présentés pour information, d'autres sont soumis au vote du conseil d'administration.

Sont soumis au vote :

- Le tableau 1 des emplois ;
- Le tableau 2 des autorisations budgétaires ;
- Le tableau 4 d'équilibre financier ;
- Le tableau 6 de situation patrimoniale (compte de résultat et tableau de financement) ;
- Les tableaux 9 des opérations pluriannuelles.

La présente partie du rapport décline, pour le budget principal, l'analyse des écarts entre prévision et réalisation pour les tableaux 1 et 2, commente également le tableau 4 d'équilibre financier, le tableau 8 des financements fléchés, informe sur le tableau 7 de trésorerie. Il n'est pas fait mention des tableaux 9 et 10 des opérations pluriannuelles puisqu'ils sont vides concernant le budget principal (cf. partie budget annexe).

Le tableau 6 quant à lui, pour la situation patrimoniale, a fait l'objet d'une analyse au point précédent.

2.2.1. Analyse des emplois (tableau 1)

Le tableau 1 retrace les emplois exprimés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) et équivalent temps plein (ETP) au 31 décembre, **hors personnel mis à disposition et hors vacataires**.

✓ En contrat à durée indéterminée :

- Prévision : 7,8 ETP et 7,4 ETPT soit 411 218 €
- Réalisation : 7,9 ETP et 7,6 ETPT soit 405 584 €

✓ En contrat à durée déterminée :

- Prévision : 49,1 ETP et 51,4 ETPT soit 1 928 925 €
- Réalisation : 51,6 ETP et 51,3 ETPT soit 1 889 504 €

Type d'Emploi	ETP	ETPT	Montant
CDI	7,9	7,6	405 584
CDD	51,6	51,3	1 889 504
Total	59,5	59,0	2 295 088

La réalisation est quasiment conforme aux prévisions, que ce soit en ETP ou en ETPT. Le faible écart s'explique par des recrutements nouveaux intervenus avec un léger décalage temporel par rapport aux prévisions.

2.2.2. Recettes Encaissées, Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement

Le tableau ci-dessous (évolution budgétaire agrégée), présente l'**exécution budgétaire globale 2019** de l'établissement pour le budget principal.

Le solde budgétaire présente un résultat de – 3 108 092 € se décomposant ainsi :

TABLEAU 2												
DEPENSES							RECETTES					
BUDGET PRINCIPAL	AE - CF 2018	AE - BM2	AE - CF 2019	CP - CF 2018	CP - BM2	CP - CF 2019	RE - CF 2018	RE - BM2	RE - CF 2019			
Personnel	2 332 033	2 762 681	2 684 233	2 332 033	2 762 681	2 684 233	8 799 420	9 584 807	11 030 546	Recettes globalisées		
							2 531 794	2 647 173	2 674 503	Subvention pour charges de service public		
							429 274	688 712	828 061	Autres financements de l'Etat		
							-	857 829	847 449	Fiscalité affectée		
							475 737	401 454	423 761	Autres financements publics		
							5 362 615	4 989 639	6 256 772	Recettes propres		
Fonctionnement	42 235 481	21 779 450	20 500 119	21 621 695	35 045 089	34 056 335	11 582 321	25 601 325	22 931 561	Recettes fléchées*		
<i>Dont MAD</i>	1 727 729	1 787 325	1 777 397	1 508 024	3 152 937	3 190 861	11 107 462	24 567 853	21 837 822	Financements de l'Etat fléchés		
							474 859	1 033 472	1 051 077	Autres financements publics fléchés		
Investissement	757 045	564 109	347 661	871 900	564 109	329 631		-	42 662	Recettes propres fléchées		
TOTAL DES DEPENSES - AE (A) CP (B)	45 324 559	25 106 240	23 532 013	24 825 628	38 371 879	37 070 200	20 381 741	35 186 132	33 962 107	TOTAL DES RECETTES (C)		
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)							4 443 888	3 185 747	3 108 092	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)		

Le solde budgétaire 2019 présente une amélioration de 1.3 M€ par rapport à 2018.

Malgré des CP qui ont fortement augmenté en 2019 dans le cadre de la finalisation des flux inter- établissements, le solde budgétaire ne s'est pas creusé.

Le solde budgétaire est resté stable par rapport aux prévisions du Budget Rectificatif N° 2. Malgré une diminution de ce dernier sur la part fléchée due à un décalage de versements de l'ANR sur l'IDEX pour un montant de 2 M€, le solde budgétaire est resté conforme aux prévisions grâce à des recettes globalisées plus importantes que prévues ainsi que des dépenses légèrement plus faibles.

2019	CP - BM2	CP - CF 2019	RE - BM2	RE - CF 2019	Solde Budgétaire Prévu	Solde Budgétaire réalisé
Globalisé	11 756 072	11 334 082	9 584 807	11 030 545	- 2 171 265	- 303 537
Fléché	26 615 807	25 736 117	25 601 325	22 931 562	- 1 014 482	- 2 804 555
Total	38 371 879	37 070 199	35 186 132	33 962 107	- 3 185 747	- 3 108 092

Ces points vont être détaillés dans les paragraphes ci-après.

Les Recettes

Les recettes de fonctionnement et d'investissement (hors amortissements et provisions) réalisées en 2019 sont de 34 M€ pour un montant prévisionnel de 35.2 M€ soit un taux d'exécution de 97%. Cet écart de 1.2 M€ s'explique par les grands points suivants :

ORIGINE	BM 2019	Exécution 2019	Ecart	Taux d'Exécution	Points Marquants
Recettes Globales	9 584 806	11 030 545	1 445 739	115%	
SUBVENTIONS DE L'ETAT	3 335 885	3 547 706	211 821	106%	
Subvention pour charges de service public	2 647 173	2 674 503	27 330	101%	
Autres financements de l'ETAT	688 712	873 203	184 491	127%	Double impact de l'encaissement du Fonds d'amorçage au titre de 2018 et de 2019.
Autres financements de l'ETAT via ANR					
AUTRES SUBVENTIONS ET DOTATIONS	401 454	439 399	37 945	109%	
Région Rhône-Alpes	157 954	124 121	- 33 833	79%	Hors COMESUP : SCUSI Relations Internationales et Subvention pour Sport et Sciences
Conseil départemental	88 000	80 000	- 8 000	91%	
Communauté de Communes	155 500	210 000	54 500	135%	Double impact de l'encaissement au titre de 2018 et de 2019.
Autres	-	25 278	25 278		Caf
Fiscalité Affectée (CVEC)	857 829	847 449	- 10 380	99%	Recettes non perçues sur 2019
RESSOURCES PROPRES	4 989 638	6 195 991	1 206 353	124%	
Droits d'inscription	1 111 708	1 541 291	429 583	139%	Changement de Méthode de Comptabilisation des Droits
dont Conventions avec les établissements & Partenaires	2 319 824	3 119 179	799 355	134%	Effet de la finalisation des flux inter-établissements - Dont EVE : 146 K€ / DAD : 590 K€
dont prestations de service	1 341 483	1 497 439	155 955	112%	Effet de la finalisation des flux inter-établissements -dont DAD : 135 K€
dont autres	216 623	38 082	- 178 541	18%	DAD : - 50 K€ / Flexi TLV : 42 K€ Recettes mal imputées au Budget
Recettes Fléchées	25 601 325	22 931 562	- 2 669 763	90%	
SUBVENTIONS DE L'ETAT	24 567 853	21 837 823	- 2 730 030	89%	
Subvention pour charges de service public	-	-	-		
Autres financements de l'ETAT					
Autres Financements de L'ETAT (ANR)	24 567 853	21 837 823	- 2 730 030	89%	Recettes ajustées aux dépenses dans la limite des encaissements reçus de l'ANR
AUTRES SUBVENTIONS ET DOTATIONS	1 033 472	1 051 077	17 605	102%	
Région Rhône-Alpes	733 808	755 413	21 605	103%	Au titre du COMESUP 2017-2018
Région Rhône-Alpes autres que CEDES	-	-	-		
Conseil départemental	-	-	-		
Communauté de Communes	-	-	-		
Autres	299 664	295 664	- 4 000	99%	
RESSOURCES PROPRES	-	42 662	42 662		
Dt prestations (Etudes et travaux , ventes de produits et services)	-	-	-		
Divers	-	42 662	42 662		Flexi TLV : Recettes mal imputées au Budget
TOTAL DES RECETTES	35 186 131	33 962 107	- 1 224 024	97%	

- **Au budget IDEX** : les recettes ont été ajustées au niveau des dépenses, dans la limite des encaissements reçus de l'ANR, ce qui mène à un taux d'exécution de 89 %.
- **Au budget hors IDEX** : les recettes tant globalisées que fléchées ont été conformes voire supérieures aux prévisions. En effet, concernant la DAD nous avons enregistré de bien meilleures recettes, notamment grâce à la volonté de chaque établissement de solder les flux sur 2019 avant la mise en place de l'EPE.

Concernant les droits d'inscription enregistrés par le Collège Doctoral, la nouvelle réglementation qui demande à chaque établissement d'impacter sur l'année N l'ensemble des droits d'inscriptions constatés vient augmenter les montants comptabilisés sur 2019.

En effet, l'année 2019 va se voir doter de l'ensemble des droits des inscrits constatés pour l'année universitaire 2019-2020, ainsi que du prorata relatif à l'année 2018-2019 pour la période de Janvier à Août selon l'ancienne méthode.

Concernant les recettes, il est important de noter trois évènements significatifs par rapport à 2018 :

- La Contribution des Membres 2019 :

La contribution financière des membres de la ComUE aux activités de l'établissement au titre de 2019 n'a pas été appelée et est donc déduite de nos recettes à hauteur de 625 K€. En effet, suite à un accord entre les différents partenaires, il a été décidé que ces crédits serviraient à la construction de l'Université Intégrée dans chacun des établissements concernés et que cette participation ne serait donc pas demandée sur 2019.

- La mise en place de la CVEC

En 2019, la CVEC a été mise en place dans les établissements et a généré de nouvelles recettes. Concernant l'année universitaire 2018-2019, ***l'établissement a donc enregistré un montant de 856 K€ en recettes dites de fiscalité affectée et encaissé 847 K€.***

Les encaissements ont été répartis entre différents services comme suit :

CRB	Recettes CROUS	Recettes ETABLISSEMENTS	Montant Calculé au BM	COMPTE FINANCIER 2019 (recettes encaissées)
800A - Pilotage	64 677	-	64 677	64 677
804C - Collège Doctoral	17 248	21 290,00	38 538	38 538
801C - VE	53 510	91 328,40	144 838	144 838
801A - SANTE	31 360	476 350,00	509 220	498 840
803A - ISSO	627	10 147,60	10 775	10 775
801B - SAH	3 136	50 738,00	53 874	53 874
801D - EVE	14 358	-	14 358	14 358
804G - CELLULE VIEILLE	1 254	20 295,20	21 550	21 550
TOTAL RECETTES	186 170	670 149	857 829	847 449

Les 10 K€ de recettes non perçues sur 2019 sont relatifs à deux conventions signées tardivement et pour lesquelles nous n'avons pas reçu le règlement (ENSAG et ESAD). Ces conventions n'impactent que le Service de Santé, les autres services ayant perçu l'intégralité des recettes relatives à la CVEC sur 2019.

Les crédits relatifs aux recettes CVEC ont été utilisés à 90 % soit 774K€ sur l'année 2019 et reportés à hauteur de 80K€, le détail sera repris dans le bilan CVEC annexé au rapport.

- Le changement de méthode de la comptabilisation des droits d'inscription avec un double effet, en comptabilité budgétaire (Recettes encaissées) et en comptabilité générale.

En comptabilité budgétaire, on constate une augmentation des encaissements sur 2019 comme. expliqué page 11 du rapport.

En comptabilité Générale , Les droits nationaux d'inscription sont comptabilisés à l'encaissement et non plus au prorata temporis, de ce fait, pour l'année universitaire 2018-2019, nous avons dû annuler un titre émis au titre de l'année 18-19 d'un montant de 804 121 € concernant les 8 mois de 2019 en apportant une correction d'un montant de 552 708 € par le report à nouveau pour n'impacter sur l'année 2019 que le montant encaissé au 31/08/2019 au titre de l'année universitaire 2018-2019 soit 251 887 €. Nous avons ensuite comptabilisé les encaissements complémentaires au 31/12/2019 au titre de l'année 2019 2020 soit 702 300.88 €.

Il est à noter également que le montant des droits d'inscription pour l'année 2019-2020 a baissé de 23 %, qui s'explique par deux facteurs.

- les doctorants de l'Université Savoie-Mont-Blanc ne s'inscrivent plus à la COMUE UGA depuis le 01 septembre 2019 et
- -la mise en place de la CVEC s'est substituée au reversement des établissements membres de la COMUE en faveur du Centre de santé (médecine préventive 5.10€ par étudiant). Il est à préciser que la CVEC est comptabilisée au compte 7571 « fiscalité affectée » et sort donc du compte « 70651»' utilisé pour les droits d'inscription.

Les Dépenses

L'exécution en dépenses du budget principal par activité, se décline comme suit :

REALISATION DU BUDGET 2019	AE (Autorisations d'Engagement)				CP (Crédits de Paiements)			
	CF 2018	BM 2019	CF 2019	Taux d'Exécution	CF 2018	BM 2019	CF 2019	Taux d'Exécution
Administration Générale	1 848 852	1 738 375	1 620 705	93%	1 467 266	2 072 954	2 172 733	105%
Vie de Campus	2 395 003	2 668 797	2 580 464	97%	2 381 269	3 724 556	3 613 109	97%
Développement du Site	3 125 149	2 937 500	2 588 102	88%	3 138 036	3 031 500	2 624 545	87%
Promotion du Site	525 859	603 045	564 321	94%	500 673	650 697	634 467	98%
Recherche et Formation	3 761 238	4 030 946	3 781 498	94%	2 736 280	5 678 466	5 584 015	98%
IDEX	33 668 459	13 127 577	12 396 924	94%	14 602 104	23 213 706	22 441 331	97%
TOTAL	45 324 559	25 106 240	23 532 013	94%	24 825 628	38 371 879	37 070 200	97%
Total Hors IDEX	11 656 101	11 978 663	11 135 090	93%	10 223 524	15 158 173	14 628 869	97%

On atteint un taux global d'activité très satisfaisant de 94% en autorisations d'engagement et de 97% en crédits de paiements.

L'exécution en dépenses du budget principal par enveloppe, se décline comme suit :

REALISATION DU BUDGET 2019	AE (Autorisations d'Engagement)				CP (Crédits de Paiements)			
	CF 2018	BM 2019	CF 2019	Taux d'Exécution	CF 2018	BM 2019	CF 2019	Taux d'Exécution
Personnel	2 332 033	2 762 681	2 684 233	97%	2 332 033	2 762 681	2 684 233	97%
Fonctionnement	42 235 481	21 779 450	20 500 119	94%	21 621 695	35 045 089	34 056 335	97%
<i>Dont MAD</i>	<i>1 727 729</i>	<i>1 787 325</i>	<i>1 777 397</i>	<i>99%</i>	<i>1 508 024</i>	<i>3 152 937</i>	<i>3 190 861</i>	<i>101%</i>
Investissement	757 045	564 109	347 661	62%	871 900	564 109	329 631	58%
TOTAL	45 324 559	25 106 240	23 532 013	94%	24 825 628	38 371 879	37 070 200	97%

Les taux d'exécution entre les autorisations d'engagements et les crédits de paiement étant sensiblement proches, on commentera donc l'enveloppe des crédits de paiement.

- **L'enveloppe Masse salariale : 97 %** (90 % en 2018)

L'exécution des dépenses de Personnel est proche des prévisions faites au BR2.

Hors Vacataires, le taux d'exécution est de 98 %.

Pour les vacataires, le taux d'exécution est de 93 %.

Les coûts de Personnel sont pour 25 % portés par l'IDEX et se répartissent entre les différentes activités comme suit :

ENVELOPPE PERSONNEL	BM 2019 AE / CP	CF 2019 AE / CP	Taux d'Exécution
Globalisé	1 533 597	1 497 233	98%
Personnel Etablissement	1 234 657	1 211 335	98%
Vacataires	298 940	285 898	96%
Fléché	1 229 084	1 187 001	97%
Personnel Etablissement	1 108 693	1 083 753	98%
Vacataires	120 391	103 247	86%
Total Personnel Etablissement	2 343 350	2 295 088	98%
Total Vacataires	419 331	389 145	93%
Total Personnel	2 762 681	2 684 234	97%

ENVELOPPE PERSONNEL	Personnel Etablissements	Vacations	Total	Répartition
Administration Générale	307 518	3 844	311 363	12%
Vie de Campus	296 251	295 822	592 072	22%
Développement du Site	105 477	6 824	112 302	4%
Promotion du Site	373 567	4 457	378 023	14%
Recherche et Formation	554 700	62 208	616 908	23%
IDEX	657 576	15 990	673 566	25%
TOTAL	2 295 088	389 145	2 684 234	
Total Hors IDEX	1 637 512	373 155	2 010 668	75%

- **L'enveloppe Personnel mis à disposition : 99 %** (92 % en 2018)

L'exécution des dépenses est conforme aux prévisions.

Il est à noter pour les CP 2019 que l'enveloppe de Mise à Disposition enregistre le paiement des MAD 2018 mais aussi celles de l'année en cours, habituellement payées en année N+1. Du fait de l'Université Intégrée, les flux inter-établissements ont été soldés chaque fois que cela était possible.

- **Taux d'exécution des dépenses de fonctionnement : 97%** (95 % en 2018)

Hors IDEX, le taux d'exécution est de 98 % pour le fonctionnement (soit 260 K€ non consommés). Nous constatons de très bons taux d'exécution qui pointent la justesse et le bon contrôle de la prévision budgétaire. L'écart provient principalement de la DAD pour 200 K€, le service de santé pour 25 K€, et le collège Doctoral pour 20 K€.

Pour l'IDEX, l'exercice 2019 a vu une montée en puissance de nombreuses actions sur l'ensemble des volets, menant les dépenses à augmenter de moitié par rapport à 2018. Rappelons que les dépenses avaient déjà doublé de 2017 à 2018 : de 7M € en 2017 à 15M € en 2018, puis 22M € en 2019 soit + 54 %). Ceci correspond à la programmation pluriannuelle établie pour la période probatoire de l'IDEX 2016-2020.

A noter : la délégation de gestion des volets Recherche & Valorisation ainsi que Formation implique de nombreuses conventions de reversement avec l'UGA et Grenoble INP, ce qui centre très largement les dépenses sur l'enveloppe **de fonctionnement qui pèse pour 97% dans l'exécution**.

Pour 2019, les crédits de paiement non consommés s'élèvent à 719 K€ (soit 97% d'exécution). Les actions et conventionnements menés à terme correspondent donc bien à ce qui avait été programmé pour cette 3^{ème} année d>IDEX.

- **Taux d'exécution des dépenses d'investissement : 58 %** (93 % en 2018)

Hors IDEX, le taux d'exécution est de 60 % (soit 208 K€ non consommés). Cet écart vient principalement de la DAD qui a décalé une partie des investissements prévus vers 2020, pour un montant de 175 K€.

Pour l>IDEX, le taux d'exécution est de 42%, soit 25 K€ non consommés. Ce taux moyen provient essentiellement du volet Gouvernance/Relations Internationales, qui n'a pas eu recours à ses crédits. En effet, la commande de certains développements logiciels initialement prévus (développements logiciels, bases de données) n'a pas été nécessaire cette année.

2.2.3. Analyse de l'équilibre financier (tableau 4), de la situation patrimoniale (tableau 6) et du tableau de trésorerie (tableau 7)

Le tableau 4 atteste de la soutenabilité budgétaire de l'activité de l'établissement en mettant en perspective les opérations non budgétaires. La combinaison des opérations budgétaires et non budgétaires doit être conduite à l'équilibre.

Les tableaux 5,7 et 8 détaillent également les données du tableau 4.

Ainsi, le **solde budgétaire négatif à hauteur de 3 108 092 €** corrélé à des opérations non budgétaires (opérations au nom et pour le compte de tiers concernant les opérations LABEX notamment) conduit à **l'équilibre financier à hauteur de 15 530 323€**.

On constate **une variation négative de trésorerie sur l'année 2019 de 18 878 750€** retracée dans le tableau 7 de trésorerie impliquée par l'ensemble des opérations de l'établissement (opérations budgétaires et non budgétaires).

Cette variation de trésorerie se décompose de la manière suivante

Sur opérations fléchées : - 2 806 183 €, est le solde budgétaire des opérations fléchées, qui sont retracées dans le tableau 8.

Sur opérations non fléchées : - 16 072 567 €. Dans les opérations non fléchées, on prend en compte également les opérations non budgétaires., dont les décaissements et les encaissements pour le compte des opérations Labex, IDEDI, EUR et IDEX. Concernant l>IDEX on distingue la dotation mobilisée et celle encaissée, dont le détail est retracé dans le

tableau 5.

L'analyse de la situation patrimoniale (tableau 6). Au constat 2019, le budget principal dégage un résultat négatif de 264 247 €.

Les écarts entre les prévisions en droits constatées et la réalisation ainsi que les agrégats de comptabilité ont été expliqués dans le paragraphe précédent « Situation 2019 en Droits constatés du Budget principal

Le focus sur la trésorerie (tableau 7) a été fait dans l'analyse du tableau 4. Il en ressort une diminution de trésorerie à hauteur de **18 878 750€** pour l'année 2019. **Elle passe de 36 108 961€ à 17 230 211 €.**

2.2.4. Les recettes fléchées (Tableau 8)

Le tableau 8 retrace l'activité financière des opérations fléchées.

Les recettes fléchées se répartissent entre les différents projets comme suit :

Recettes Fléchées	AE	CP	RE	Solde Budgétaire
IDEX	12 396 924	22 441 331	20 442 834	- 1 998 497
Flexi TLV	1 129 699	2 144 896	1 193 025	- 951 871
Disrupt	152 134	151 134	295 664	144 530
IDEFI	185 244	226 054	244 626	18 572
COMESUP	647 752	774 331	755 413	- 18 917
Total	14 511 753	25 737 745	22 931 562	- 2 806 183

Ces opérations sont avant tout dominées par l'IDEX qui représente 89 % des recettes fléchées et 87 % des dépenses (en crédits de paiement) fléchées.

D'autres opérations, d'une ampleur moindre, sont également détaillées :

- **Flexi-TLV** qui a débuté en 2018, enregistre cette année de fortes dépenses en CP. En effet, en 2018, les conventions de reversement avec les autres établissements étant en cours, les paiements n'avaient pas eu lieu. 2019 a donc enregistré les paiements retardés de 2018 ainsi que ceux prévus pour 2019.
- Concernant **Disrupt Campus**, l'opération qui a été lancée au cours du second semestre 2017 suit son cours et devrait perdurer jusqu'en 2021.
- Les opérations liées au **Comesup** sont pour la plupart des opérations récurrentes dont les rythmes de dépenses et recettes varient d'une année sur l'autre au gré des lancements d'opérations et de la réalisation des justifications qui permettent l'encaissement des recettes.
- Enfin, le projet **IDEFI REFLEXPRO** devait se terminer en juin 2019. Après demande à l'ANR, le projet a pu être prolongé jusqu'au 31/12/2019. Les dépenses ont donc été finalisées et il reste un dernier versement de l'ANR à percevoir une fois le bilan final envoyé.

3. Budget Annexe

3.1. Situation en droits constatés

Du point de vue des droits constatés, le **budget annexe 2019 a été exécuté en moyenne à 92% en dépenses comme en recettes**. Ce taux est bien supérieur à l'exécution 2018, (83% en recettes, 79% pour les dépenses).

COMPTE DE RESULTAT - BUDGET ANNEXE 2019 -							
CHARGES	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	PRODUITS	CF 2018	BM2 2019	CF 2019
Personnel	218 571	246 605	243 548	Subventions de l'Etat	7 878 704	7 889 779	6 737 205
Fonctionnement	8 003 985	8 973 243	7 477 989	Fiscalité Affectée			
dont personnel mis à disposition				Autres Subventions	270 000	90 000	
				Autres produits	1 150 750	1 266 990	1 073 008
TOTAL DES CHARGES HORS AMORTISSEMENTS	8 222 556	9 219 848	7 721 537	TOTAL DES PRODUITS HORS AMORTISSEMENTS	9 299 454	9 246 769	7 810 213
Dotations aux Amortissements	2 025 072	2 134 508	2 130 419	Quote-part subv Inv/Pdt neutralisatio	1 976 046	2 107 587	2 041 743
Dotations aux provisions Débit	1 027 872			Reprise /provision			
TOTAL DES CHARGES	11 275 500	11 354 356	9 851 956	TOTAL DES PRODUITS	11 275 500	11 354 356	9 851 956
Résultat prévisionnel : Bénéfice	-	-	-	Résultat prévisionnel : Perte	-	-	-
ETAT PREVISIONNEL DE L'EVOLUTION DE LA SITUATION PATRIMONIALE EN DROITS CONSTATES							
EMPLOIS	CF 2018	BM2 2019	CF 2019	RESSOURCES	CF 2018	BM2 2019	CF 2019
Insuffisance d'Autofinancement				Capacité d'Autofinancement	1 076 899	26 921	88 676
Investissements	4 624 596	2 830 514	2 164 401	Financement de l'actif par l'Etat	8 630 474	5 069 874	5 905 249
Dépôts et cautionnement (dotation de l'E)	400 000 000			Financement de l'actif par des tiers autres que l'Etat	1 441 723	1 600 000	1 036 265
Remboursements des dettes financières	3 515 591	3 839 360	4 229 512	Autres ressources		-	60 234
TOTAL DES EMPLOIS	408 140 187	6 669 874	6 393 913	TOTAL DES RESSOURCES	11 149 096	6 696 795	7 090 424
APPORT AU FONDS DE ROULEMENT		26 921	696 511	PRELEVEMENT SUR FONDS DE ROULEMENT	396 991 091		
Taux d'exécution global	79%		90%		83%		94%
Dont section de fonctionnement	84%		87%		61%		87%
Dont section d'Investissement	74%		96%		100%		118%

Les Recettes

L'exécution **en recettes** du budget annexe (cf. tableau 1 annexé), d'un montant de **16,9 M€**, se décline comme suit :

- Taux d'exécution des **recettes globales** : 94% (83 % en 2018)
 - Taux d'exécution des **recettes de fonctionnement** : 87% (61% en 2018)
 - Taux d'exécution des **recettes d'investissement** : 100% (100 % en 2018)
- ✓ **Le Taux d'exécution des recettes de fonctionnement : 87% (61 % en 2018)**

Les recettes de fonctionnement 2019, à hauteur de **9 851 956 €**, se décomposent ainsi :

- Des intérêts de la Dotation État (6 737 205€),
- Des autres recettes de fonctionnement (1 073 008€) : la refacturation aux établissements occupant les PPP des redevances de maintenance courante (loyer R3 - 1 015 586 €), des travaux modificatifs (42 670€), le complément du remboursement du sinistre PILSI (9752.41€) et de la convention d'occupation du CEA (5 000€),
- La quote-part des subventions d'investissement (2 041 743 M€).

Le taux d'exécution des recettes de fonctionnement du SACD s'explique essentiellement par la volonté d'équilibrer le résultat et de garantir un fonds de roulement disponible suffisant pour prendre en compte les provisions

✓ **Le Taux d'exécution des recettes d'investissement : 100 % (100% en 2018)**

D'un montant de 7 090 423€, les recettes d'investissement, se décomposent comme suit :

- Des intérêts de la Dotation État à hauteur de 5 905 249€
- De deux subventions de la Métropole Grenoble Alpes
- 488 664€ concernant l'opération Maison des Services aux Etudiants
- 248 277€ concernant l'aménagement du Campus
- D'une subvention de la Région Auvergne-Rhône-Alpes pour 299 324€ concernant l'aménagement du Campus
- D'un remboursement suite au sinistre Pils d'un montant de 60 233€.

Les recettes d'investissement proviennent des intérêts de la Dotation État à hauteur de 5,9 M€ d'une part dont 2,1M€ concernant le rattachement aux financements de l'état pour les immobilisations en cours mises en service en 2019. Ces recettes sont exécutées conformément au programme pluriannuel de l'Opération Campus et participent à l'équilibre de la section d'investissement.

Les subventions de la Métropole et de la Région pour l'aménagement du Campus initialement prévues ont été constatées en produits à recevoir sur 2019.

Les Dépenses

L'exécution **en dépenses** du budget annexe, d'un montant global de 9 851 956 € se décline de la manière suivante :

- Taux d'exécution des **dépenses globales** : 90% (79 % en 2018).
- Taux d'exécution des **dépenses de fonctionnement** : 87 % (84 % en 2018)
- Taux d'exécution des **dépenses d'investissement** : 96 % (74 % en 2018)

L'exécution du budget annexe connaît une **stabilité globale** avec une augmentation **de 6% seulement** des dépenses par rapport à 2018, malgré une répartition par masse différente.

Au sein des dépenses de Fonctionnement, on distingue l'enveloppe Personnel et l'enveloppe fonctionnement.

- **Taux d'exécution des dépenses de Personnel : 99 %** (94 % en 2018)
 - Enveloppe budgétée : 246 605 €
 - Enveloppe consommée : 243 548€
- **Taux d'exécution des charges de fonctionnement : 87%** (76 % en 2018)
 - Enveloppe budgétée : 11 354 356 € / hors amortissements : 9 219 848 €

➤ Enveloppe consommée : 9 851 956€ / hors amortissements : 7 721 537 €

Des appels de fonds prévus par le CROUS (démolitions Condillac A, Diderot, Barnave) n'ont pas été réalisés comme prévu (330 K€)

Aucun montant concernant la Convention mobilier SHS n'a été appelé (150 K€ prévus au budget)

L'enveloppe Fonctionnement pour les opérations ANR a été budgétée à hauteur de 90 000€. Le bilan de l'opération ANR « Campus Est - Pôle santé IFPS », terminée en 2019, est en cours de réalisation et le solde final sera appelé en 2020.

- **Taux d'exécution des dépenses d'investissement : 96 %** (74 % en 2018)

➤ Enveloppe budgétée : 6 669 874€

➤ Enveloppe consommée : 6 393 913€

L'exécution est donc conforme aux prévisions et n'a subi aucun aléa majeur.

Les dépenses d'investissement du SACD correspondent à

- Des immobilisations financières (redevance R1) à hauteur de 3 829 652 €, chiffre en augmentation par rapport à 2018 (3 515 591€) puisqu'on rembourse en effet plus de capital ;
- Le paiement de taxes liées à la construction (taxes d'aménagement et redevance d'archéologie préventive pour PILSI) à hauteur de 399 860 € ;
- Des immobilisations corporelles en cours à hauteur de 2 164 401 €, en nette diminution par rapport à 2018 (4 624 469 €).

On revient au niveau d'investissements de 2017, l'année 2018 étant une année qui a vu un rythme d'investissements plus soutenu, notamment pour l'aménagement du Campus avec des investissements supérieurs d'un million en 2018 par rapport à 2019.

Les agrégats comptables

Un résultat à l'équilibre

Une CAF de 88 676€ qui permet avec les recettes d'investissement de financer les dépenses d'investissement et qui résulte de la différence

- ✓ Entre les dotations aux amortissements (2 130 419€) sur le « compte 68 »
- ✓ Et la quote-part des financements rattachés au "compte 78 pour un montant de 2 041 743€

Une augmentation du fonds de roulement de 696 511€

Un niveau du **fonds de roulement global de 10 142 412 €** (9 445 901€ en 2018).

Des provisions qui s'élèvent au 31 décembre 2019 à 6 878 760€, réparties comme suit :

Débit PPP	2 043 150	Provision mutualisée pour les 3 PPP
Aléas Pôle de Services	200 000	Démarrage des travaux prévu en 2018
Taxe Foncière sur la propriété bâtie (TFPB) GreEn-Er	1 576 300	En attente de retour de l'Administration
Aléas PPP (SHS)	500 000	Provision conservée jusqu'à levée de l'ensemble des réserves
Taxe d'Aménagement	2 429 910	Provisions constituées pour SHS et GreEn-Er suite à facturation de ces taxes sur PILSI
Taxe d'Archéologie	129 400	
TOTAL au 31/12/2018	6 878 760	

Un fonds de roulement disponible déduction faite des provisions de **3 263 651.76€**

Point d'attention Un fonds de roulement disponible déduction faite des créances de plus de 2 ans (+32K€) de **3 231 652€**

En conclusion, le compte financier 2019 du SACD fait apparaître un Fonds de roulement mobilisable en augmentation et suffisant pour faire face à d'éventuels besoins de financement à venir. Un niveau de provision suffisant pour faire face à des risques identifiés.

3.2. Situation budgétaire détaillée en GBCP

3.2.1. Analyse des emplois (tableau 1)

Le tableau 1 retrace les emplois exprimés en équivalent temps plein travaillé (ETPT) et équivalent temps plein (ETP) au 31 décembre, hors personnel mis à disposition et hors vacataires.

Les emplois financés sur Budget Annexe sont majoritairement destinés au pilotage financier, contractuel et administratif de l'Opération Campus. Depuis 2018 une partie des ETP est affectée au programme de Transition Énergétique (2 ETP à fin 2019). La prévision faite pour 2019 est exactement conforme à la réalité constatée (exécution de 99%, contre 94% en 2018) :

- En Contrat à Durée Indéterminée (CDI)
 - Prévision : 2,75 ETP et 2,75 ETPT soit 158.000€
 - Réalisation : 2.75 ETP et 1,63 ETPT soit 151.560€

- En Contrat à Durée Déterminée (CDD)
 - Prévision : 2,75 ETP et 1,98 ETPT soit 92.000€
 - Réalisation : 1 ETP et 1.87 ETPT soit 96.321€

3.2.2. Recettes Encaissées, Autorisations d'Engagement et Crédits de Paiement

Le tableau ci-dessous présente l'exécution globale 2019 du budget annexe. Le compte financier présente un solde budgétaire de – 1 794 210 € se décomposant ainsi :

DEPENSES							RECETTES			
BUDGET ANNEXE	AE - CF 2018	AE - BM2	AE - CF 2019	CP - CF 2018	CP - BM2	CP - CF 2019	RE - CF 2018	RE - BM2	RE - CF 2019	
Personnel	222 596	250 000	247 881	222 596	250 000	247 881	19 194 783	15 799 722	12 794 297	Recettes globalisées
Fonctionnement	10 181 650	9 006 848	8 347 553	7 452 184	8 969 848	7 921 433	16 932 037	12 932 732	10 699 451	Autres financements de l'Etat
<i>Dont MAD</i>							1 441 723	1 600 000	660 000	Autres financements publics
Investissement	8 427 881	6 527 754	6 353 929	8 115 277	6 669 874	6 419 193	821 023	1 266 990	1 434 847	Recettes propres
TOTAL DES DEPENSES : AE (A) CP (B)	18 832 127	15 784 602	14 949 364	15 790 057	15 889 722	14 588 508	270 000	90 000	-	Recettes fléchées*
							270 000	90 000	-	Autres financements publics fléchés
							19 464 783	15 889 722	12 794 297	TOTAL DES RECETTES (C)
SOLDE BUDGETAIRE (excédent) (D1 = C - B)			3 674 726	-	-	-			1 794 210	SOLDE BUDGETAIRE (déficit) (D2 = B - C)

A la lecture du tableau 2, on note un solde budgétaire négatif de 1 794 210 € qui résulte de la différence entre les Recettes Encaissées (12,8 M€) et les Crédits de Paiement (14,6 M€). Ce déséquilibre s'explique notamment par une recette 2018 visant à intégrer les immobilisations mise en service cette année-là qui n'a été rapprochée comptablement qu'en 2019 – cette recette n'étant budgétairement pas rattachée à 2019, elle a été prise en compte à tort au budget dans le calcul des recettes de la Dotation à mobiliser pour 2019, d'où cet écart significatif entre le montant des recettes encaissées et le celui des crédits de paiement.

Ce solde budgétaire déficitaire vient en partie compenser un important excédent constaté en 2018, pour un retour à un équilibre pluriannuel des recettes.

Les Recettes

L'exécution en recettes s'élève à 81% (identique à 2018) et cet écart s'explique notamment par la prise en compte de l'excédent passé comme cité plus haut. Le taux d'exécution des recettes est donc stable par rapport à l'année précédente, mais cache de larges différences selon les types de recettes. La gestion des recettes propres est bien plus précise que celle des financements publics qui subissent de nombreux aléas.

Le total des recettes budgétaires, d'un montant de 12 794 297 € se décline comme suit :

- Recettes de la **dotation** : 10 699 K€, exécution de 82% (81% en 2018)
- Taux d'exécution des **financements publics** : 660 K€, exécution de 41% (100% en 2018)
- Taux d'exécution des **recettes propres** : 1 434 K€, exécution de 113% (62% en 2018)

Concernant les **financements publics**, reçus à hauteur de 660 K€ (aménagement du campus), ils sont largement inférieurs à la prévision pour plusieurs raisons : un titre de

recettes (488 K€) a été établi en fin d'année auprès de la Métropole Grenoble Alpes pour la MSE mais n'a pas pu être encaissé comme prévu (informations trop tardives) ; par ailleurs, un autre appel de fonds (Région) concernant la MSE n'a pas eu lieu (600 K€), les modalités de cet appel ayant été connues trop tard dans l'année.

L'exécution des **recettes propres** (1 434 K€) va au-delà du budget prévu, ce qui s'explique par un nettoyage des flux entre ComUE et UGA rendu nécessaire par l'intégration des deux établissements : des remboursements de redevances 2017 ont ainsi pu être encaissés cette année alors qu'ils n'avaient pas été budgétés.

Enfin, les recettes de la **Dotation Etat** (10 669 K€) ont été diminuées malgré une exécution pleine des dépenses pour prendre en compte un PCA 2018 qui n'avait pas été comptabilisé lors du budget rectificatif. La différence entre les intérêts de la Dotation réellement encaissés par l'établissement (16 M€) et la dotation mobilisée (10,6 M€ en RE) se retrouve en trésorerie, en opérations non budgétaires.

Les Dépenses

Le niveau global des dépenses du budget annexe (14,8 M€ en CP) est relativement stable par rapport à l'année précédente (15,8 M€), mais le taux d'exécution (95 %) connaît une **nette amélioration** par rapport à 2018 (+16 points). Suite à une certaine instabilité en 2018 (mouvements de personnels, décalages d'opérations, etc), l'année 2019 a présenté moins d'aléas.

Avant d'avancer dans l'analyse détaillée, voici une synthèse de l'exécution par opération (K€) :

	Budget AE	Exécution AE		Budget CP	Exécution CP	
PPP GreEn-Er	4 346 953	4 315 062	99%	4 436 003	4 403 763	99%
PPP PILSI	4 354 100	4 217 586	97%	4 372 100	4 218 966	96%
PPP SHS	3 823 135	3 335 195	87%	2 656 135	2 413 811	91%
DAD	1 552 194	1 458 312	94%	1 552 194	1 423 088	92%
Maison des Services aux Etudiants	805 220	796 054	99%	805 220	796 054	99%
Transition Énergétique	181 000	110 516	61%	181 000	109 531	61%
Vie de Campus / Ing. transverse	722 000	716 639	99%	1 887 070	1 223 294	65%
Dépenses totales	15 784 602	14 949 364	95%	15 889 722	14 588 508	92%

À noter : les 5 premières opérations listées ci-dessus sont considérées comme des opérations pluriannuelles (cf. point 4.3.4. Opérations pluriannuelles).

Le compte financier présente des AE conformes à la prévision (14 949 K€ réalisés pour 15 784 M€ prévus, soit 95% d'exécution). Les CP se sont élevés à un total de 14 588 K€, alors que le budget prévoyait des dépenses à hauteur de 15 889 K€ (- 1.3 M€), soit une

exécution de 92% de la prévision.

Ce niveau élevé d'exécution se retrouve dans chaque enveloppe de dépense :

	BM 2019 AE	CF 2019 AE	AE	BM 2019 CP	CF 2019 CP	CP
Personnel	250 000	247 881	99%	250 000	247 881	99%
Fonctionnement	9 006 848	8 347 553	93%	8 969 848	7 921 433	88%
Investissement	6 527 754	6 353 929	97%	6 669 874	6 419 193	96%
Total	15 784 602	14 949 364	95%	15 889 722	14 588 508	92%

Les taux d'exécution entre les autorisations d'engagements et les crédits de paiement étant sensiblement proches, on commentera **l'enveloppe des crédits de paiement**.

- **L'enveloppe Masse salariale : 99 %** (92 % en 2018)

L'exécution des dépenses de personnel est proche des prévisions faites au BR2, avec une exécution de 247 881 € pour un budget de 250 000 €.

- **L'enveloppe Fonctionnement : 88 %** (72 % en 2018)

Ce taux d'exécution élevé représente des dépenses de fonctionnement à hauteur de 7 921 433 € (CP) pour un budget de 8 969 848 €. Cette exécution varie cependant fortement par opération.

Concernant le fonctionnement transverse, la réalisation des engagements est conforme aux prévisions, cependant on constate en paiements que certains appels de fonds IEP et CROUS n'ont pas eu lieu comme il était prévu, ce qui mène à une exécution de 76 %.

L'exécution moyenne des PPP et de la MSE s'élève à 95 %, ce qui représente donc une prévision là encore réaliste des dépenses, sans aléa majeur constaté suite aux ajustements pris en compte dans le budget rectificatif n°2.

Quant au programme de Transition Energétique, après plusieurs décalages, il a effectivement commencé en 2019, mais certains marchés ont été signés trop tardivement pour permettre une exécution pleine (61%).

- **L'enveloppe Investissement : 96 % (74 % en 2018)**

Ici encore, l'exécution est très proche des prévisions. La gestion budgétaire de l'opération s'affine avec des montants de travaux mieux anticipés et des redevances financières connues.

Sur l'opération Maison des Services aux Etudiants (MSE), suite à de lourds reports de travaux (près de 5 M€ étaient prévus au budget initial 2019), 608 K€ étaient finalement prévus en investissement et ont été versés au mandataire. Le planning de l'opération semble donc être recalé ;

Concernant les PPP, GreEn-ER et PILSI affichent un taux d'exécution de 100 % des dépenses d'investissement, et SHS affiche 94% - on observe donc des prévisions précises et réalistes ;

Pour l'aménagement du campus (DAD), l'exécution s'élève à 94% puisqu'environ 90 K€ de travaux ont été décalés à 2020.

3.2.3. Équilibre financier (tableau 4 / tableau 5)

Le tableau 4 atteste de la soutenabilité budgétaire de l'activité de l'établissement en mettant en perspective les opérations non budgétaires. La combinaison des opérations budgétaires et non budgétaires doit être conduite à l'équilibre.

Les tableaux 5 et 7 détaillent également les données du tableau 4 .

Ainsi, le solde budgétaire négatif à hauteur de 1 794 210 € corrélé à des opérations non budgétaires (opérations au nom et pour le compte de tiers concernant les opérations de TVA notamment) conduit à **l'équilibre financier à hauteur de 41 824 036 €.**

On constate **une variation positive de trésorerie sur l'année 2019 de + 3 054 211 €** retracée dans le tableau 7 de trésorerie impliquée par l'ensemble des opérations de l'établissement (opérations budgétaires et non budgétaires).

Cette variation de trésorerie est retracée sur des opérations non fléchées qui prennent en compte également des opérations non budgétaires de la manière suivante :

- Les opérations de TVA notamment résultent en une balance de 558 K€ au débit de l'établissement (2,3 M€ de TVA déductible pour 313K € de TVA collectée et 1,5M € de remboursement de crédit de TVA).
- Le remboursement de l'assurance pour le sinistre de juin 2016 concernant l'opération Pilsj,
- Les encaissements et les décaissements des intérêts de la dotation pour la part mobilisée en recettes budgétaires

Ces opérations augmentent alors le solde budgétaire d'environ 4.941 K€, conduisant le SACD à un abondement de la trésorerie non fléchée de 3.054K€.

L'analyse de la situation patrimoniale (tableau 6). Au constat 2019, le budget principal dégage un résultat à l'équilibre

Les écarts entre les prévisions en droits constatées et la réalisation ainsi que les agrégats de comptabilité ont été expliqués dans le paragraphe précédent « Situation 2019 en Droits constatés du Budget principal

Le focus sur la trésorerie (tableau 7) a été fait dans l'analyse du tableau 4. Il en ressort une augmentation de trésorerie à hauteur de **+ 3 054 211 €** pour l'année 2019. **Elle passe de 23 249 270 € à 26 300 481 €.**

3.2.4. Opérations pluriannuelles

Le compte financier présente un ensemble de 5 opérations pluriannuelles : 3 contrats en partenariat public-privé (PPP), des opérations d'aménagement durable, et l'opération Maison des Services aux Etudiants. L'ensemble de ces opérations est à l'équilibre et affiche une soutenabilité long terme (2044 au plus tard) solide du fait des conditions de financement (Dotation Etat).

Ces opérations sont décrites en détail dans le rapport annuel d'emploi de la Dotation Campus annexé au compte financier. Les parties 3.1.1 à 3.1.5 notamment décomposent les montants pris en compte dans le tableau 9.

Fait à Saint Martin d'Hères, le 12 Mars 2020.

M. Fraisse
Directrice Générale des Services
Par délégation de Madame la Présidente Lise Dumasy
COMUE « Université Grenoble Alpes »

ANNEXES

Tableau 1 : Recettes en droits constatés 2019 et Evolution 2018 / 2019 :

Tableau 1	2018			2019			ECART 2018 / 2019		
	UGRE	SACD	AGREGE	UGRE	SACD	AGREGE	UGRE	SACD	AGREGE
TOTAL DES RECETTES	27 021 151	21 347 697	48 368 848	33 841 280,52	16 853 703	50 694 983	6 820 130	- 4 493 995	2 326 135
RECETTES DE FONCTIONNEMENT Hors quote part financement	26 420 080	9 299 454	35 719 534	33 167 829,59	7 810 213	40 978 042	6 747 750	- 1 489 242	5 258 508
MENESR - Subvention pour charge de service public	2 522 757	-	2 522 757	2 419 283,00		2 419 283	- 103 474	-	- 103 474
MENESR autre que SCSP	17 008 142	-	17 008 142	23 314 227,68		23 314 228	6 306 086	-	6 306 086
<i>dont Fonds d'amorçage</i>	217 585		217 585	358 418,20		358 418	140 833	-	140 833
<i>dont pour Centre de santé</i>	142 200		142 200	142 200,00		142 200	-	-	-
<i>dont pour Service Accueil Handicap</i>	125 000		125 000	120 000,00		120 000	- 5 000	-	- 5 000
<i>dont pour relations internationales</i>	18 000		18 000			-	- 18 000	-	- 18 000
<i>dont pour service transversaux- frais de siège SACD</i>	-		-	0,00		-	-	-	-
<i>dont pour service transversaux- frais de gestion labex</i>	-		-	0,00		-	-	-	-
<i>dont IDEX</i>	15 178 004		15 178 004	21 294 620,48		21 294 620	6 116 617	-	6 116 617
<i>dont Envirhronalp - Agence régionale santé</i>	66 906		66 906			-	66 906	-	66 906
<i>dont IDEFI</i>	191 770		191 770	244 626,00		244 626	52 856	-	52 856
<i>dont Flexi TLV</i>	1 068 677		1 068 677	1 150 363,00		1 150 363	81 686	-	81 686
<i>dont Numérai que - Dilcra</i>				4 000,00		4 000	4 000	-	4 000
MENESR - Intérêts de la Dotation Opération Campus		7 878 704	7 878 704		6 737 205	6 737 205	-	- 1 141 500	- 1 141 500
ANR 1		-	-		-	-	-	-	-
ANR2- 201- Ouest Est Oxford		-	-		-	-	-	-	-
ANR3 - IEP Accessibilité		-	-		-	-	-	-	-
ANR3- pole de santé		270 000	270 000			-	-	- 270 000	- 270 000
AUTRES MINISTERES - DRAC-MOOC	35 000		35 000	35 000,00		35 000	-	-	-
Région Rhône-Alpes - COMESUP	551 149		551 149	609 508,59		609 509	58 360	-	58 360
Région Rhône-Alpes - autre que COMESUP	104 370		104 370	77 081,00		77 081	- 27 289	-	- 27 289
Méto	81 363		81 363	128 637,00		128 637	47 274	-	47 274
Conseil Général	88 000		88 000	88 000,00		88 000	-	-	-
Contribution des membres fondateurs	803 450		803 450	153 450,00		153 450	- 650 000	-	- 650 000
Contribution des membres associés	95 000		95 000	0,00		-	95 000	-	95 000
Contribution autres universités(Clermont-ferrand)	-		-	10 000,00		10 000	10 000	-	10 000
Prestations services avec les Universités	1 904 070		1 904 070	1 900 041,71		1 900 042	- 4 028	-	- 4 028
Droits	1 344 886		1 344 886	1 039 872,52		1 039 873	- 305 013	-	- 305 013
Taxe Affectée				856 318,90		856 319	856 319	-	856 319
Autres prestation dont Vente de l'eau / Fer - VITAL - Disrupt-	1 881 893	1 150 750	3 032 643	1 935 467,44	1 073 008	3 008 476	53 574	- 77 742	- 24 168
<i>Facturation R3 - Greener</i>		561 878	561 878		432 305		-	- 129 572	
<i>Facturation R3 - Pils</i>		383 047	383 047		510 210		-	- 127 163	
<i>Facturation R3 - SHS</i>		133 312	133 312		73 070		-	- 60 242	
<i>Refacturation Fiches de Travaux modificatives</i>		19 841	19 841				-	- 19 841	
<i>Autres - refacturation pénalités R3 et convention CEA - remboursement sinistre</i>		52 672	52 672		57 422		-	- 4 750	
Produits annulation paiement exercice antérieur			-	600 941,75	0	600 942	600 942	0	600 942
Quote-part financement	544 639	1 976 046	2 520 685	594 427,22	2 041 743	2 636 170	49 788	65 697	115 485
<i>Quote-part des subventions d'investissement</i>	509 415	1 976 046	2 485 461	415 264,22	2 041 743	2 457 007	- 94 151	65 697	- 28 454
<i>Produits issus de la neutralisation</i>	35 224		35 224			-	- 35 224	-	- 35 224
<i>Reprise sur Provisions</i>			-	179 163,00		179 163	179 163	-	179 163
RECETTES D'INVESTISSEMENT	56 432	10 072 197	10 128 629	79 023,71	7 001 747	7 080 771	22 591	- 3 070 450	- 3 047 859
ANR - IDEX	9 624		9 624	18 469,95		18 470	8 845	-	8 845
Région Rhône-Alpes - COMESUP	46 808		46 808	60 553,76		60 554	13 746	-	13 746
CPER		561 723	561 723		299 324	299 324	-	- 262 399	- 262 399
MENESR - Intérêts de la Dotation Opération Campus		8 630 474	8 630 474		5 905 249	5 905 249	-	- 2 725 225	- 2 725 225
ANR 1			-			-	-	-	-
ANR2			-			-	-	-	-
ANR3			-			-	-	-	-
Méto		880 000	880 000		736 941	736 941	-	- 143 059	- 143 059
Autres - remboursement Sinistre Pils					60 233	60 233	60 233		60 233

Tableau 2 : Evolution Budgétaire 2017-2018-2019 en droits constatés du Budget Agrégé :

Tableau 2

EVOLUTION BUDGETAIRE - AGREGE											
DEPENSES						RECETTES					
SECTION DE FONCTIONNEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019
Charges de fonctionnement	21 691 388	32 279 174	29 042 818	38 001 156	35 558 466	Recettes de fonctionnement (Dotation)	27 562 618	42 173 256	34 298 785	42 267 753	39 905 035
ANR1- 2 et 3 (programmes)	838 600	360 000	270 000	90 000	-	ANR1- 2 et 3 (programmes)	838 600	360 000	270 000	90 000	-
Personnel	2 381 895	2 774 099	2 511 877	2 970 975	2 960 670	Débit					
Personnel mis à disposition	1 600 614	1 659 640	1 778 620	1 787 325	1 777 397	Autres recettes	1 030 214	1 320 204	1 150 750	1 266 990	1 073 008
Amortissements	3 065 291	3 261 227	3 464 654	3 514 508	3 568 907	Quote-part subv Inv/Pdt neutralisation	2 451 914	2 535 141	2 520 685	2 560 058	2 457 007
Provisions dont dédit	2 129 163	1 027 872	1 027 872	-	13 020	Reprise sur provisions		-		179 163	179 163
Régularisations (sortie d'inventaire)											
Total fonctionnement	31 706 951	41 362 012	38 095 842	46 363 964	43 878 460	Total fonctionnement	31 883 346	46 388 601	38 240 220	46 363 964	43 614 213
Résultat excédentaire	176 395	5 026 589	144 379	-		Résultat déficitaire					264 246
SECTION D'INVESTISSEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019	SECTION D'INVESTISSEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019
Investissements	3 193 158	7 439 101	5 496 304	3 395 658	2 492 997	Subventions Etat publiques	685 000	1 494 723	1 498 155	1 693 144	1 115 289
ANR 1-2 et 3 (programmes)				-	-	ANR1-2 et 3(programmes)					
Dépôts et cautionnement (dotation de l'état)			400 000 000	-	-	Autres ressources					60 233
Immobilisations financières	2 759 987	4 477 659	3 515 591	3 839 360	4 229 512	Dotation	4 022 075	5 841 997	8 630 474	5 069 874	5 905 249
Total Investissement	5 953 145	11 916 760	409 011 896	7 235 018	6 722 509	Total Investissement	4 707 075	7 336 720	10 128 629	6 763 018	7 080 771
Insuffisance autofinancement						Capacité autofinancement	2 918 936	6 780 547	2 116 219	775 287	681 511
Augmentation fonds de roulement	1 672 865	2 200 507		303 287	1 039 773	Diminution fonds de roulement			396 767 047		
CONTRÔLE EQUILIBRE	7 626 011	14 117 267	805 778 943				7 626 011	14 117 267			
Taux d'exécution Global	80%		88%		94%		85%		90%		95%
Dont section de fonctionnement	82%		92%		95%		83%		82%		94%
Dont section d'Investissement	72%		88%		93%		101%		138%		105%

Tableau 3 : Evolution Budgétaire 2017-2018-2019 en droits constatés du Budget Principal

Tableau 3

Evolution budgétaire - Budget principal											
DEPENSES						RECETTES					
SECTION DE FONCTIONNEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019
Charges de fonctionnement	12 679 108	22 323 028	21 308 833	29 117 913	28 080 477	Recettes de fonctionnement	17 240 062	27 227 884	26 420 080	34 377 974	33 167 830
Personnel	2 010 500	2 540 440	2 293 306	2 724 370	2 717 122						
Personnel mis à disposition	1 600 614	1 659 640	1 778 620	1 787 325	1 777 397						
Amortissements	1 170 694	1 340 000	1 439 581	1 380 000	1 438 488	Quote-part subv Inv/Pdt neutralisation	576 412	635 224	544 640	452 471	415 264
Provisions	179 163				13 020	Reprise sur provisions	-			179 163	179 163
Total fonctionnement	17 640 079	27 863 108	26 820 341	35 009 608	34 026 504	Total fonctionnement	17 816 474	27 863 108	26 964 720	35 009 608	33 762 257
Résultat excédentaire	176 395	-	144 379	-	-	Résultat déficitaire					264 247

SECTION D'INVESTISSEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019	SECTION D'INVESTISSEMENT	Compte financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019
Investissements	1 271 070	934 100	871 836	565 144	328 596	Subventions Etat et publiques (Région)	25 000	53 000	56 432	93 144	79 024
						Reversement COMESUP /CQ	-				
Total Investissement	1 271 070	934 100	871 836	565 144	328 596	Total Investissement	25 000	53 000	56 432	93 144	79 024
Insuffisance autofinancement						Capacité autofinancement	949 840	704 776	1 039 321	748 366	592 834
Augmentation fonds de roulement	-		223 917	276 366	343 262	Diminution fonds de roulement	296 230	176 324			

CONTRÔLE EQUILIBRE	1 271 070	934 100	1 095 753	841 510	671 858		1 271 070	934 100	1 095 753	841 510	671 858
--------------------	-----------	---------	-----------	---------	---------	--	-----------	---------	-----------	---------	---------

Taux d'exécution global	77%		96%		97%		79%		97%		96%
Dont section de fonctionnement	78%		96%		97%		78%		97%		96%
Dont section d'Investissement	75%		93%		58%		59%		106%		85%

Tableau 4 : Evolution Budgétaire 2017-2018-2019 en droits constatés du Budget Annexe :

Tableau 4											
Evolution budgétaire - SACD Direction du Développement et des Projets Immobiliers											
DEPENSES						RECETTES					
SECTION DE FONCTIONNEMENT	Compte Financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019	SECTION DE FONCTIONNEMENT	Compte Financier 2017	BM2018	Compte Financier 2018	BM2019	Compte financier 2019
Charges de fonctionnement	9 012 280	9 956 146	7 733 985	8 883 243	7 477 989	Recettes de fonctionnement(Dotation)	10 322 556	14 945 372	7 878 704	7 889 779	6 737 205
ANR 1 - 2 et 3 (programmes)	838 600	360 000	270 000	90 000		ANR 1 - 2 et 3 (programmes)	838 600	360 000	270 000	90 000	
Personnel	371 395	233 659	218 571	246 605	243 548	Dedit	-				
Personnel mis à disposition	-					Autres recettes	1 030 214	1 320 204	1 150 750	1 266 990	1 073 008
Amortissements	1 894 597	1 921 227	2 025 072	2 134 508	2 130 419	Quote-part Inv/Pdt neutralisation	1 875 502	1 899 917	1 976 046	2 107 587	2 041 743
Provisions/débit	1 950 000	1 027 872	1 027 872			Reprise sur provisions					
Régularisations (sortie d'inventaire)											
Total fonctionnement	14 066 872	13 498 904	11 275 500	11 354 356	9 851 956	Total fonctionnement	14 066 872	18 525 493	11 275 500	11 354 356	9 851 956
Résultat excédentaire	0	5 026 589	-		0	Resultat déficitaire	-				
SECTION D'INVESTISSEMENT	Compte Financier 2017	BM2018	Compte financier 2018	BM2019	Compte financier 2019	SECTION D'INVESTISSEMENT	Compte Financier 2017	BM2018	Compte Financier 2018	BM2019	Compte financier 2019
Investissements	1 922 088	6 505 001	4 624 469	2 830 514	2 164 401	Subventions publiques	660 000	1 441 723	1 441 723	1 600 000	1 036 265
ANR 1 - 2 et 3 (programmes)						ANR 1 - 2 et 3 (programmes)					
Dépôts et cautionnement (dotation de l'état)			400 000 000			Autres -Remboursement sinistre					60 233
Immobilisations financières	2 759 987	4 477 659	3 515 591	3 839 360	4 229 512	Dotation	4 022 075	5 841 997	8 630 474	5 069 874	5 905 249
Total Investissement	4 682 075	10 982 660	408 140 060	6 669 874	6 393 913	Total Investissement	4 682 075	7 283 720	10 072 197	6 669 874	7 001 747
Insuffisance autofinancement						Capacité autofinancement	1 969 095	6 075 771	1 076 899	26 921	88 676
Augmentation fonds de roulement	1 969 095	2 376 831		26 921	696 510	Diminution fonds de roulement			396 990 965		
CONTRÔLE EQUILIBRE	6 651 170	13 359 491	408 140 060	6 696 795	7 090 423		6 651 170	13 359 491	408 140 060	6 696 795	7 090 423
Taux d'exécution global	83%		79%		90%		91%		83%		94%
Dont section de fonctionnement	89%		84%		87%		89%		61%		87%
Dont section d'Investissement	71%		74%		96%		101%		138%		105%

Communauté Université Grenoble Alpes

Bilan CVEC 2019

Ce document présente le fonctionnement de la CVEC et la répartition des dépenses en 2019.

1. Processus et décisions d'affectation des fonds CVEC

Le rôle de coordination pour les établissements constituant le futur EPE a été confié à la ComUE en mai 2018 par le Conseil des Membres Opérationnel de la ComUE (instance réunissant les chefs d'établissement, les DGS et des vice-présidents des établissements).

La coordination a commencé avant l'été 2018 pour aboutir à un vote de la répartition de la CVEC dans les CA de chaque établissement à l'automne 2018. Elle s'est poursuivie en juillet et septembre 2019 avec un premier bilan des actions et la répartition des fonds supplémentaires (18 euros par étudiant) connus fin juillet 2019.

1.1. Les commissions CVEC

Une *commission commune* aux 5 établissements (ComUE, UGA, Grenoble INP, Sciences Po, ENSAG) a été créée à l'automne 2018. Son rôle est de définir les champs nécessitant une mise en œuvre concertée et de proposer une répartition (nombre d'euros par étudiant et par champ) pour les domaines communs, applicable à tous les établissements.

Cette commission a la composition suivante :

5 VPE ou équivalent

5 VP vie étudiante ou équivalent

5 VP formation

5 élus étudiants

Le directeur de l'ADUDA

La directrice du CROUS

Les responsables ou directeurs des services des établissements dans le champ de la vie étudiante et de campus : centre de santé, culture et culture scientifique, sport, service accueil handicap, vie étudiante

La commission est présidée par la vice-présidente Vie de campus de la ComUE.

Chaque établissement a par ailleurs une commission CVEC pour la répartition des fonds spécifiques à l'établissement (fonds non obligatoirement harmonisés).

La *commission spécifique de la ComUE* est ainsi constituée :

VP Vie de campus ComUE

VP Etudiant ComUE

VP numérique et innovations pédagogiques ComUE

1 Représentant des présidents d'associations étudiantes

1 Représentant des étudiants/doctorants

3 élus tête de liste des 3 listes ayant des élus au CA de la ComUE

Directrice de la vie étudiante

Directeur du collège doctoral

La Commission spécifique ComUE est présidée par la vice-présidente vie de campus de la ComUE.

1.2. L'affectation des 41 euros à l'automne 2018 puis des 18 euros supplémentaires

Les domaines de dépense de la CVEC ont été définis et répartis en deux catégories : les champs où tous les établissements contribuent à même hauteur auprès de la ComUE (santé -10€, sport -9€¹, accueil hors

¹ Exception du sport géré par les établissements

pédagogie- 1€, égalité-droit-handicap-1,4€) et les champs spécifiques aux établissements (initiatives étudiantes, aide sociale, espaces vie étudiante, vie doctorante).

La ComUE a ainsi disposé d'un fond issu des 3 136 étudiants doctorants et de la participation financière CVEC des établissements pour les champs qu'elle traite.

La ComUE a, pour sa part d'étudiants doctorants, reversé : 4€ au CROUS pour du soutien financier aux doctorants en difficulté, 9€ pour le sport au SUAPS, 8€ pour les initiatives étudiantes au FSDIE de l'UGA.

Le tableau suivant retrace, par centre financier, le financement dans le cadre de la CVEC octroyé à la COMUE par le CROUS et les établissements :

CRB	Recettes CROUS	Recettes ETABLISSEMENTS	Montant Calculé au BM	COMPTE FINANCIER 2019 (droits constatés)
800A - Pilotage	64 677	-	64 677	64 677
804C - Collège Doctoral	17 248	21 290,00	38 538	38 538
801C - VE	53 510	91 328,40	144 838	144 838
801A - SANTE	31 360	476 350,00	509 220	507 710
803A - ISSO	627	10 147,60	10 775	10 775
801B - SAH	3 136	50 738,00	53 874	53 874
801D - EVE	14 358	-	14 358	14 358
804G - CELLULE VIEILLE	1 254	20 295,20	21 550	21 550
TOTAL RECETTES	186 170	670 149	857 829	856 319

Le tableau suivant synthétise les dépenses par enveloppe et par centre financier effectuées sur l'exercice 2019 d'un montant global de 774 K€ et reportées sur le budget 2020 à hauteur de 80K€.

DEPENSES CVEC 2019		UTILISATION 2019				REPORT 2020		
CRB	Montant Alloué	Personnel	Fonctionnement	Total	% d'utilisation	Personnel	Fonctionnement	Total
800A - Pilotage	64 677		64 677	64 677	100%			
804C - Collège Doctoral	38 538	-	11 504	11 504	30%		27 034	27 034
Initiative Etudiante	34 000	-	34 000	34 000	100%			-
Accueil	60 452	40 000	20 452	60 452	100%			
Culture	50 386	6 460	43 926	50 386	100%			
801A - SANTE	507 710	-	507 710	507 710	100%			-
803A - ISSO	10 775	-	-	-	0%	4 000	6 775	10 775
801B - SAH	53 874	-	10 861	10 861	20%	43 013		43 013
801D - EVE - ESCAPE	14 358	-	14 358	14 358	100%			-
804G - CELLULE VIEILLE	21 550	-	20 379	20 379	95%			-
TOTAL RECETTES	856 319	46 460	727 866	774 326	90%	47 013	33 809	80 822

Précision : le Centre financier - 800A - pilotage – est consacré à la part reversée au CROUS pour les actions sociales et aux établissements pour la gestion des initiatives étudiantes et le sport

2. Bilan des dépenses CVEC-ComUE 2019

Santé

En préambule les étudiants participaient initialement à hauteur de 5,1€ les années précédentes pour la santé et le versement santé pour les étudiants valentinois est fait à l'ADUDA².

Le fonds CVEC géré par le centre de santé interuniversitaire de Grenoble a permis la réalisation des radios pulmonaires pour les étudiants étrangers primo-arrivants pour la prévention de la tuberculose, l'accès aux soins pour les étudiants précaires avec la prise en charge du ticket modérateur, les fournitures médicales et hygiène des infirmeries, les formations de secourisme et des personnels

Espaces vie étudiante

Le fonds a permis de renforcer l'animation et la gestion des espaces vie étudiante des campus Grenoblois et valentinois (EVE, ESCAPE, Latour- Maubourg). Le collège doctoral initie un travail pour un futur espace doctorant qui sera positionné à partir de 2020 à la Maison Jean Kunzmann sur le campus saint Martin d'hères- Gières.

Initiatives étudiantes

Le fonds a permis le Lancement de la campagne de labellisation permettant de reconnaître les activités d'associations présentant les garantis de pérennité et de qualité bénéficiant d'une notoriété interne et externe et de financer des actions vie étudiants dans le cadre du déploiement du réseau Alumni docteurs.



Accueil

Le fonds a permis la modernisation des espaces de consultations et d'être présent pour la première fois depuis 10 ans au salon de l'étudiant.

Culture

Le fonds a permis l'enrichissement du festival inter Etablissement Rêve en augmentant le nombre de projets portés par les étudiants. Une résidence avec l'artiste photographe Alp Peker a pu être aussi réalisée.



Cellule de veille et de lutte contre les discriminations et handicap

Grace aux fonds la cellule de veille et de lutte contre les discriminations, créée en 2018, a pu pour la première fois participer au dispositif JADE³ du défenseur des droits et proposer des formations sur les fondamentaux de la lutte contre les discriminations aux étudiants. Le service accueil handicap fait face à un nombre croissant d'étudiants, le fonds a permis de faire face pour partie avec des prestations LPC⁴ et mis en place des accompagnements des étudiants TSA⁵.



² ADUDA – agence de développement universitaire drome Ardèche

³ JADE Jeunes Ambassadeurs du Défenseur des droits pour l'Égalité

⁴ Prestations LPC – langue française parlée complétée

⁵ TSA - trouble du spectre autistique

ANNEXE AU COMPTE FINANCIER 2019 – COMUE UGA

RAPPORT DE L'AGENT COMPTABLE

Conseil d'administration du 12 mars 2020

PREAMBULE

Le rapport de l'agent comptable commente le compte de résultat (exploitation) et le bilan (patrimoine, dettes et créances, fonds de roulement) tandis que la gestion et la réalisation des objectifs retracés par l'exécution du budget sont présentés dans le rapport de l'ordonnateur.

La présentation du rapport de l'agent comptable s'inspire de la rédaction des comptes annuels (l'annexe) qui s'impose aux établissements dont les comptes sont certifiés ; on retiendra que la qualité des comptes de l'établissement est impactée par celle des établissements universitaires du site qui sont audités par des commissaires aux comptes.

Cette présentation a le mérite d'être lisible de nos partenaires extérieurs, en particulier en ce qui concerne l'opération Campus et le projet IDEX.

Les données chiffrées émanent de deux comptabilités : celle du budget principal de la COMUE « Université Grenoble Alpes » (le PRES est devenu COMUE : Communauté d'Universités et d'Etablissements par la loi du 22 juillet 2013) suivie dans le système d'information sous l'appellation « établissement principal » et celle du budget annexe relative aux opérations du Plan Campus gérées en service à comptabilité distincte sous l'appellation « SACD Plan Campus ».

Ces deux comptabilités sont présentées de manière agrégée puisqu'il s'agit ici d'un compte financier de l'entité juridique dans sa globalité.

La qualité de la gestion financière et comptable confirme les progrès d'organisation dans le suivi infra-annuel et les opérations de fin d'exercice. Les rythmes et procédures ont été confortés et la bonne collaboration du service comptable avec les services financiers traduit une montée en compétences.

En application du décret sur la gestion budgétaire et comptable publique (GBCP du 07-11-2012), le compte financier de l'année N doit être soumis à l'organe délibérant avant l'expiration d'un délai de 75 jours à compter du 31/12/N.

La réalisation de cet objectif nécessite une bonne coordination des opérations de fin d'exercice au sein des équipes de l'ordonnateur et du comptable.

Au vu de ce rapport commentant la gestion comptable, il est demandé aux administrateurs :

- D'arrêter le compte financier dont les montants figurent au bilan du 31 décembre 2019,
- D'affecter le résultat de l'établissement principal et celui du SACD dans les reports à nouveaux respectifs (fonds de roulement).

St Martin d'Hères, le 27 février 2020

L'agent comptable, Jacky GHODBANE

1° FAITS CARACTERISTIQUES ET COMPARABILITE DES COMPTES

1) Corrections sur l'inventaire comptable et les amortissements

Voir les corrections passées en report à nouveau dans la partie 4 du présent rapport (Analyse du bilan).

2) Gestion des LABEX - IDEFI - IDEX

Les projets LABEX- IDEFI – IDEX sont gérés en grande partie en « opérations pour compte de tiers », opérations limitées aux mouvements de trésorerie (encaissements et décaissements hors budget selon les directives de notre ministère) puisque la réalisation réelle des projets financés est assurée par les laboratoires d'établissements partenaires placés sous la tutelle conjointe de l'Université Grenoble Alpes et du CNRS (délégation régionale de Grenoble). Seule la partie conservée sur le budget de l'établissement principal est affectée aux actions conduites par la COMUE elle-même.

En 2019, ces opérations non-budgétaires (dites « opérations pour compte de tiers ») ont généré des flux de trésorerie en encaissements (versements ANR) pour 16,2 M€ d'encaissements pour 12,1 M€ de décaissements consistant aux versements effectués en faveur des partenaires tels que l'UGA, Grenoble INP, le CNRS, l'ENSAG.

S'agissant des LABEX et IDEFI, l'UGA a reçu 9,2 M€ au titre des LABEX et 1 M€ au titre des IDEFI, l'UGA étant chef de file pour un réseau de partenaires.

En parallèle, le projet IDEX a été géré à la fois en opérations budgétaires et en opérations de trésorerie. Pour mémoire, le préfinancement de l>IDEX de 13 M€ a été encaissé en août 2016 et les premières dépenses, faites en 2016, ont été engagées pour un total de 777 K€, le solde ayant été reporté sur 2017 (12,2 M€) puis consommé la même année pour 7 M€, soit un solde disponible de 5,2 M€ fin 2017. En 2018, le projet a généré des dépenses à hauteur de 15,2 M€ pour 18,8 M€ d'encaissements soit un solde disponible de fin d'exercice de 8,8 M€.

En 2019, il y a eu 13,7 M€ de nouveaux financements versés par l'ANR ajoutés au solde de 2018, soit 22,5 M€ de financement disponible qui ont été mobilisés à hauteur de 21,3 M€ en 3 enveloppes :

- 8,8 M€ reversés à l'UGA au titre des projets « Recherche et valorisation »
- 6,5 M€ reversés à Grenoble INP au titre des actions « Formation »
- 5,9 M€ ont été conservés par la COMUE sur les actions « Vie étudiante », « Rayonnement social et culturel », « Relations internationales » et « Gouvernance et frais de gestion ».

3) Les opérations immobilières du Plan Campus : les PPP (Partenariats Publics Privés)

La comptabilité de la COMUE est fortement impactée par les opérations sur les **3 PPP** (GREENER, PILSI et SHS). Les bâtiments construits dans le cadre des PPP ont été livrés en 2015 pour GREENER, en 2016 pour PILSI et en 2017-2018 pour SHS.

Conformément aux contrats de partenariat, la COMUE rembourse sur 25 ans les fonds apportés par les partenaires publics et privés (appelée « dette » ou « emprunt ») d'une part et verse des loyers aux constructeurs qui assurent la maintenance des bâtiments durant 25 ans d'autre part.

Le remboursement de la dette est effectué auprès des financeurs que sont la Caisse de Dépôts et Consignations, le Crédit Immobilier de France et la Société Générale sous la forme de redevances désignées sous le sigle **R1** (redevance pour le capital emprunté et pour les intérêts sur le capital).

Le versement des loyers pour la maintenance sur 25 ans des bâtiments est effectué auprès des constructeurs selon la répartition suivante : **R2** (Gros Entretien Réparation), **R3** (maintenance) et **R4** (frais de gestion et assurance).

S'agissant de la redevance R1, le remboursement de la dette en capital (emprunt) est enregistré en section d'investissement tandis que les intérêts de la dette sont comptabilisés en section de fonctionnement.

Par ailleurs, du côté des recettes, la COMUE refacture chaque année la part **R3** (maintenance) des PPP aux établissements utilisateurs des bâtiments mis à leur disposition, donnant lieu ainsi à des produits en section de fonctionnement.

En 2019, les loyers versés aux « PPPistes » pour un total de 11 M€ se décomposent ainsi :

- 4,2 M€ remboursement du capital (R1)
- 4,2 M€ intérêts sur le capital (R1bis)
- 2,6 M€ autres loyers (R2 à R4)

Les refacturations aux établissements utilisateurs des bâtiments PPP (UGA et GINP) ont été perçus en 2019 à hauteur de 1,1 M€.

4) **Le changement de méthode de comptabilisation des droits d'inscription**

Sur recommandation de la DGFiP, il a été effectué cette année un changement de méthode comptable sur les droits d'inscription. Ce changement a consisté à comptabiliser les droits d'inscription en totalité (100% du montant des droits) et non au « prorata temporis » donnant lieu à une répartition des droits en 4/12ème sur l'année N et les 8/12ème en N+1.

Dès lors, il a fallu corriger en 2019 la part des 8/12ème des droits constatés 2018-2019 qui avait été reportée en 2019, soit la somme de 552 708 €. Cette correction a été effectuée en passant par le report à nouveau (crédit c/110 / débit c/70651100).

Dans le même temps, sur 2019, il a été comptabilisé la totalité des droits 2019-2020 pour un montant de 1 036 172 € (crédit c/70651100).

5) **Fusion COMUE – Université UGA dans la nouvelle structure UGA EPE (Etablissement expérimental)**

Au 1^{er} janvier 2020, la COMUE UGA et l'université UGA fusionnent dans le cadre de la création d'un nouvel établissement expérimental portant le même nom que l'université actuelle « Université Grenoble Alpes ». Les comptabilités des deux entités sont transférées dans la nouvelle structure comptable après clôture de leur exercice respectif, soit après le vote des comptes financiers prévu au Conseil d'administration du nouvel UGA le 12 mars 2020.

2° PRINCIPES ET METHODES COMPTABLES APPLIQUEES

1) Amortissements

Il est appliqué l'amortissement linéaire annuel selon les durées suivantes :

TYPE D'IMMOBILISATION	CATEGORIE	DUREE D'AMORTISSEMENT
Logiciels	20531	3 ans
Constructions légères (sous-sol)	2122	25 ans
Agencements et aménagements de terrain (surface)	2125	20 ans
Installations générales	2135	20 ans
Outillages	2155	5 ans
Installations générales et aménagements (bâtiments)	2181	20 ans
Matériels de transport	2182	5 ans
Matériels de bureau	21831	3 ans
Matériels informatique	21832	3 ans
Mobilier	2184	10 ans
Matériels divers	2188	10 ans

2) Méthodes comptables

La réglementation comptable appliquée est celle qui découle des décrets « GBCP » et du Recueil de Normes Comptables des établissements publics :

- Décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 : cadre budgétaire et comptable
- Recueil des normes comptables du 20.01.2017(instruction DGFIP-CE2B n° BOFIP-GCP-17-0003)

3° COMMENTAIRES SUR LE RESULTAT ET ANALYSE DES EVOLUTIONS

Le résultat se décompose comme suit :

- Budget principal = déficit de - 264 247 €
- SACD « DDPI » = résultat égal à 0 €
- **Total (COMUE agrégée) = déficit de - 264 247 €**

COMUE Université Grenoble Alpes

Chiffres exprimés en €

Compte de résultat agrégé (budget principal + budget annexe)					
CHARGES	2019	2018	PRODUITS	2019	2018
CHARGES D'EXPLOITATION			PRODUITS D'EXPLOITATION		
Achats et variations de stocks	430 238	633 756	Chiffre d'affaires (produits issus de l'activité)	4 881 684	5 327 265
Services extérieurs	4 063 400	3 670 596	<i>dont droits scolarité Ecoles doctorales</i>	1 036 172	1 338 386
<i>dont redevances pour la maintenance sur PPP (R3)</i>	2 742 671	2 711 739	Subventions d'exploitation	33 856 107	28 856 857
Charges d'intérêts : rembt des intérêts sur PPP	4 181 218	3 603 712	<i>dont SCSP (subv pr charges de service public)</i>	2 419 283	2 522 757
Autres services extérieurs	2 589 792	2 529 338	<i>dont ANR</i>	29 426 815	24 587 155
Impôts, taxes et versements assimilés	571 203	649 695	<i>dont collect. Locales</i>	903 227	841 787
Reversements pour mises à disposition des personnels	1 721 446	1 741 060	Produits de la fiscalité	861 826	2 168
Charges de personnel (avec charges sociales)	2 996 741	2 554 630	<i>dont CVEC</i>	856 319	
Autres charges de gestion courante	23 742 494	18 220 529	Autres produits de gestion courante	1 378 427	1 533 245
Dotations aux amortissements, dépréciations et provisions	3 568 907	3 464 654			0
Dotation provision CET	13 020	0	Reprise subventions d'investissement (neutralisation amortissements)	2 636 170	2 520 685
Dotations aux provisions (DDPI-Plan Campus)	0	1 027 872	Reprise sur provisions	0	0
Sortie d'inventaire	0	0			
Total	43 878 460	38 095 842	Total	43 614 213	38 240 220
RESULTAT DE L'EXERCICE	-264 247	144 379			

A/ Les charges

L'ensemble des charges de fonctionnement à hauteur de **43,9 M€** est en hausse de 13% par rapport à 2018 (38,1 M€).

Les variations les plus significatives concernent les postes suivants :

- Les « Achats » pour 430 K€ (634 K€ en 2018) sont en baisse (-32 %) suite à des dépenses en électricité et en eau bien inférieures par rapport à l'an passé.
- Les « Services extérieurs » pour 4,1 M€ (3,7 M€ en 2018) sont en hausse (+11%) sachant que les loyers sur les PPP versés aux « PPPistes » sont stables (2,7 M€). Cette hausse se situe sur les lignes « entretien-réparation » (+ 161 K€) et « frais de colloque » (+ 107 K€).
- Les « charges d'intérêt » pour 4,2 M€ (3,6 M€ en 2018) sont en hausse (+16%) du fait que 2019 correspond aux intérêts en année pleine pour les 3 PPP (GREENER, PILSI et SHS). Il s'agit des intérêts sur le capital à rembourser (part R1 de l'emprunt), le capital étant remboursé en section d'investissement et non en fonctionnement.
- Les dépenses « Autres services extérieurs » sont quasiment stables (2,6 M€ contre 2,5 M€ en 2018). Ce poste concerne essentiellement les frais de missions, de réception et des divers frais de fonctionnement (honoraires d'intervenants dans le cadre du collège doctoral, téléphonie, affranchissements, petits équipements des services).
- Les charges de personnels (c/64 : rémunérations + c/63 : fiscalité sur salaires) qui passent de 2,6 M€ à 3 M€ (+17%) suite aux recrutements de personnels affectés aux projets sur financements fléchés, notamment sur l>IDEX. Il est à noter que, habituellement, ce poste fluctue, d'une année sur l'autre, en fonction de l'activité des services qui font appel à des personnels non-permanents (service de santé, accueil handicap). Notons que les salaires des personnels permanents sont traités dans le cadre d'une convention dite « de paye à façon » avec la direction départementale des finances publiques (DDFIP), ainsi que le font les universités en régime « RCE », et que seuls sont comptabilisés sur le budget de la COMUE d'une part les salaires des contractuels et des vacataires directement recrutés et employés par l'établissement, d'autre part les « personnels prêtés » par d'autres établissements dans le cadre de conventions de mise à disposition.
- Les « personnels prêtés » pour un total de reversement aux établissements d'origine qui reste stable à 1,7 M€. Il s'agit d'agents fonctionnaires ou contractuels des établissements universitaires mis à disposition de la COMUE qui sont affectés soit aux services centraux, soit aux services spécifiques tels que le Centre interuniversitaire de santé et la Direction de l'aménagement durable (DAD) gérant le domaine universitaire (voiries, réseaux, espaces verts, infrastructures...).
- Les « autres charges de gestion courante » pour 24 M€ (contre 18 M€ en 2018) ont été en hausse importante (+30%) du fait notamment de l'augmentation des versements effectués aux différents partenaires de la COMUE, notamment sur le projet IDEX. Le total de ces reversements à hauteur de 22,7 M€ (10,6 M€ en 2018) dont 7,5 M€ pour Grenoble INP (5 M€ en 2018) et 14 M€ pour l'Université Grenoble Alpes (10,5 M€ en 2018). Dans ces montants sont comptés notamment les reversements des droits d'inscription des doctorants à leurs établissements d'origine.
- Les dotations aux amortissements pour 3,6 M€ (contre 3,5 M€ en 2018) sont quasiment stables. Il s'agit essentiellement des amortissements sur les travaux d'aménagement, d'entretien et de réparation effectués par la DAD (Direction de l'Aménagement Durable).
- Une nouvelle provision a été créée en 2019 pour prendre en compte les passifs sociaux à hauteur de 13 K€. Par ailleurs, la provision pour charges constituée en 2018 pour la DAD (Direction de l'Aménagement Durable) à hauteur de 179 K€ a été reprise en 2019. Il s'agissait d'une provision permettant de financer des opérations immobilières sur fonds propres.
- Précisons que le niveau des provisions pour le plan Campus est maintenu pour 6,9 M€ (voir tableau de ces provisions au point 4 sur l'analyse du bilan comptable).

B/ Les produits

Le total des produits (recettes de fonctionnement) s'élève à **43,6 M€** (contre 38,2 M€ en 2018), soit une hausse de 14%.

- La variation la plus significative concerne les subventions d'exploitation qui a enregistré une forte hausse (+17%) passant de 28,9 M€ à 33,9 M€ due au financement de l'ANR sur le projet IDEX.

Ce poste enregistre toutes les subventions publiques en provenance de divers financeurs tels que :

- L'Etat (subvention pour charges de service public SCSP pour 2,4 M€),
 - L'ANR (29,4 M€ contre 24,6 M€ en 2018) affectés notamment au financement du projet IDEX sur le budget principal (22,7 M€ contre 16,4 M€ en 2018) et au financement du budget du SACD (6,7 M€ contre 7,8 M€) par le biais des intérêts de la dotation non consommable de l'Etat (16 M€ chaque année sur la dotation de 400 M€),
 - Les collectivités locales (903 K€ contre 842 K€ en 2018), notamment de la Région (687 K€ contre 672 K€ en 2018) pour divers projets.
- Une autre variation importante concerne les droits d'inscription dont le volume est passé de 1,3 M€ en 2018 à 1,3 M€ fin 2019, soit une baisse de 23% (- 302 K€). Cette baisse est due d'une part au retrait de l'USMB (Université Savoie Mont Blanc) qui s'est désengagée de la COMUE en septembre 2019 en souhaitant gérer par elle-même les droits d'inscription de ses doctorants (- 140 K€), d'autre part de la mise en place de la CVEC qui s'est substituée aux versements habituels des établissements membres de la COMUE en faveur du Centre de santé (médecine préventive pour 5,10 € par étudiant, soit -162 K€ de recettes). Précisons que la CVEC est comptabilisée au compte 7571 (fiscalité affectée) et sort donc du compte utilisé pour les droits d'inscription (compte 70651).
 - Concernant les « autres produits de gestion courante » pour 1,4 M€ (1,5 M€ en 2018), il s'agit des versements effectués par les établissements membres de la COMUE dans le cadre de conventions de reversement, notamment l'UGA pour diverses prestations assurées par la COMUE (entretien voirie et espaces verts, travaux de maintenance des réseaux, travaux d'aménagements extérieurs, sécurité des bâtiments, ...). Cette année, la plupart des versements habituels n'a pas été réalisés (décision du CA de la COMUE) ce qui a conduit à ne pas comptabiliser de recette pour 625 K€. En revanche, il y a eu un certain nombre de « services faits » d'annuler ce qui a généré des recettes exceptionnelles pour 601 K€, neutralisant en quelque sorte l'impact sur l'absence de produit au titre des versements de établissements membres de la COMUE.
 - Enfin, la ligne « quote-part des subventions d'investissement » a enregistré une quasi-stabilité en 2019 pour 2,6 M€ (2,5 en 2018). Il s'agit des reprises de financement sur les subventions d'investissement rattachées à des immobilisations (équipements ou travaux immobiliers). Ces reprises visent à « neutraliser » en partie les dotations aux amortissements de l'année puisque la charge du renouvellement de ces biens immobiliers n'incombe pas à l'établissement, le financement étant considéré comme étant assuré automatiquement par le financeur d'origine lors du renouvellement de ces immobilisations. Comme la plupart des immobilisations concerne les opérations suivies par la DAD qui sont financées en grande partie par le fonds de roulement et assez peu par des subventions, on constate que, même si les dotations aux amortissements ont augmenté en 2019 (3,6 M€ contre 3,5 M€), la neutralisation de ces amortissements par la reprise des subventions ne suffit pas à contrebalancer les amortissements. C'est ce décalage entre les dotations aux amortissements et les reprises de subventions qui permet d'alimenter la CAF (Capacité d'autofinancement) en sus du résultat de l'exercice et permettre ainsi de financer les immobilisations en section d'investissement.

4° COMMENTAIRES SUR LE BILAN ET ANALYSE DES VARIATIONS

BILAN 2019 (agrégé : étab. Principal + SACD)							
ACTIF				PASSIF			
En €	2019			2018	En €	2019	2018
	Brut	Amort./Dép.	Net	Net			
Immobilisations incorporelles	112 771	-77 673,75	35 097	54 137			
Terrains et aménagements sur terrains	40 914 136	-20 276 281	20 637 855	17 509 405	Dotations Etat	20 673 325,25	44 987 843
Constructions et agencements	3 208 411	-585 290	2 623 122	24 029 904	Réserves	9 565 698,78	9 565 699
Autres immobilisations corporelles	5 477 202	-2 838 383	2 638 819	2 787 531	Report à nouveau	-111 949 452,55	386 052
Immobilisations en cours	3 193 754	0	3 193 754	7 925 673	Résultat de l'exercice	-264 247,00	144 379
Av./Acptes sur immob. corporelles			0	0	Subventions investissement	7 313 651,28	11 251 092
Immobilisations corporelles	52 793 503	-23 699 953	29 093 550	52 252 513	CAPITAUX PROPRES	-74 661 024	66 335 064
Titres de participation	0	0	0	0	Provisions pour risques	6 878 760	6 878 760
Dépôts et cautionnements	400 000 000	0	400 000 000	400 000 000	Provisions passifs sociaux (congrés, CET)	13 020	0
Autres immobilisations financières	1 523	0	1 523	1 523	Provisions pour charges (travaux DAD)	0	179 163
Immobilisations financières	400 001 523	0	400 001 523	400 001 523	PROVISIONS	6 891 780	7 057 923
ACTIF IMMOBILISE	452 907 797	-23 777 627	429 130 170	452 308 173	Dotation non-consomptible de l'Etat	400 000 000	400 000 000
Stocks et encours	0		0	0	Dettes financières diverses	111 263 386	-8 313 322
Avances et acomptes versés	0		0	0	DETTES FINANCIERES	511 263 386	391 686 678
Clients et comptes rattachés	4 669 642	0	4 669 642	6 449 237	Avances et acomptes reçus	0	42 480 531
Autres créances	0		0	0	Fournisseurs et comptes rattachés	611 970	5 938 912
Valeurs mobilières de placement	0		0	0	Dettes fiscales et sociales	70 046	174
Disponibilités	43 530 692		43 530 692	59 355 231	Dettes sur immobilisations	0	0
ACTIF CIRCULANT	48 200 334	0	48 200 334	65 804 468	Autres dettes	32 764 603	586 770
Charges constatées d'avance	0		0	0	DETTES D'EXPLOITATION	33 446 619	49 006 388
TOTAL ACTIF	501 108 131	-23 777 627	477 330 504	518 112 642	Produits constatés d'avance	389 743	4 026 589
					TOTAL PASSIF	477 330 504	518 112 642

Le fonds de roulement disponible (FDR) passe de 5 713 539 € (fin 2018) à 7 472 192 € (fin 2019).

- Il faut ajouter les **provisions pour 6 891 780 € pour obtenir un FDRG (fonds de roulement global) de 14 363 972 €.**
- Le FDR disponible se décompose comme suit :
 - Établissement principal = **4 208 540 €** [non compris les provisions pour passifs sociaux pour 13 020 €]
 - SACD « Plan Campus » = **3 263 652 €** [non compris les provisions du Plan Campus pour 6 878 760 €]

A partir de la photographie de la situation financière de l'établissement (son patrimoine, ses ressources) arrêtée au 31 décembre, l'analyse comparée du bilan 2019 par rapport à celui de 2018 permet de constater :

4.a – PASSIF – CAPITAUX PROPRES ET PROVISIONS

Les **capitaux propres** recouvrent les réserves immobilisées (résultats des exercices antérieurs venant constituer le fonds de roulement de l'établissement), les subventions d'investissement ainsi que les dotations de l'Etat.

Le volume des capitaux propres a fortement baissé en 2019 (- 141 M€) passant de 66,3 M€ à **- 74,7 M€** (- 213 %) du fait de plusieurs corrections passées par le report à nouveau (compte 11), notamment du fait d'écritures de corrections qui ont été passées fin 2019 suite à un audit réalisé par la DDFIP 38 en 2019.

Les auditeurs de la DDFIP 38 ont constaté que les opérations immobilières sur les PPP n'avaient pas été passées correctement au regard des instructions ministérielles (DGFIP), à savoir :

1. Les bâtiments des PPP auraient dû être inscrits à l'actif de la COMUE au moment de leur livraison puis transférés aux établissements bénéficiaires (INP Grenoble et l'université UGA) lors de leur mise à disposition (comptabilisation au compte 213 pour leur valeur de construction attestée par les constructeurs).
2. La dette vis-à-vis des « PPPistes » (groupements gestionnaires de la construction et de la maintenance des bâtiments PPP) aurait dû être inscrite en totalité au compte 1687 (dette PPP) au passif du bilan comptable (comptabilisation pour la partie R1-capital, les intérêts étant comptabilisés en classe 6) de sorte que sur ce compte 1687 apparaissent au crédit le total de la dette due sur la durée des contrats PPP (25 ans) et au débit du compte, les remboursements déjà effectués.
3. Les pré-loyers versés aux « PPPistes » lors de la phase de construction (loyers anticipés) comptabilisés à l'actif sont à sortir des comptes de la classe 2 dans la mesure où il est procédé à l'intégration à l'actif des bâtiments à effectuer (point 1 ci-dessus) ; sinon, on aurait un « doublon » en conservant en classe 2 des pré-loyers en sus de la valeur des bâtiments.
4. Sur le compte technique 10100002 (financements de l'Etat en attente de rattachement aux actifs), il ne faut conserver que des financements externes de l'actif à rattacher ultérieurement à des immobilisations en cours. Dès lors, les recettes d'investissement enregistrés sur ce compte en vue de financer les remboursements R1-capital au cours des exercices précédents doivent être sorties du compte 10100002 par le report à nouveau (c/110).

Concrètement, il a été passé les écritures comptables suivantes :

1. Intégration des bâtiments PPP :

- A l'actif, entrées des valeurs de construction des bâtiments (certificats établis par les PPPistes) : 130 M€ (débit du compte 213157- constructions bâtiments),
- Au passif, entrées des financements des bâtiments PPP sur la base de :
 - La totalité des loyers R1-capital sur les 3 PPP (dette à rembourser sur 25 ans selon le tableau d'amortissement financier prévus aux contrats de partenariat des PPP) : 123,8 M€ (crédit du compte 1687- dette PPP),
 - La différence a été passée au compte 101 (financement de l'Etat) puis passée pour 6,2 M€ au compte 10411 (crédit du 10411 - financements Etat rattachés à des actifs) afin de rattacher cette différence qui par déduction correspondant à la part de financement de l'Etat aux constructions des bâtiments PPP.

2. Sorties des bâtiments PPP (transfert aux établissements bénéficiaires) :

- A l'actif, sorties des valeurs de constructions des bâtiments PPP : 130 M€ (crédit du 213157 / débit 6811)
- Au passif, sorties des financements Etat sur les bâtiments PPP : 6,2 M€ (débit du 10411 / crédit du 7813).

3. Corrections par le report à nouveau (RAN) :

- Correction du compte 6811 (crédit du 6811 / débit du compte 119 – RAN débiteur) : 130 M€
- Correction du compte 7813 (débit du 7813 / crédit du compte 110 – RAN créditeur) : 6,2 M€

- Au final, sur la partie concernant l'intégration des bâtiments PPP tous les comptes d'inventaire sont soldés et il reste bien dans les comptes du passif au bilan :
 - Au crédit du compte 1687 (dette PPP) : 123,8 M€ correspondant au montant total de la dette sur les R1 des contrats PPP sachant que les remboursements R1-capital sont enregistrés au débit de ce compte ce qui laisse apparaître, en solde comptable, le montant de la dette restant à rembourser,
 - Au débit du compte 11 - Report à nouveau (RAN) : 123,8 M€ correspondant à la contraction des 2 corrections passées au débit du c/119 (130 M€) et au crédit du c/110 (6,2 M€).

- **Dès lors, on constate, au sein du passif au bilan fin 2019, un transfert comptable entre les capitaux propres et les dettes de l'établissement pour 123,8 M€.**

4. Sorties des pré-loyers PPP :

- A l'actif, sortie des pré-loyers versés aux « PPPistes » : 22,1 M€ au débit du 6811 par le crédit du 213557 (valeurs brutes) et par le débit du 2813557 (amortissements),
- Au passifs, sorties de financements de l'Etat rattachés aux pré-loyers : 20,3 M€ au crédit du 7813 par le débit du 104131 (financements bruts) et le crédit du 104931 (reprises des financements).

5. Corrections par le report à nouveau des sorties des pré-loyers PPP :

Ce sont des corrections visant à neutraliser les écritures sur les comptes 6811 et 7813 afin de ne pas impacter le compte de résultat. Il s'agit des corrections suivantes :

- Crédit du 6811 par le compte 119 : 22,1 M€
- Débit du 7813 par le compte 110 : 20,3 M€
- Au final, le report à nouveau (compte 11) se trouve impacté par un solde débiteur de 1,8 M€.

6. Sorties de recettes d'investissement ayant servi de financement des loyers R1-capital :

Durant plusieurs exercices (de 2015 à 2018 inclus), il a été comptabilisé des recettes d'investissement au compte technique 10100002 pour financer les remboursements effectués aux « PPistes » au titre du R1-capital et ainsi assurer l'équilibre budgétaire de la section d'investissement et ce, pour un total de 12,5 M€.

Suite à l'audit de la DDFIP 38, il a été effectué un « nettoyage » de ces recettes par le report à nouveau (c/110) de manière à ne conserver sur le compte technique 10100002 que des financements externes de l'actif pour des immobilisations en classe 2.

- Débit du 10100002 : 12,5 M€
- Crédit du 110 : 12,5 M€

Voir le tableau ci-dessous détaillant les écritures.

Ecritures passées sur le Report à Nouveau (RAN : comptes 110 et 119) dont les corrections d'erreurs suite à l'audit 2019 de la DDFIP 38 sur les opérations du Plan Campus (PPP)											
	Affectation	N° pièce	Typ	Date cpt.	Date pièce	Montant	Compte RAN	Montant de la contrepartie	Compte de contrepartie	Libellé comptes contrepartie	Remarques
1	AFF RESULTAT 2018	300011017	CL	09/12/2019	09/12/2019	-144 378,68	au crédit du c/110	144 378,68	au débit du c/120	AFFECTATION RESULTAT 2018 ETAB PRINCIPAL COMUE	
2	CORRECT PAR LE RAN	50000104	OD	31/12/2019	31/12/2019	-552 708,00	au crédit du c/110	552 708,00	au débit du c/70651100	CORRECT 8/12 DROIT INSCRIP 2018-19 CHANGMT METHODE	Respect de la nouvelle méthode de comptabilisation des droits d'inscription en 2019 (instruction DGFIP) qui demande à enregistrer la totalité des droits d'inscription sur l'exercice N et non au prorata temporis (4/12ème sur N et 8/12ème sur N+1). Une correction par le RAN a été passée sur la recette des 8/12ème des droits d'inscription 2018-2019 (la Comue gère les droits des Doctorants pour le compte de ses membres).
3	PPP COMUE	300001003	CL	01/12/2019	01/12/2019	-6 224 735	au crédit du c/110	6 224 735	au débit du c/78130000	REGUL SORTIE FINANCMT PPP COMUE /AUDIT DDFIP 38	Selon le rapport d'audit DDFIP 38 réalisée en 2019 (voir annexe 5 sur le schéma d'écriture préconisé).
4	REGUL IMMOS	300000986	CL	31/12/2019	31/12/2019	-20 332 888	au crédit du c/110	20 332 888	au débit du c/78130000	SORTIE PRELOYERS PPP PAR LE RAN / SUITE AUDIT DDFIP38	Selon le rapport d'audit DDFIP 38 réalisée en 2019 (voir annexe 5 sur le schéma d'écriture préconisé).
5	REGUL PPP	300001006	CL	31/12/2019	31/12/2019	-12 542 834	au crédit du c/110	12 542 834	au débit du c/10100002	CORREC FINANCMT LOYERS R1 CAPITAL PPP C/164+1687++	Nettoyage des recettes d'investissement enregistrés sur plusieurs exercices au compte technique 10100002 afin d'y laisser uniquement les financements externes des immobilisations en classe 2. Ces recettes avaient été comptabilisées au cours des exercices antérieurs au c/101 afin de financer les loyers R1-capital versés aux "PPPIstes" (au débit du c/164 puis du c/1687). Les auditeurs DDFIP 38 ont demandé à corriger ces recettes par le c/110 de manière à obtenir au c/1687 qui comptabilise les mouvements relatifs à la dette due aux "PPPIstes" (gestionnaires des partenariats PPP) sur le R1-capital, à savoir au débit du c/1687 le montant des remboursements effectués venant en déduction du total de la dette inscrite au crédit du c/1687 (R1-capital sur les 25 ans pour les 3 PPP).
6	TOTAL					-39 797 543		39 797 543			
7	PPP COMUE	300001004	CL	01/12/2019	01/12/2019	130 030 955	au débit du c/119	-130 030 955	au crédit du c/68110000	REGUL SORTIE DES PPP COMUE /AUDIT DDFIP 38	Selon le rapport d'audit DDFIP 38 réalisée en 2019 (voir annexe 5 sur le schéma d'écriture préconisé).
8	REGUL IMMOS	300000987	CL	31/12/2019	31/12/2019	22 102 093	au débit du c/119	-22 102 093	au crédit du c/68110000	SORTIE PRELOYERS PPP PAR LE RAN / SUITE AUDIT DDFIP38	Voir ci-dessus l'explication sur le point 4 (correction sur la sortie des préloyers)
	TOTAL					152 133 048		-152 133 048			
						SOLDE : c/110 - c/119		112 335 505		-112 335 505	SOLDE DES CONTREPARTIES

Les **provisions** ont légèrement diminué passant de 7 M€ à **6,9 M€** fin 2019 (- 166 K€) :

- Il a été repris en 2019 la provision pour la DAD constituée en 2017 pour 179 K€ pour financer les travaux réalisés en 2019 par la Direction de l'Aménagement Durable,
- Une provision pour passifs sociaux a été constituée (congrés payés et compte épargne-temps) pour 13 K€,
- Rappelons les provisions du Plan Campus pour 6,8 M€ maintenues en 2019 et qui se répartissent comme suit :

Débit PPP	2 043 150	Provision mutualisée pour les 3 PPP
Aléas Pôle de Services	200 000	Démarrage des travaux prévu en 2018
Taxe Foncière sur la propriété bâtie (TFPB) GreEn-Er	1 576 300	En attente de retour de l'Administration
Aléas PPP (SHS)	500 000	Provision conservée jusqu'à levée de l'ensemble des réserves
Taxe d'Aménagement	2 429 910	Provisions constituées pour SHS et GreEn-Er suite à facturation de ces taxes sur PILSI
Taxe d'Archéologie	129 400	
TOTAL au 31/12/2018	6 878 760	

4.b – PASSIF CIRCULANT : LES DETTES

Les dettes se décomposent en dettes financières et dettes d'exploitation.

Les **dettes financières** sont constituées de la **Dotaton Non Consomptible du Plan Campus (DNC de 400 M€)** qui se trouve positionnée au passif du bilan sur le compte 1674 (avance de l'Etat) et non à l'actif dans la mesure où ce montant n'est pas acquis à l'établissement mais reste disponible pour l'exploitation de l'établissement grâce aux intérêts qu'elle produit chaque année (16 M€ par an).

En outre, au crédit du compte 1687 (dette PPP), a été comptabilisée la totalité de la dette due aux « PPPistes » (constructeurs et financeurs des projets immobiliers PPP) à savoir **123,8 M€** au titre de la part du capital de la dette (R1-capital) pour les 3 PPP et sur la durée totale des contrats PPP (25 ans). Au débit du compte 1687, ont été comptabilisés les remboursements du R1-capital pour un 4,2 M€ en 2019 auxquels s'ajoutent les loyers des années antérieures constituant ainsi un total cumulé de 12,5 M€ fin 2019 qui vient donc en diminution de la dette globale. Dès lors, le solde de la dette restant due (dette globale - loyers versés) s'élève à **111,3 M€**.

Au total, les dettes financières s'élèvent fin 2019 à **511,3 M€** (400 + 111,3)

Les **dettes d'exploitation** pour **33,4 M€** se répartissent ainsi :

- les **fournisseurs et comptes rattachés (612 K€)**, c'est-à-dire les prestations réalisées par les fournisseurs (services faits) dont les factures ne sont pas parvenues à la clôture mais sont en cours de traitement (139 K€) ou des charges à payer hors factures fournisseurs (460 K€) découlant notamment des conventions de site avec les établissements partenaires qui sont comptabilisées en 2019 et qui donneront lieu à paiement en 2020 (mises en disposition de personnels des établissements du site auprès de la COMUE, reversements de financements sur projets ou de droits d'inscription des doctorants).

- Les **dettes fiscales (70 K€)** concernent des charges à payer sur masse salariale.
- Les **autres dettes (32,7 M€)** sont les avances sur financements reçues qui ont été reclassées fin 2019 du compte 4419 « avances et acomptes reçus » vers le compte 4718 des « recettes en attente ». Ce reclassement a été opéré afin de permettre un transfert des écritures dans la nouvelle structure UGA et faciliter ainsi la lecture des comptes conformément à la méthode de comptabilisation des avances qui réclame une facture d'avance émise à partir du logiciel SIFAC pour être rattachée automatiquement au compte 4419 lors des encaissements. Ces factures d'avance n'ayant pas été émises dans SIFAC, ces encaissements ont donc été transférés sur le compte d'attente 4718. Ces avances se décomposent en :
 - 14,2 M€ au titre des LABEX (4,9 M€) - IDEX (1,9 M€), IDEFI (1,6 M€) et projet EUR (5,8 M€).
 - 18,5 M€ au titre du plan Campus (intérêt de la dotation de l'Etat).

Les **produits constatés d'avance (PCA)** pour 390 K€ se décomposent en d'une part d'un PCA de 135 K € sur le budget du SACD afin d'ajuster le volume des recettes aux dépenses constatées (PCA passé au titre des intérêts de la dotation de l'Etat « Plan Campus ») et d'autre part, d'un PCA de 255 K€ sur le budget principal afin de reporter la recette en 2020 sur la nouvelle université UGA (après fusion de la COMUE et de l'université UGA) dans la mesure où les dépenses liées au financement de l'Etat (inclus dans la SCSP, Subv. Charges Service Public 2019) d'un projet « Data Center » seront réalisées en 2020.

4.b – ACTIF IMMOBILISE – FONDS DE ROULEMENT – CAF (Capacité d'autofinancement)

Les **immobilisations incorporelles** comprennent les logiciels et licences pour un total de 35 K€ en valeur nette à fin 2019 (54 K€ en 2018).

Les **immobilisations corporelles** s'élèvent à 29,1 M€ en valeur nette (52,8 M€ en valeur brute - amortissements pour 23,7 M€) contre 52,3 M€ fin 2018. Elles se décomposent en valeur nette comptable en aménagements sur terrains (20,6 M€), en constructions (2,6 M€), en équipements (2,6 M€) et en diverses immobilisations en cours (3,2 M€) résultant de travaux d'aménagement du campus de St Martin d'Hères conduits par la DAD.

On notera enfin que les **immobilisations financières** concernent des cautionnements auprès de fournisseurs (1,5 K€) et la dotation non-consomptible de l'Etat affectée au Plan Campus (400 M€ / compte 275 : dépôt et cautionnement).

La combinaison de : CAPITAUX PROPRES + PROVISIONS – ACTIF IMMOBILISE donne le fonds de roulement net global (FDRNG) soit **14 363 972 €** (12 771 492 € fin 2018). Cela représente une hausse de 1 592 480 € par rapport à 2018.

Le **fonds de roulement disponible** (FDR disponible) ne prend pas en compte les provisions (6,9 M€).

Le montant du FDR disponible fin 2019 à retenir s'élève à **7 472 192 €** (contre 5 713 569 fin 2018), soit une hausse de 2,2 M K€.

Il se décompose ainsi :

- **4 208 540 €** pour le budget principal [non compris les provisions pour passifs sociaux pour 13 020 €]
- **3 263 652 €** pour le SACD [non compris les provisions du Plan Campus pour 6 878 760 €]

La CAF (capacité d'autofinancement) de 681 510 € est calculée à partir du résultat de l'exercice auquel est ajouté d'une part la variation sur les opérations calculées (non-encaissables et non-décaissables), d'autre part les opérations liées aux cessions d'éléments d'actifs.

CAF	Résultat prévisionnel de l'exercice	-264 247
	Dotations aux amortissements , dépréciations et provisions	3 581 927
	Reprises sur amortissements , dépréciations et provisions	-179 163
	Valeur nette comptable des éléments d'actifs cédés	0
	Produits de cession d'éléments d'actifs cédés	0
	Quote-part des subventions d'investissement virée au résultat de l'exercice	-2 457 007
	CAF ou IAF	681 510

4.c – L'ACTIF CIRCULANT

Les créances « **clients et comptes rattachés** » correspondent à des recettes émises en fin d'année en cours de recouvrement.

En 2019, le montant final du compte « clients » s'élève à **4,7 M€** (6,4 M€ en 2018) et se décompose comme suit :

- Des créances sur divers clients (c/411) pour 910 K€ pour des recettes en attente de recouvrement pour :
 - Divers reversements attendus de la part des établissements membres de la COMUE (750 K€) : participation annuelle aux charges d'entretien et de sécurité du domaine universitaire (voirie, réseau d'eau et d'éclairage, espaces verts, parkings, gardiennage) et aux charges de fonctionnement des services de la COMUE (centre de santé, accueil handicap, guichet unique Préfecture pour les étudiants étrangers),
 - Des créances pour 160 K€ de refacturations du loyer R3 aux établissements locataires des bâtiments des PPP (GINP, CROUS),
- Des créances pour 1,9 M€ concernant des subventions en attente de recouvrement (subventions Région, Métro pour divers projets),
- Des produits à recevoir pour 670 K€ (c/418 et c/4487) concernant notamment des financements attendus sur des opérations d'aménagement du domaine universitaire (travaux de la DAD) pour 608 K€ et des droits d'inscription 2019-2020 du collège doctoral pour 45 K€ (encaissements de fin d'exercice en cours d'enregistrement non-titrés en 2019 restant à titrer en recette sur 2020),
- Un crédit de TVA pour 977 K€ au titre des PPP en cours d'instruction auprès des services fiscaux de Grenoble en vue d'un remboursement
- Un autre crédit de TVA pour 200 K€ (suite à une régularisation d'une avance faite au « PPPiste » SHS) en attente d'enregistrement auprès des services fiscaux.

4.) – TRESORERIE - BESOIN EN FONDS DE ROULEMENT

La **trésorerie** retrace les encaissements et les décaissements liés à l'exécution budgétaire (dépenses de fonctionnement des services, les travaux de la DAD, le plan Campus, les opérations sur les LABEX, IDEX, IDEFI et autres projets).

Après une forte croissance en 2018 due aux apports financiers de l>IDEX, la courbe 2019 a connu une décroissance lente au cours du 1^{er} semestre (passant de 65,2 M€ à 44,7 M€ fin juin) au fur et à mesure de l'exécution des projets puis s'est stabilisée sur le 2nd semestre autour de 45 M€ pour se positionner à la clôture à 43,5 M€.

En comparant les 2 courbes (budget principal / budget annexe), on constate une linéarité de la trésorerie du budget annexe (Plan Campus) tandis que celle du budget principal est quasi-parallèle à celle de la trésorerie globale.

On peut noter que la volumétrie de la trésorerie globale de la COMUE dépend essentiellement des financements ANR sur les projets du PIA (Programme d'Investissement d'Avenir : LABEX - IDEX – IDEFI) qui impactent fortement la trésorerie du fait du décalage dans le temps entre les financements reçus et leur consommation.

Fin 2019, elle se répartit à hauteur de 40% pour l'établissement principal (26,3 M€) et de 60% pour le budget annexe (17,2 M€)

Le **besoin en fonds de roulement (BFR)** correspond à la différence entre le fonds de roulement et la trésorerie. Il continue à être négatif en 2019 par rapport à 2018 ce qui est favorable à la trésorerie : - **29,1 M€** (créances - dettes). Il résulte de l'apport important en 2019 d'encaissements en provenance de l'ANR au titre des projets du PIA (voir ci-dessus l'explication sur la courbe de trésorerie).

Trésorerie 2018-2019

